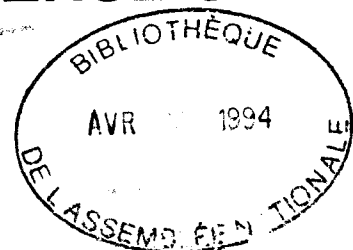




Gouvernement du Québec
Ministère de la
Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS



ÉTUDE DES CRÉDITS

1993-1994

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

TABLE DES MATIÈRES

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION NO.	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
1.	Copie des recommandations émises en 1992-1993 par les coroners concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	1
2.	Nombre de détenus qui, le <u>6 mars 1993</u> , étaient en dehors des centres de détention alors qu'ils devaient normalement y être en raison de la nature de leur sentence. - Ventilation par nature de la sentence.	124
3.	Bilan complet 1992-1993 du programme de travail auprès d'organismes communautaires qui tient lieu de remplacement des sentences de fin de semaine.	126
4.	Bilan de l'application des mesures alternatives à l'emprisonnement (travaux compensatoires). - Statistiques pour l'année 1992-1993	128
5.	Statistiques sur l'embauche à la Sûreté du Québec et dans les corps policiers municipaux en 1992: - nombre et provenance des candidats; - nombre d'engagements, hommes/femmes; - nombre d'engagements, communautés culturelles; - normes de sélection des candidats.	132
6.	La répartition au 31 mars 1993, sur le territoire des effectifs de la Sûreté du Québec par district et par poste avec les unités de patrouille qui en dépendent, avec statistiques pour le jour et statistiques pour la nuit.	146

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION NO.	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
7.	Nombre de plaintes adressées en 1992-1993 au Commissaire à la déontologie policière et nombre de cas traités avec mention du type de décision ainsi que le nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une conciliation ou d'un règlement.	155
8.	Nombre de dossiers traités en 1992-1993 par le nouveau Comité de déontologie policière et résultat final avec décision rendue.	157
9.	Nombre de plaintes déposées à la Régie des permis d'alcool en indiquant la nature de la plainte et la municipalité où est situé l'établissement visé par la plainte.	160
10.	La liste détaillée des contrats qui, depuis le 1 ^{er} mars 1992, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.	165
11.	<p>Pour chacune des années 1991 et 1992, le nombre d'étudiants admis à l'Institut de police du Québec qui n'ont pas complété avec succès leurs études en indiquant:</p> <p>a) le nombre d'échecs par rapport au nombre total d'étudiants diplômés; b) les principaux motifs d'échec.</p>	175

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

1. RECOMMANDATIONS ÉMISES EN 1992-1993 PAR LES CORONERS

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOM DU PROGRAMME

Recherche des causes et des circonstances des décès

Ci-joint la liste des recommandations adressées aux ministères et organismes
gouvernementaux pour la période du 1er avril 1992 au 31 mars 1993.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: COMMISSION SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Numéro de l'avis: A 54687

EVENEMENT

UN TRAVAILLEUR (BOUTEFEU) DECEDE DES BLESSURES SUBIES
SUITE A LA DETONATION PREMATUREE D'UNE CARTOUCHE AMORCEE.

RECOMMANDATION

QU'UN PROGRAMME DE PREVENTION DE CE GENRE D'ACCIDENT SOIT
ELABORE PAR TOUS LES ORGANISMES PRIVES OU PUBLICS QUI ONT
A FAIRE USAGE D'EXPLOSIFS.
QUE TOUS LES TRAVAILLEURS QUI ONT UN CERTIFICAT DE BOUTEFEU
OU UN AUTRE CERTIFICAT SEMBLABLE SOIENT TENUS DE SUIVRE UN
COURS THEORIQUE ET PRATIQUE DE PREMIERS SOINS ET DE REANI-
MATION ET QU'ON S'ASSURE QU'UNE SEANCE DE RAFRAICHISSEMENT
SOIT SUIVIE CHAQUE ANNEE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: COMMISSION SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Numéro de l'avis: A 67864

EVENEMENT

UN TRAVAILLEUR DE CHANTIER EST OCCUPE A SIGNALER L'OPERATEUR D'UNE GRUE SOULEVANT UN CYLINDRE DANS UN CAMION REMORQUE LORSQUE LE MAT DE LA GRUE A PLIE VERS LA DROITE POUR TOMBER SUR LA VICTIME.

RECOMMANDATION

QUE LA CSST FASSE PART DE SES RECOMMANDATIONS QUANT A L'INSPECTION DES CYLINDRES LORS DE DEPLACEMENTS ET CE, A TOUTES LES COMPAGNIES DE CIMENT UTILISANT LE MEME EQUIPEMENT QUE LORS DE CET ACCIDENT.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: COMMISSION SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Numéro de l'avis: A 67878

EVENEMENT

UN TRAVAILLEUR PERD LA VIE ALORS QU'IL S'AFFAIRE A POSER
LE REVETEMENT EXTERIEUR D'UN HANGAR D'AVION A L'AIDE D'UNE
PLATE-FORME.

RECOMMANDATION

QUE LA CSST S'ASSURE QUE TOUTES LES COMPAGNIES UTILISANT
CE GENRE DE PLATE-FORME INCLUENT UN PROGRAMME D'ENSEIGNE-
MENT D'UTILISATION ET DE SECURITE AUX EMPLOYES QUI SERONT
APPELES A UTILISER CES PLATE-FORMES ELEVATRICES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: COMMISSION SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Numéro de l'avis: A 60180

EVENEMENT

UN JOURNALIER EST A L'INTERIEUR D'UNE EXCAVATION POUR INSTALLER DES EGOUTS LORSQU'UNE BARRE DE SOUTÈNEMENT QUI EST DEFECTUEUSE DU TUYAU DE CIMENT SE DETACHE, PIVOTE SUR LE COTE OPPOSE ET S'AFFAISSE SUR LA PAROI LATÉRALE DU TROU D'EXCAVATION OU SE TROUVE LA VICTIME. UN MEDECIN ARRIVE SUR LES LIEUX ET DEMANDE AUX AMBULANCIERS DE LE TRANSPORTER AU CH LAURENTIEN AU LIEU DU CH DE L'ANNONCIATION. ARRIVE AU CH LAURENTIEN UN MEDECIN LUI ADMINISTRE DU DEMEROL ET IL EST TRANSFÉRE A L'HOSPITAL SACRE-COEUR OU IL DECÈDE.
C

RECOMMANDATION

QUE LA CSST EXERCE UN CONTROLE PLUS SEVERE CONCERNANT L'APPLICATION DES NORMES DE SECURITE SUR LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION.
QUE LA CORPORATION DES MEDECINS DU QUEBEC FASSE UNE ENQUETE SUR L'ENSEMBLE DU DOSSIER ET PARTICULIEREMENT SUR LA DECISION DU MEDECIN DE DIRIGER LE PATIENT AU CENTRE HOSPITALIER LAURENTIEN AU LIEU DU CENTRE HOSPITALIER L'ANNONCIATION ET SUR L'APPROCHE THERAPEUTIQUE DU MEDECIN DU CENTRE HOSPITALIER LAURENTIEN CONCERNANT L'ADMINISTRATION INTRAVEINEUSE

RECOMMANDATION (SUITE)

D'ANALGESIQUE PUISSANT 'DEMEROL' A UN PATIENT EN CHOC
HYPOVOLEMIQUE.

QUE LE C.M.D.P. DU CENTRE HOSPITALIER LAURENTIEN DE SAINTE-
AGATHE REVOIE CE DOSSIER AFIN DE VERIFIER LES PROCEDURES
D'ADMINISTRATION D'ANALGESIQUE PUISSANT 'DEMEROL' CHEZ UN
PATIENT EN CHOC ET LES TECHNIQUES DE COMPRESSION DES ZONES
HEMORRAGIQUES CHEZ UN PATIENT.

QUE LE C.M.D.P REVOIE LES PROCEDURES DE TRANSPORT CHEZ UN
PATIENT EN CHOC.

QUE LE GROUPE DES CONSTRUCTEURS F.B.F. INC. FASSE REPARER
TOUT MATERIEL DEFECTUEUX AVANT LEUR UTILISATION POUR DES
TRAVAUX.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: COMMISSION SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Numéro de l'avis: A 70574

EVENEMENT

UNE TRAVAILLEUSE EST HAPPEE PAR UN TRANSPORTEUR A COURROIE
NO 111 QUI SERT A ENLEVER LES DECHETS EN-DESSOUS DU
DERACINEUR.

RECOMMANDATION

QUE L'ENTREPRISE TOURBIERE PREMIER DIV SOGEVEX VOIE A CE
QUE TOUS LES AVIS EMIS PAR LA CSST SOIENT RESPECTES ET
DUMENT CORRIGES.
QUE TOUTES LES COMPAGNIES A QUI LA CSST A DEJA FAIT PARVE-
NIR DES AVIS POUR NON OBSERVANCE DU MEME ARTICLE DE REGLE-
MENT SE CONFORME AVANT QUE D'AUTRES ACCIDENTS IMPLIQUANT
DES CONVOYEURS NE SURVIENNENT.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: COMMISSION SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Numéro de l'avis: A 75543

EVENEMENT

UN TRAVAILLEUR DECEDE SUITE A L'EFFRONDREMENT DANS UNE
TRANCHEE.

RECOMMANDATION

QUE LA CORPORATION MUNICIPALE DE RIVIERE PENTECOTE PROCEDE
A LA FORMATION DE SES EMPLOYES MUNICIPAUX PERMANENTS ET
A TEMPS PARTIEL SUR LES DANGERS DES TRAVAUX EN TRANCHEE ET
VERIFIE DE FACON PERIODIQUE LES CONNAISSANCES DE LEURS
EMPLOYES ET DE LES SENSIBILISER A LA SECURITE ET A LA PRU-
DENCE EN APPLIQUANT LES NORMES DE SECURITE APPRISES.
QUE LA CSST SENSIBILISE DAVANTAGE LES PETITES MUNICIPALITES,
A STRUCURE LEGERE, EN RAISON DE REVENUS RESTREINTS, ONT
PLUS BESOIN D'AIDE ET DE CONSEILS.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: COMMISSION SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Numéro de l'avis: A 76634

EVENEMENT

UN TRAVAILLEUR EST ATTEINT PAR LES FLAMMES D'UN INCENDIE
SUIVI D'UNE EXPLOSION QUI S'EST DECLARE DANS UN ATELIER DE
PEINTURE.

RECOMMANDATION

QU'EN VERTU DE SA JURIDICTION SUR LES PRODUITS CHIMIQUES
INDUSTRIELS DANGEREUX, QUE LA CSST MODIFIE SES REGLEMENTS
DE DISTRIBUTION DE TELLE SORTE QUE LA LIVRAISON DE CES PRO-
DUITS NE SOIT AUTORISEE QU'AUX CLIENNTS ACCREDITES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: COMMISSION SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Numéro de l'avis: A 75525

EVENEMENT

UN TRAVAILLEUR SE NOIE ALORS QUE SON CAMION BASCULE DANS UN LAC SUITE L'AFFAISSEMENT D'UNE SECTION DE LA JETEE DE CONSTRUCTION.

RECOMMANDATION

QUE LA COMPAGNIE B.M.L. FASSE APPEL A DES EXPERTS PRIVES OU AVISE LA CSST AVANT D'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX QUI SORTENT DE SON CHAMP DE COMPETENCE ET QUI COMPORTENT DES RISQUES.
QUE LA CSST AVISE LES AUTRES EXPLOITANTS DE CARRIERE DU QUEBEC DES CIRCONSTANCES ET DES CAUSES DE CET ACCIDENT.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: COMMISSION SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Numéro de l'avis: A 76617

EVENEMENT

UN TRAVAILLEUR EST MORTELLEMENT BLESSE LORSQUE, DEBOUT SUR UN CHARIOT PLAT MONTE SUR LES FOURCHES D'UN CHARIOT ELEVATEUR, IL SE FAIT COINCER ENTRE LE DOSSIER D'APPUI DE CHARGE ET LA STRUCTURE DE METAL QU'IL S'APPRETAIT A DEMANDELER.

RECOMMANDATION

QUE LA CSST INTERDISE L'UTILISATION D'UN CHARIOT ELEVATEUR POUR TRANSPORTER OU SOULEVER DES OUVRIERS.
QUE LA CSST EXIGE DE TOUT OPERATEUR D'UN CHARIOT ELEVATEUR UNE FORMATION ADEQUATE QUELQUE SOIT SA PUISSANCE DE CHARGE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE LA SECURITE PUBLIQUE

Numéro de l'avis: A 71374

EVENEMENT

UN JEUNE HOMME DECEDE D'UNE HEMORRAGIE INTERNE SECONDAIRE
A UN PASSAGE DE PLOMBS PROVENANT D'UNE ARME A FEU MANIPULEE
PAR UNE AUTRE PERSONNE ET DONT LE COUP EST PARTI ACCIDENTELL
LEMENT.

RECOMMANDATION

QUE LE PROCUREUR GENERAL DU QUEBEC APPROUVE LE PLUS RAPI-
DEMENT POSSIBLE UN COURS SUR LE MANIEMENT ET L'USAGE SECU-
RITAIRE DES ARMES A FEU ET QU'IL DEMANDE AU GOUVERNEMENT
FEDERAL DE PROCLAMER L'ENTREE EN VIGUEUR DU PARAGRAPHE 2
DE L'ARTICLE 106 DU CODE CRIMINEL DU CANADA.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE LA SECURITE PUBLIQUE

Numéro de l'avis: A 30987

EVENEMENT

UN DETENU SE SUICIDE PAR PENDAISON AU CENTRE DE DETENTION
DE HAVRE-AUBERT

UN DETENU AYANT DEJA EU DES IDEES SUICIDAIRES EST RETROUVE
PENDU AU CENTRE DE DETENTION DE HAVRE-AUBERT SITUE AU SOUS-
SOL DU PALAIS DE JUSTICE

RECOMMANDATION

QUE SOIT LOCALISE LE POSTE DE GARDE SUR LE MEME PLANCHER
QUE LES CELLULES.

QUE L'ETAGE DE LA PRISON SOIT SEULEMENT POUR L'USAGE DES
DETENUS ET DE LEURS GARDIENS.

QUE L'ACCES AVEC LES AUTRES BUREAUX DU PALAIS DE JUSTICE
SOIT RESTREINT AUX SEULS DETENUS ET GARDIENS.

QUE L'ON RENOVE LES LOCAUX ET QU'ILS SOIENT PLUS SECURITAI-
RES.

QUE L'ON PROCEDE A UN MEILLEUR ENTRETIEN DE CES LOCAUX.

QUE LES DETENUS BENEFICIENT DE LA PRESENCE CONTINUELLE ET
ININTERROMPUE SUR PLACE DES GARDIENS

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE LA SECURITE PUBLIQUE

Numéro de l'avis: A 60371

EVENEMENT

UN INDIVIDU EST ADMIS EN DETENTION SUITE A UNE ACCUSATION D'AGRESSION SEXUELLE CHEZ UN ENFANT. IL DECEDE UN MOIS PLUS TARD DU SYNDROME D'IMMUNO-DEFICIENCE ACQUISE (SIDA) QUI FUT DIAGNOSTIQUE QU'APRES LE DECES.

RECOMMANDATION

QUE LES SERVICES CORRECTIONNELS CANADIENS ET LE MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE ETUDIENT LA POSSIBILITE QUE TOUS LES DETENUS TROUVES COUPABLES DE DELITS SEXUELS PUISSENT ETRE INVESTIGUES AFIN DE VERIFIER S'ILS SONT PORTEURS DU SIDA. CE QUI PERMETTRAIT DE PRENDRE LES MESURES APPROPRIEES AFIN QUE LA MALADIE DE SE PROPAGE PAS DANS LES CENTRES DE DETENTION ET D'AVISER LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE QU'ELLES ONT PU CONTACTER LA MALADIE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE LA SECURITE PUBLIQUE

Numéro de l'avis: A 67882

EVENEMENT

UN DETENU SE PEND DANS SA CELLULE AVEC UN DRAP ATTACHE A
L'ECHELLE DU LIT SURPERPOSE DANS UN CENTRE DE DETENTION.

RECOMMANDATION

QUE LES LITS SUPERPOSES SOIENT MODIFIES, EN ABAISSANT LE
LIT DU HAUT AFIN DE PERMETTRE A L'OCCUPANT DE MONTER SANS
ECHELLE, EN METTANT UNE PLAQUE DE PLEXIGLAS POUR OBSTRUER
LE TROU DE LA BARRE SUPERIEUR AFIN D'EMPECHER UN POINT
D'ATTACHE SUR CETTE BARRE.
QUE LES SERVICES DE CONSULTATION PSYCHOLOGIQUE SOIENT
AMELIORES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE LA SECURITE PUBLIQUE

Numéro de l'avis: A 75421

EVENEMENT

INCENDIE SURVENU AU POSTE DE LA SURETE DU QUEBEC A SHEFFERVILLE LORSQU'UN PREvenu MENOTTE DANS LE DOS MET LE FEU A SES VETEMENTS QUI S'ETEND AU REVETEMENT CAOUTCHOUE DES MURS.

RECOMMANDATION

QUE DANS TOUTE NOUVELLE CONSTRUCTION, S'ASSURER DE LA QUALITE DES MATERIAUX INCORPORES AU BATIMENT AFIN D'EVITER QUE DU MATERIEL HAUTEMENT INFLAMMABLE SOIT UTILISE A CETTE FIN.

QUE LES PORTES DE CELLULES D'UN CENTRE DE DETENTION DE CETTE CATEGORIE SOIENT MUNIES DE FERMETURE PAR ELECTRO-AIMANT QUI PERMETTENT A LA PORTE DE S'OUVRIR D'ELLE-MEME LORSQUE L'ALARME DE FEU EST DECLENCHEE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE LA SECURITE PUBLIQUE

Numéro de l'avis: A 74436

EVENEMENT

UN DETENU EN ETAT D'IVRESSE EST PLACE SEUL DANS UNE SALLE
AU CENTRE DE DETENTION DE QUEBEC ET DECEDE D'UNE
ASPHYXIE PAR ASPIRATION BRONCHIQUE DE MATIERES ALIMENTAIRES
SECONDAIRE A UNE INTOXICATION MEDICAMENTEUSE ET ALCOOLIQUE.

RECOMMANDATION

QUE LES DIRECTIVES ADRESSEES PAR LE SOUS-MINISTRE ASSOCIE
DE LA SECURITE AUX DIRECTEURS DE SERVICE DE POLICE SOIENT
EGALEMENT DIFFUSEES AUX DIRECTEURS DES CENTRES CARCERAUX
DU QUEBEC C'EST-A-DIRE:

QU'UNE PERSONNE ARRETEE, SI ELLE EST MALADE OU BLESSEE
DOIT RECEVOIR LES SOINS QUE REQUIERT SON ETAT PHYSIQUE OU
MENTAL.

QUE SI UNE PERSONNE ARRETEE PUIS INCARCEREE EST SOUS L'EF-
FET DE L'ALCOOL OU D'UNE DROGUE, LE SERVICE DE POLICE DOIT
VERIFIER REGULIEREMENT L'ETAT DE SANTE DE CELLE-CI PUIS-
QU'IL Y A TOUJOURS DANGER D'ASPHYXIE PAR REGURGITATION
INTRA-BRONCHIQUE

QUE TOUTE PERSONNE INCARCEREE DOIT ETRE GARDEE DANS UNE
CELLULE QUI EST COUVERTE A L'AIDE D'UNE CAMERA QUI PERMET
DE VERIFIER SON COMPORTEMENT, OU ENCORE A LA VUE CONSTANTE

RECOMMANDATION (SUITE)

D'UNE AUTRE PERSONNE.

QUE TOUTE DIRECTIVE CONCERNANT L'ADMISSION D'UNE PERSONNE
DOIT ETRE CLAIREMENT EXPLIQUEE A CEUX ET CELLES QUI ONT A LA
METTRE EN APPLICATION EN RAPPELANT QU'IL FAUT PORTER UNE
ATTENTION PARTICULIERE AUX PERSONNES SOUS L'EFFET DE L'AL-
COOL, D'UNE DROGUE OU D'UNE INTOXICATION MEDICAMENTEUSE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE LA SECURITE PUBLIQUE

Numéro de l'avis: A 75376

EVENEMENT

UN PIETON SE FAIT MORTELLEMENT HEURTE PAR UN VEHICULE
AUTOMOBILE. A L'ARRIVEE DES POLICIERS ET PAR LA SUITE DES
AMBULANCIERS, AUCUNE MANOEUVRES DE REANIMATION CARDIO-RES-
PIRATOIRES DE FUT DEBUTE.

RECOMMANDATION

QUE LE SERVICE DE SECURITE DE LA VILLE DE BOUCHERVILLE AVISE
SES POLICIERS DE DEBUTER DES MANOEUVRES DE REANIMATION AVANT
L'ARRIVEE DES AMBULANCIERS A MOINS QU'IL Y AIT DECAPITATION,
PUTREFACTION AVANCEE OU CALCINATION.
QUE LE MSSS FASSE UN RAPPEL A TOUS LES AMBULANCIERS DU QUE-
BEC CONCERNANT LEUR RESPONSABILITE DE DEBUTER DES MANOEUVRES
DE REANIMATION DANS TOUS LES CAS D'ARRET CARDIO-RESPIRATOIRE
SURVENANT EN PRE-HOSPITALIER QUI NE CORRESPOND PAS AUX 3
CONDITIONS CI-HAUT MENTIONNEES.
QUE L'INSTITUT DE POLICE INTEGRE AU PLAN DE COURS DE TECHNI-
QUE POLICIERE LE COURS DE BCLS (BASIC CARDIAC LIFE SUPPORT)
RECONNU PAR LA FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUEBEC
AINSI QUE LA RECERTIFICATION ANUELLE OBLIGATOIRE POUR TOUS
LES ETUDIANTS EN TECHNIQUE POLICIERE.
QUE LE MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE FORME TOUS LES

RECOMMANDATION (SUITE)

POLICIERS DU QUEBEC EN REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRE RE-
CONNU PAR LA FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUEBEC AVEC
RECERTIFICATION ANNUELLE OBLIGATOIRE.

QUE LE SERVICE DE SECURITE PUBLIQUE DE BOUCHERVILLE FORME
SES POLICIERS EN REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRE ET QUE
SES POLICIERS PORTENT SUR EUX UN 'POQUET MASK' QUI LEUR
PERMETTRA DE FAIRE DE LA VENTILATION SANS CONTACT DIRECT
AVEC LA BOUCHE DU BENEFICIAIRE.

QUE LA COMPAGNIE D'AMBULANCES DEMERS REVOIT CE DOSSIER ET
QU'UN PROTOCOLE CLAIR ET NET SOIT ETABLI AFIN QU'IL N'Y AIT
PLUS DE QUIPROQUOS LORS DE PAREILLES SITUATIONS.

QU'UNE COPIE DE CE RAPPORT SOIT TRANSMIS AU RETAQ AFIN
QU'UN PROTOCOLE SOIT ETABLI AFIN QU'UNE LIGNE DE CONDUITE
STANDARDISEE SOIT CLAIREMENT EXPLIQUEE A TOUS LES TECHNI-
CIENS AMBULANCIERS.

QUE LE MSSS SENSIBILISE LA POPULATION GENERALE A L'IMPOR-
TANCE D'AVOIR UNE FORMATION EN REANIMATION CARDIO-RESPIRA-
TOIRE.

QUE LE MINISTERE DE L'EDUCATION INTEGRE UN COURS EN REANI-
MATION CARDIO-RESPIRATOIRE SUIVI D'UNE CERTIFICATION ANNU-
ELLE OBLIGATOIRE POUR TOUS LES ETUDIANTS DE SECONDAIRE I.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE LA JUSTICE

Numéro de l'avis: A 53144

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 389 FAISANT DEUX VICTIMES
LORSQUE LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE AUTOMOBILE ENTRE DE
PLEIN FOUET AVEC UN AUTRE VEHICULE QUI CIRCULAIT AU
CENTRE DE LA CHAUSSEE. UN TEMOIN RISQUA SA VIE ET SE BRULA
LES BRAS ET LE VISAGE EN DEGAGEANT UNE DES VICTIMES.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS NIVELLE ADEQUATEMENT LA
ROUTE 389 ET AVISE LES USAGERS PAR DES PANNEAUX LE DANGER
DE CONDUIRE AU CENTRE DE LA CHAUSSEE.
QUE LE GESTE DE BRAVOURE DU TEMOIN SOIT RAPPORTE AUX
AUTORITES CONCERNEES POUR QU'IL PUISSE ETRE ELIGIBLE AUX
HONNEURS PREVUS DANS DE TELLES CIRCONSTANCES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE LA JUSTICE

Numéro de l'avis: A 71669

EVENEMENT

UN JEUNE QUI EST A SON DEUXIME PLACEMENT AU CENTRE L'ETAPE DE VAL D'OR ET QUI EST CONNU AYANT UN CARACTERE IMPULSIF ET UNE FAIBLE TOLERANCE A LA FRUSTRATION SE SUICIDE PAR PENDAISON.

RECOMMANDATION

QUE LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX LIES A L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA SANTE ET LES SERVICES SOCIAUX, LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LA LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS FASSENT LEUR POSSIBLE POUR:

A) LES FACILITES DE DISPENSATION DES SERVICES SOIENT LOCALISES LE PLUS PRES POSSIBLE DU MILIEU DE VIE DE CES JEUNES ET GERES PAR DES RESSOURCES DE LEUR MILIEU;

B) L'ON ABOLISSE LE SYSTEME DE DEROGATION QUI PERMET A DIFFERENTES CATEGORIAIES DE JEUNES AYANT DES PROBLEMES TRES DIFERENTS D'ETRE REGROUPES PARCE QUE LE NOMBRE NE JUSTIFIE PAS LE COUT;

C) LES SERVICES AUX AUTOCHTONES DE LA REGION 10 DISPENSES PAR L'ETAPE SOIENT PRIS EN CHARGE PAR LA REGION ELLE-MEME.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE L'EDUCATION

Numéro de l'avis: A 60074

EVENEMENT

UNE ADOLESCENTE DE 13 ANS AYANT DEJA EU DES PROPOS SUICIDAIRES A L'OCCASION ET ETANT TRES AFFECTE PAR LE DIVORCE DE SES PARENTS SE NOIE EN SE JETANT DU PONT JACQUES-CARTIER.

RECOMMANDATION

QUE L'ON FORME DES COMITES DE PREVENTION DU SUICIDE CHEZ LES JEUNES DANS LE BUT D'ETABLIR DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION ET DES OUTILS PEDAGOGIQUES POUR INTERVENIR PLUS EFFICACEMENT AUPRES DE JEUNES; AFFICHES, BROCHURES POUR LES ETUDIANTS, DEPLIANT DE SENSIBILISATION POUR LES PARENTS. QUE CES COMITES SOIENT COMPOSES DE MEMBRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES, MEMBRES DES DEPARTEMENTS DE SANTE COMMUNAUTAIRE DES CENTRES HOSPITALIERS ET DE MEMBRES DES CLSC. QUE LES TRAVAILLEURS SOCIAUX DANS LES ECOLES DEVRAIENT, A LA LUEUR D'INVESTIGATIONS, ORIENTER LEURS EFFORTS EN VUE DE RECONNAITRE DES JEUNES MINEURS EN DETRESSE ET FAIRE EN SORTE DE LEUR PORTER AIDE ET SECOURS ALORS QU'IL EST ENCORE POSSIBLE DE LE FAIRE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE L'EDUCATION

Numéro de l'avis: A 70620

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU DANS LA COURBE DE LA GRANDE-LIGNE A ST-ANATHASE LORSQU'UN JEUNE MINEUR QUI SORT D'UN BAR EN ETAT D'EBRIETE, SANS PERMIS DE CONDUIRE, AVEC TROIS AUTRES JEUNES PASSAGERS ENTRENT EN COLLISION AVEC UN AUTRE VEHICULE. TOUS LES QUATRE DECEDENT DANS CET ACCIDENT(A70646,A70618,A70619)

RECOMMANDATION

QU'UN CONTROLE PLUS STRICT ET PLUS SEVERE SOIT FAIT POUR QUE LES DEBITS DE BOISSON NE SERVENT PAS DE BOISSONS ALCOOLISES A DES JEUNES DE MOINS DE 18 ANS.
QUE LES DEUX COURBES DE LA GRANDE-LIGNE A SAINT-ATHANASE SOIENT CORRIGEEES.
QUE LE PROLONGEMENT DE L'ANCIENNE ROUTE AVANT ET APRES LA COURBE SOIT MODIFIE A CAUSE DE LA PERSPECTIVE.
QUE LORS DE LA REFECTION D'UNE ROUTE, L'ACCOTEMENTS OIT LARGE ET ASPHALTE.
QU'UN MEILLEUR CONTROLE SOIT FAIT DE LA CONDITION MECANIQUE DES VEHICULES AUTOMOBILES AGES.
QUE DES CAMPAGNES DE PUBLICITE CONCERNANT LA SECURITE ROUTIERE, L'ALCOOL ET AUTRES DROGUES S'ADRESSENT SPECIFIQUEMENT AUX JEUNES.

RECOMMANDATION (SUITE)

QU'IL Y AIT UNE SENSIBILISATION DANS LES MILIEUX SCOLAIRES
SUR LES EFFETS DE LA CONSOMMATION D'ALCOOL PAR LES ADOLES-
CENTS ET SUR ELLES CONSEQUENCES Y ETANT RATTACHEES.
QUE TOUT DEBIT DE BOISSON SOIT OBLIE D'OFFRIR A LA CLIENTE-
LE ET CE DE FACON GRATUITE UN IVRESSOMETRE AFIN QUE LES
CONDUCTEURS ET LES PASSAGERS SOIENT AVISES DE L'ALCOOLEMIE
DU CONDUCTEUR

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE L'EDUCATION

Numéro de l'avis: A 75376

EVENEMENT

UN PIETON SE FAIT MORTELLEMENT HEURTE PAR UN VEHICULE AUTOMOBILE. A L'ARRIVEE DES POLICIERS ET PAR LA SUITE DES AMBULANCIERS, AUCUNE MANOEUVRES DE REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRES DE FUT DEBUTE.

RECOMMANDATION

QUE LE SERVICE DE SECURITE DE LA VILLE DE BOUCHERVILLE AVISE SES POLICIERS DE DEBUTER DES MANOEUVRES DE REANIMATION AVANT L'ARRIVEE DES AMBULANCIERS A MOINS QU'IL Y AIT DECAPITATION, PUTREFACTION AVANCEE OU CALCINATION.

QUE LE MSSS FASSE UN RAPPEL A TOUS LES AMBULANCIERS DU QUEBEC CONCERNANT LEUR RESPONSABILITE DE DEBUTER DES MANOEUVRES DE REANIMATION DANS TOUS LES CAS D'ARRET CARDIO-RESPIRATOIRE SURVENANT EN PRE-HOSPITALIER QUI NE CORRESPOND PAS AUX 3 CONDITIONS CI-HAUT MENTIONNEES.

QUE L'INSTITUT DE POLICE INTEGRE AU PLAN DE COURS DE TECHNIQUE POLICIERE LE COURS DE BCLS (BASIC CARDIAC LIFE SUPPORT) RECONNU PAR LA FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUEBEC AINSI QUE LA RECERTIFICATION ANUELLE OBLIGATOIRE POUR TOUS LES ETUDIANTS EN TECHNIQUE POLICIERE.

QUE LE MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE FORME TOUS LES

RECOMMANDATION (SUITE)

POLICIERS DU QUEBEC EN REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRE RE-
CONNU PAR LA FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUEBEC AVEC
RECERTIFICATION ANNUELLE OBLIGATOIRE.

QUE LE SERVICE DE SECURITE PUBLIQUE DE BOUCHERVILLE FORME
SES POLICIERS EN REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRE ET QUE
SES POLICIERS PORTENT SUR EUX UN 'POQUET MASK' QUI LEUR
PERMETTRA DE FAIRE DE LA VENTILATION SANS CONTACT DIRECT
AVEC LA BOUCHE DU BENEFICIAIRE.

QUE LA COMPAGNIE D'AMBULANCES DEMERS REVOIT CE DOSSIER ET
QU'UN PROTOCOLE CLAIR ET NET SOIT ETABLI AFIN QU'IL N'Y AIT
PLUS DE QUIPROQUOS LORS DE PAREILLES SITUATIONS.

QU'UNE COPIE DE CE RAPPORT SOIT TRANSMIS AU RETAQ AFIN
QU'UN PROTOCOLE SOIT ETABLI AFIN QU'UNE LIGNE DE CONDUITE
STANDARDISEE SOIT CLAIREMENT EXPLIQUEE A TOUS LES TECHNI-
CIENS AMBULANCIERS.

QUE LE MSSS SENSIBILISE LA POPULATION GENERALE A L'IMPOR-
TANCE D'AVOIR UNE FORMATION EN REANIMATION CARDIO-RESPIRA-
TOIRE.

QUE LE MINISTERE DE L'EDUCATION INTEGRE UN COURS EN REANI-
MATION CARDIO-RESPIRATOIRE SUIVI D'UNE CERTIFICATION ANNU-
ELLE OBLIGATOIRE POUR TOUS LES ETUDIANTS DE SECONDAIRE I.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE L'EDUCATION

Numéro de l'avis: A 74608

EVENEMENT

UN ADOLESCENT QUI A DEJA PRESENTE UNE MENACE DE SUICIDE
AU PRINTEMPS 1991 ET LES PROFESSIONNELS DE L'ECOLE FURENT
INFORMES ET AUCUNE SUITE NE FUT DONNEE SE SUICIDE PAR
PENDAISON A L'AUTOMNE 1991.

RECOMMANDATION

QUE CE DOSSIER SOIT ENVOYE AU MINISTERE DE L'EDUCATION
POUR ETUDE ET OBSERVATION AFIN QUE TOUS LES PROFESSIONNELS
DE MILIEU SCOLAIRE, TANT LES ENSEIGNANTS QUE LES TRAVAIL-
LEURS SOCIAUX QUE LES PSYCHOLOGUES DOIVENT EN TOUT TEMPS
POUVOIR REFERER A UN PLAN D'ACTION CONCRET ADVENANT DE
TELLES SITUATIONS OU UN ENFANT OU UN ADOLESCENT FERAIT UNE
MENACE SUICIDAIRE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DE L'EDUCATION

Numéro de l'avis: A 84916

EVENEMENT

UNE JEUNE FEMME DECEDE DES SUITES D'UN CHOC TOXIQUE. LES ANALYSES MICROBIOLOGIQUES ONT REVELE LA PRESENCE DU MICROBE STAPHYLOCOQUE DORE DANS LA MUQUEUSE VAGINALE QUI A ETE FAVORISE PAR L'USAGE TROP PROLONGE D'UN TAMPON HYGIENIQUE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DE L'EDUCATION INCLUT, DES LE SECONDAIRE 1 DANS LE CADRE DES COURS DE FORMATION PERSONNELLE ET SOCIALE, VOLET EDUCATION A LA SANTE, DES EXPLICATIONS SUR LA POSSIBILITE D'UN CHOC TOXIQUE SUITE A L'UTILISATION DES TAMPONS ET D'Y REVENIR DANS LES ANNEES DU SECONDAIRE SUBSEQUENTES QUE L'ASSOCIATION QUEBECOISE DES PHARMACIENS PROPRIETAIRES METTE BIEN EN EVIDENCE, PRES DE LA VENTE DES TAMPONS HYGIENIQUES, LE DANGER DU SYNDROME DU CHOC TOXIQUE SUITE A L'UTILISATION D'UN TAMPON HYGIENIQUE.
QUE SANTE ET BIEN ETRE SOCIAL CANADA EXIGE COMME ON L'A FAIT SUR LES PAQUETS DE CIGARETTES, D'INSCRIRE CLAIREMENT SUR LES BOITES DE TAMPONS `DANGER DU SYNDROME DU CHOC TOXIQUE`.
QUE LES EXPLICATIONS DU SYNDROME DU CHOC TOXIQUE INSCRITES SUR LE DEPLIANT D'UTILISATION DES TAMPONS SOIENT EN

RECOMMANDATION (SUITE)

CARACTERE PLUS GROS, PLUS LISIBLE QUE LE RESTE DES
INSTRUCTIONS.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 71333

EVENEMENT

UN SIGNALEUR A L'EMPLOI DU MINISTERE DES TRANSPORTS EST
ECRASE PAR UNE NIVELLEUSE DU MINISTERE ALORS QUE LE CONDUCTEUR
DE CELLE-CI DEVERSE DU GRAVIER.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS ADOPTE UNE METHODE DE
TRAVAIL OBLIGEANT LES TRAVAILLEURS A SE CONCERTER AFIN D'A-
VOIR UNE MEILLEURE COMMUNICATION POUR QUE DE TELS ACCIDENTS
NE SE REPRODUISSENT PLUS, UNE ANALYSE DE SECURITE DE LA
TACHE DOIT ETRE ETABLI.
QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS FASSE MODIFIER LES GARDES-
BOUES ARTISANAUX QUI SONT TROP SURELEVES, DE FACON A APPLI-
QUER LA POLITIQUE NO: P05 DU 30 AOUT 1985 AFIN DE MAXIMISER
LA VISIBILITE DU CONDUCTEUR DE LA NIVELEUSE VERS L'AVANT ET
LES MIROIRS ARTISANAUX QUI NUISSENT A LA VISIBILITE DEVRAIENT
ETRE ENLEVES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 46888

EVENEMENT

ENQUETE CONCERNANT QUATRE DECES SURVENUS SUR LA ROUTE 138
METTANT EN CAUSE DES VEHICULES POIDS LOURDS

RECOMMANDATION

QUE LES INDUSTRIES AUCLAIR INC. POURSUIVENT ET FINALISENT
DANS LES MEILLEURS DELAIS LE RAPPEL DE TOUS LES TRAINS
ROUTIERS DE TYPE B ULTRA-LEGER QU'ELLES ONT FABRIQUES ET
MIS EN MARCHÉ PARTOUT AU QUEBEC ET EN ONTARIO, LEDIT RAPPEL
AYANT POUR BUT DE CORRIGER LES FAIBLESSES CONSTATEES AU
NIVEAU DE LA SELLETTE D'ATTELAGE DE LA PREMIERE A LA DEUXIE-
ME REMORQUE. CE RAPPEL DOIT ETRE SUPERVISE ET CONTROLE PAR
TRANSPORTS CANADA.

QUE LA SAAQ FASSE ADOPTER DANS LES MEILLEURS DELAIS UN ARTI-
CLE DE LOI EQUIVALENT A L'ARTICLE 98 DU PROJET DE LOI 108
DE 1990.

QUE LA SAAQ METTE SUR PIED ET RENDE OBLIGATOIRE UN COURS
DESTINES AUX CONDUCTEURS DE VEHICULES LOURDS AFIN QUE CES
DERNIERS AIENT UNE MISE A JOUR DES CONNAISSANCES EN CONDUITE
DE VEHICULE LOURD. CE COURS OBLIGATOIRE DOIT ETRE SUIVI PE-
RIODIQUEMENT ET NECESSAIRE POUR RENOUVELER UN PERMIS DE
CONDUCTEUR DE VEHICULE LOURD.

RECOMMANDATION (SUITE)

QUE LA SAAQ CREE UNE CLASSE PARTICULIERE DE PERMIS DE CONDUIRE POUR TOUT CONDUCTEUR D'UN VEHICULE LOURD TEL QUE DEFINI PAR LES NORMES DE VERIFICATION MECANIQUE ET VOULANT CONDUIRE UN VEHICULE LOURS SUR LA ROUTE 138 A L'EST DE SAINTE-ANNE DE BEAUPRE, SUR LA ROUTE 362, SUR LES ROUTES 381, 385, 389, ROUTE 170 ET 172. COMME CONDITION D'OBTENTION DE CETTE CLASSE DE PERMIS DE CONDUIRE, LES ELEMENTS SUIVANTS, SONT ESSENTIELS:

- UN MINIMUM DE CINQ ANS D'EXPERIENCE EN CONDUITE DE VEHICULES LOURDS;
- AVOIR AGI COMME ASSISTANT CONDUCTEUR AU COURS DE 10 VOYAGES MINIMUM SUR LES SUSDITES ROUTES EN COMPAGNIE D'UN CONDUCTEUR CERTIFIE;
- AVOIR SUIVI UN COURS DE CONDUITE DE VEHICULES LOURDS ET SUIVRE AU MOINS A TOUS LES CINQ ANS UN COURS DE MISE A JOUR DES DONNEES DE CONDUITE DE VEHICULES LOURDS.

ET QU'ELLE CREE CETTE CLASSE CONFORMEMENT AUX SPECIFICATIONS CI-DESSUS ET METTRE SUR PIED ET DE FACON DISPONIBLE LES COURS DE PERFECTIONNEMENT (MISE A JOUR) OBLIGATOIRES.

QUE LA SAAQ ADOPTE DANS LES PLUS BREFS DELAIS UN REGISTRE UNIFORMISE D'ENTRETIEN PREVENTIF POUR CHAQUE UNITE MOBILE CIRCULANT SUR LES ROUTES DU QUEBEC ET QU'IL SOIT OBLIGATOIRE D'Y INSCRIRE TOUTES LES DONNEES PERTINENTES QUANT A LA QUALITE DU VEHICULE, QUANT AUX REPARATIONS FAITES, QUANT AU TRAJET, DISTANCE, POIDS CHARGES, ETC. ET QUANT AU CONDUCTEUR. CE REGISTRE D'ENTRETIEN PREVENTIF DOIT NECESSAIREMENT ETRE A BORD DE CHACUN DES VEHICULES AUXQUELS IL EST ATTACHE ET ETRE PRESENTE A TOUT MOMENT OU A TOUT LIEU A QUELQUE POLICIER OU INSPECTEUR ROUTIER QUI EN FAIT LA DEMANDE. CETTE LOI DOIT ETRE MODIFIEE POUR FAIRE EN SORTE QUE LE DEFAUT DE PRESENTER LE REGISTRE LORS D'UNE INTERCEPTION ENTRAINE L'IMMOBILISATION DU VEHICULE TANT ET AUSSI LONGTEMPS QUE CELUI QUI A FAIT L'INTERCEPTION N'A PU VOIR LES REGISTRES, LE TOUT AUX FRAIS DU PROPRIETAIRE. LE REGISTRE D'ENTRETIEN PREVENTIF DU CAMION DOIT EGALEMENT CORPOR-

RECOMMANDATION (SUITE)

TER LA RONDE DE SECURITE EFFECTUEE PAR LE CONDUCTEUR AVEC LES DIFFERENTES ANNOTATIONS TELLES QUE REQUISES PAR LE REGLEMENT.

QUE LA SAAQ VERIFIE LES CONNAISSANCES DES MECANICIENS QU'ELLE FORME POUR SES MANDATAIRES A L'AIDE DE TEST D'EVALUATION THEORIQUE ET PRATIQUE.

QUE LE REGLEMENT SUR LA VERIFICATION MECANIQUE POUR FAIRE EN SORTE QUE LE MECANICIEN EFFECTUANT LA VERIFICATION MECANIQUE D'UN VEHICULE AUTOMOBILE PUISSE S'ASSURER DE VOIR TOUTES LES COMPOSANTES DU VEHICULES A INSPECTER SOIR MODIFIE.

QUE L'ARTICLE 41.1 DUDIT REGLEMENT SOIT MODIFIE POUR PREVOIR QUE LE DISPOSITIF D'ATTELAGE SOIT SOLIDEMENT FIXE AU VEHICULE ET ETRE EXEMPT DE CASSURE, FELURE OU BOULON MANQUANT ET, POUR FINS DE VERIFICATION, IL DOIT ETRE NETTOYE A LA VAPEUR ET ENTIEREMENT DEGRAISSE.

QUE L'ARTICLE 43 DUDIT REGLEMENT SOIT MODIFIE POUR AJOUTER QU'AUCUNE SOUDURE NE DOIT ETRE EFFECTUE SUR DE L'ACIER A HAUTE RESISTANCE SANS QUE CELA NE SOIT FAIT PAR UN MECANICIEN ET/OU UN SOUDEUR QUALIFIE POUR FAIRE DE LA SOUDURE SUR CE GENRE DE METAL, LEQUEL EXIGE UNE MANIPULATION PARTICULIERE.

QUE L'ARTICLE 44 DU MEME REGLEMENT QUI SPECIFIE QU'ON DOIT PROCEDER A DES ESSAIS ROUTIERS POUR LE SYSTEME DE FREINAGE SOIT CLARIFIE CAR IL EST INAPPLIQUE DANS LA REGION MONTREALAISE COMPTE TENU DE DIRECTIVES QUI ONT ETE TREANSMISES AUX MANDATAIRES PAR LES RESPONSABLES DE LA SAAQ.

QU'UNE DIRECTIVE ... (LA SUITE DES RECOMMANDATIONS SE RETROUVENT DANS LE RAPPORT D'ENQUETE A PARTIR DE LA PAGE 86 (NUM. 10) JUSQU'A LA PAGE 92.)

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 70620

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU DANS LA COURBE DE LA GRANDE-LIGNE A ST-ANATHASE LORSQU'UN JEUNE MINEUR QUI SORT D'UN BAR EN ETAT D'EBRIETE, SANS PERMIS DE CONDUIRE, AVEC TROIS AUTRES JEUNES PASSAGERS ENTRENT EN COLLISION AVEC UN AUTRE VEHICULE. TOUS LES QUATRE DECEDENT DANS CET ACCIDENT(A70646,A70618,A70619)

RECOMMANDATION

QU'UN CONTROLE PLUS STRICT ET PLUS SEVERE SOIT FAIT POUR QUE LES DEBITS DE BOISSON NE SERVENT PAS DE BOISSONS ALCOOLISES A DES JEUNES DE MOINS DE 18 ANS.
QUE LES DEUX COURBES DE LA GRANDE-LIGNE A SAINT-ATHANASE SOIENT CORRIGEEES.
QUE LE PROLONGEMENT DE L'ANCIENNE ROUTE AVANT ET APRES LA COURBE SOIT MODIFIE A CAUSE DE LA PERSPECTIVE.
QUE LORS DE LA REFLECTION D'UNE ROUTE, L'ACCOTEMENTS OIT LARGE ET ASPHALTE.
QU'UN MEILLEUR CONTROLE SOIT FAIT DE LA CONDITION MECANIQUE DES VEHICULES AUTOMOBILES AGES.
QUE DES CAMPAGNES DE PUBLICITE CONCERNANT LA SECURITE ROUTIERE, L'ALCOOL ET AUTRES DROGUES S'ADRESSENT SPECIFIQUEMENT AUX JEUNES.

RECOMMANDATION (SUITE)

QU'IL Y AIT UNE SENSIBILISATION DANS LES MILIEUX SCOLAIRES
SUR LES EFFETS DE LA CONSOMMATION D'ALCOOL PAR LES ADOLES-
CENTS ET SUR LES CONSEQUENCES Y ETANT RATTACHEES.
QUE TOUT DEBIT DE BOISSON SOIT OBLIE D'OFFRIR A LA CLIENTE-
LE ET CE DE FACON GRATUITE UN IVRESSOMETRE AFIN QUE LES
CONDUCTEURS ET LES PASSAGERS SOIENT AVISES DE L'ALCOOLEMIE
DU CONDUCTEUR

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 58885

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU EN FACE DU 534 OUEST A ST-AM-BROISE LORSQU'UN MOTOCYCLETTE PERD LE CONTROLE DE SON VEHICULE ET PERCUTE UN PILIER DE CIMENT SITUE DANS UNE ENTREE PRIVEE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS EVALUE L'ETAT DE LA ROUTE AFIN QUE DES CORRECTIONS SOIENT APPORTEES A CE TRONCON DE ROUTE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 70581

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU SUR LA ROUTE 139 LORSQUE LA VICTIME QUITTE MANIC V S'ENGAGE DANS UNE SUCCESSION DE COURBES RAIDES A HAUTE VITESSE, NEGOCIE UN VIRAGE TROP LARGE, TENTE DE RAMENER SON CAMION, FREINE ET DERAPE JUSQU'AU CAMION TRACTEUR QUI VENAIT EN SENS INVERSE ET QUI S'ETAIT POURTANT RANGE A DROITE SUR L'ACCOTEMENT AFIN D'EVITER L'IMPACT.

V

V

V

RECOMMANDATION

QUE HYDRO-QUEBEC ET SES EMPLOYES QUI EMPRUNTENT PARTICULIEREMENT LA ROUTE 389 POUR ALLER OU REVENIR DE SES INSTALLATIONS, ADOPTENT UN COMPORTEMENT PLUS REFLECHI, SECURITAIRE ET PREVENTIF AU VOLANT.

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS PROCEDE A UNE VERIFICATION DE TOUS LES TELEPHONES D'URGENCE DISPOSES PAR ENDROIT LE LONG DE LA ROUTE 389 ET PLUS PARTICULIEREMENT DANS LE SECTEUR OU L'ACCIDENT EST SURVENU ET QU'ON EST PAS ARRIVER A FAIRE FONCTIONNER.

QUE CONSTRUCTEK GAUDREULT ET ASSOCIES INC. DE COLOMBIER

RECOMMANDATION (SUITE)

PROPRIETAIRE DU CAMION TRACTEUR VOIT A CE QUE LES CHAUFFEURS
DONT LE PERMIS DE CONDUIRE FAIT L'OBJET D'UNE SUSPENSION
NE PRENNENT PLUS LE VOLANT TANT QUE LEUR SITUATION NE
SERA PAS CONFORMEMENT REGULARISEE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 70242

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 367 A GRANDE LIGNE AU LAC
SERGENT FAISANT 2 VICTIMES (VOIR A70241)

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE ETUDIE LA COURBE AU BAS DE LA COTE DU
LAC SERGENT QUI EST UN PEU SERREE LORSQU'ON VIENT DE
ST-RAYMOND.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 70602

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU A L'INTERSECTION DE LA RUE ST-JOSEPH ET DU CHEMIN DE LA MONTAGNE LORSQUE LA CONDUCTRICE ET LA PASSAGERE FURENT HEURTEES PAR UN AUTRE VEHICULE DONT LE CONDUCTEUR A UN PERMIS REVOQUE, ROULE A VIVE ALLURE, EST EN ETAT D'EBRIETE. DES BOUTS DE CIGARETTES AVEC RESINE DE CANNABIS FURENT TROUVES DANS LE CENDRIER.

RECOMMANDATION

QU'UNE ETUDE SOIT FAIRE POUR EVALUER LA PERTINENCE D'UNE ROUTE DE CEINTURE QUI CONTOURNERAIT LE VILLAGE.
QU'UNE EVALUATION DES PENALITES POUR CONDUITE AVEC PERMIS DE CONDUIRE REVOQUE SOIT FAITE.
QUE LORS D'UN TRAUMATISME DE LA ROUTE AVEC DECES NON SEULEMENT LE DOSAGE DE L'ALCOOLEMIE SOIT FAIT DE FACON SYSTEMATIQUE MAIS AUSSI CELUI DES DROGUES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 30988

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU EN DIRECTION OUEST SUR LA ROUTE 199 LORSQUE
LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE AUTOMOBILE PERD LE CONTROLE
DE SON VEHICULE ET PERCUTE UN BATIMENT SITUE PRES DU
BORD GAUCHE DE L'ASPHALTE.

RECOMMANDATION

QUE L'ON METTE EN PLACE UN PANNEAU AVANCE DE RETRECISSEMENT
DE LA ROUTE, EN PARTICULIER DE L'ACCOTEMENT.
QUE L'ON METTRE EN PLACE, SUR LES DEUX FACES DU COIN DU
BATIMENT, DE PANNEAUX VERTICAUX COMPOSES DE BARRES OBLIQUES
JAUNES ET NOIRES EN ALTERNANCE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 53144

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 389 FAISANT DEUX VICTIMES
LORSQUE LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE AUTOMOBILE ENTRE DE
PLEIN FOUET AVEC UN AUTRE VEHICULE QUI CIRCULAIT AU
CENTRE DE LA CHAUSSEE. UN TEMOIN RISQUA SA VIE ET SE BRULA
LES BRAS ET LE VISAGE EN DEGAGEANT UNE DES VICTIMES.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS NIVELLE ADEQUATEMENT LA
ROUTE 389 ET AVISE LES USAGERS PAR DES PANNEAUX LE DANGER
DE CONDUIRE AU CENTRE DE LA CHAUSSEE.
QUE LE GESTE DE BRAVOURE DU TEMOIN SOIT RAPPORTE AUX
AUTORITES CONCERNEES POUR QU'IL PUISSE ETRE ELIGIBLE AUX
HONNEURS PREVUS DANS DE TELLES CIRCONSTANCES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 67923

EVENEMENT

UNE PERSONNE DECEDE APRES AVOIR PERDU LA MAITRISE DE SON
POIDS LOURD DANS UNE COURBE DE L'AUTOROUTE JEAN LESAGE A
RIVIERE OUELLE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE REDUISE LA VITESSE
MAXIMALE DE 10KM/HRE POUR LES VEHICULES LOURDS (CAPACITE
SUPERIEURE DE 1,5 TONNES) CIRCULANT SUR LES AUTOROUTES.
QUE L'ON CONTINUE PAT L'INTERMEDIAIRE DE LA SQ A SURVEILLER
L'ETAT DES VEHICULES LOURDS CIRCULANT SUR LES ROUTES DU
QUEBEC, EN COMPLEMENT AU TRAVAIL DES CONTROLEURS DE LA SAAQ.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 70672

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE FAISANT 2 VICTIMES SURVENU LORSQUE LE CONDUCTEUR EN ETAT D'EBRIETE CURCULE EN DIRECTION SUD SUR LE RANG ST-ANDRE, PERD LE CONTROLE DE SON VEHICULE DANS UNE COURBE ET CELUI-CI S'IMMOBILISE SUR UN POTEAU LE CONDUCTEUR ET LA PASSAGERE NE PORTAIENT PAS LEUR CEINTURE DE SECURITE. VOIR DOSSIER 55713 (A70670)

RECOMMANDATION

QUE NOS GOUVERNEMENTS CONTINUENT ET RENFORCENT LA PUBLICITE DEJA MISE EN PALCE AU SUJET DE L'OBLIGATION DU PORT DE LA CEINTURE DE SECURITE ET DU DANGER QUE REPRESENT L'ALCOOL AU VOLANT.

QUE SOIT REVU ET CORRIGE L'INSTALLATION MATERIELLE DE CETTE COURBE DU RANG ST-ANDRE CAR IL N'Y AUCUNE SIGNALISATION ANNONCANT LA COURBE TRES SERREE, IL N'Y A PAS DE GLISSIERE PROTECTRICE LE LONG DE LA ROUTE POUR PROTEGER LA VIE D'UN AUTOMOBILISTE QUI PERD LE CONTROLE ET LA PENTE DE LA COURBE EST A ANGLE OPPOSE, CE QUI PEUT DEPORTER LES VEHICLES VERS L'EXTERIEUR DE LA DITE ROUTE. VOIR DOSSIER 55713 (A70670)

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 65309

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU SUR LE CHEMIN DU BAS DU RUISSEAU A SAINT-JACQUES LE MINEUR, DIRECTION EST LORSQU'UN CONDUCTEUR D'UN VEHICULE AUTOMOBILE DEMANDE A LA PASSAGERE UN PAPIER-TISSU ET AU MOMENT DE LE PRENDRE, QUITTE LES YEUX DE LA ROUTE, SON VEHICULE ROULE DEUX ROUES SUR L'ACCOTEMENT ET EN ESSAYANT DE LE RAMENER SUR LA ROUTE, IL ENTRE EN COLLISION AVEC UN ARBRE, LA PASSAGERE DECEDE DANS CET ACCIDENT.

RECOMMANDATION

QUE LORS DE LA REFECTION DE LA ROUTE UN ACCOTEMENT ADEQUAT SEPARA LA CHAUSSEE DU FOSSE. UN ACCOTEMENT ASPHALTE SERAIT PLUS SECURITAIRE QU'UN ACCOTEMENT DE TERRE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 64166

EVENEMENT

ACCIDENT DE VTT SURVENU AU PONT D'IVRY A STE-AGATHE NORD, DIRECTION NORD-SUD SUR L'EMPRISE DE CE QU'ETAIT AUTREFOIS LE CHEMIN DE FER DU CANADIEN PACIFIC RAILWAY. LE CPR DONNE A CONTRAT LE DEMANTELEMENT DE CE TRONCON DE CHEMIN DE FER A PARTIR DE STE-MAGUERITE JUSQU'A MONT LAURIER ET PREVOIT L'INSTALLATION D'UNE BARRIERE A CHACUNE DES ENTREES DES 11 PONTS. LA BARRIERE D'IVRY A ETE PEINTUREE LE LENDEMAIN DE L'ACCIDENT.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS DU QUEBEC EXIGE DANS SA REGLEMENTATION UN POIDS MINIMUM POUR LE CONDUCTEUR CAR IL EST UN ELEMENT DETERMINANT AUSSI IMPORTANT QUE L'AGE, SINON PLUS, PARCE QU'IL AGIT SUR LA MANOEUVRABILITE ET LA STABILITE DU VEHICULE EN MOUVEMENT;
QU'EN MATIERE DE FACULTES AFFAIBLIES, LA SURVEILLANCE ET LA SANCTION S'APPLIQUENT AU PASSAGER;
QUE LES COURS DE FORMATION SOIENT A LA FOIS THEORIQUES ET PRATIQUES;
QUE DES GANTS SOIENT AJOUTES A L'EQUIPEMENT DE SECURITE ET POUR LES MOINS DE 16 ANS, QUE LE PORT DES COUDES ET DES

RECOMMANDATION (SUITE)

GENOUILLERES SOIT OBLIGATOIRE, ATTENDU QUE DE BONNES HABITUDES S'ACQUIERENT A BAS AGE;
QUE LES MODIFICATIONS APPORTEES AU VEHICULE SOIENT EFFECTUEES PAR DES DISTRIBUTEURS ACCREDITES PAR LE FABRICANT;
QUE L'ASSURANCE-RESPONSABILITE ETATITQUE S'APPLIQUE POUR LES DOMMAGES QUI SURVIENNENT HORS LE CHEMIN PUBLIC, PARTICULIEREMENT S'ILS SURVIENNENT EN TERRAINS SPECIALEMENT AMENAGES;
QUE L'ON IMPOSE, EN LES ADAPTANT AUX VTT, LES NORMES DE CONSTRUCTIONS EXIGEEES POUR LES MOTONEIGES, PARTICULIEREMENT POUR LA DISTANCE MINIMUM D'ECLAIRAGE DU PHARE AVANT;
QUE L'ON OBTIENNE DES DROITS DE PASSAGE AFIN D'ETABLIR UN RESEAU DE SENTIERS DE PRATIQUE.
QUE TRANSPORT CANADA PROCEDE A DES TESTS D'ESSAI DES QUE POSSIBLE ET, SUIVANT LES RESULTATS, EXIGE DES NORMES DE CONSTRUCTION DE NATRUE A PROTEGER PLUS EFFICACEMENT LES PERSONNES CONTRE LES BLESSURES CORPORELLES, LES ATTEINTES A LA SANTE OU LA MORT, SELON QUE LE DIT LE TITRE DE LA LOI, PARTICULIEREMENT AU NIVEAU DE LA SUSPENSION, DES ROUES ET DE L'AJOUT D'UNE BARRE OU D'UN ARCEAU DE PROTECTION.
QUE LE CONSEIL CANADIEN DES DISTRIBUTEURS DE VTT AXE SA PUBLICITE SUR LA PRATIQUE FAMILIALE, DANS UN ESPRIT DE LOISIRS ET DE DETENTE, PARTICULIEREMENT DANS SES ILLUSTRATIONS EN CHANGEANT ENTRE AUTRES, LA COUVERTURE DE SES PETITS LIVRETS SUR LES CONSEILS AUX UTILISATEURS;
QU'IL DEVANCE L'EVENUALITE D'UNE IMPOSITION DE NORMES DE SECURITE PLUS SEVERES EN INCLUANT DANS LES PRIX DE BASE DES MODELES '93' LE SYSTEME DE SUSPENSION ET LES 4 ROUES MOTRICES;
QU'IL CONTRIBUE A ELIMINER PROGRESSIVEMENT LES MODELES 3 ROUES EN SOL QUEBECOIS EN NE RENDANT PLUS DISPONIBLES LES PIECES DE RECHANGE ET EN OFFRANT UNE VALEUR D'ECHANGE ACCRUE AUX PROPRIETAIRES QUI VOUDRAIENT SE PROCURER UN MODELE NEUF.
QUE LE CANADIEN PACIFIC RAILWAY, S'IL Y A TOUJOURS LIEU

RECOMMANDATION (SUITE)

DE LES LAISSER EN PLACE, ENLEVE LES BARRIERES INSTALLEES SERVANT A PREVENIR LES CHUTES DANS LE RAVIN AUX ONZE (11) ENDROITS OU LES PONTS QUI DEVAIENT ETRE ENLEVES NE L'ONT PAS ETE ET S'IL DOIT EN ETRE LE CAS, QUE L'ON APPLIQUE UNE PEINTURE PHOSPHORESCENTE ET AJOUTE UN PANNEAU PHOSPHORESCENT INDICATEUR UNE CENTAINE DE PIEDS AVANT; QUE DES ENTENTES AVEC LES AUTORITES CONCERNEES POURRAIENT CONSTITUER UN BON DEPART DANS L'ETABLISSEMENT D'UN TERRAIN PRATIQUEMENT DEJA TOUTAMENAGE COMME FOND DE TERRE POUR CES ACTIVITES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 70613

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU SUR LA ROUTE 213 DIRECTION SUD, AU COMMENCEMENT D'UNE COURBE EN S, UN CONDUCTEUR QUI CIRCULE A VITESSE ELEVEE N'EST PAS CAPABLE DE GARDER LE CONTROLE DE SON VEHICULE, QUITTE LA CHAUSSEE SANS AVOIR FREINE, PREND LE FOSSE DROIT, COTE OUEST ET FRAPPE UN POTEAU D'HYDRO QUEBEC. DEUX PASSAGERS DECEDENT DANS CET ACCIDENT (VOIR DOSSIER 56123 (A71989)).

C

C

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS FASSE UNE REVISION DE L'OPPORTUNITE D'INSTALLER DES GLISSIERES LE LONG DE LA COURBE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 64214

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU A L'INTERSECTION DE LA ROUTE 158 ET 341
A ST-JACQUES ALORS QU'UN DES CONDUCTEURS A OMIS DE FAIRE
SON ARRET OBLIGATOIRE.

RECOMMANDATION

QUE L'ON INSTALLE DES FEUX DE CIRCULATION A CETTE INTER-
SECTION.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 67079

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU A L'INTERSECTION DU GRAND-BOULEVARD ET DE LA ROUTE 116 FAISANT DEUX VICTIMES LORSQUE LA CONDUCTRICE A OMIS DE FAIRE SONT ARRET OBLIGATOIRE A CET INTERSECTION ET IL EUT UNE COLLISION AVEC UN AUTRE VEHICULE.

RECOMMANDATION

QUE L'ON ETUDIE LA PERTINENCE SOIT DE FERMER L'INTERSECTION GRAND-BOULEVARD ET ROUTE 116 A SAINT-BRUNO OU ENCORE QUE L'ON REVOIE L'ARCHITECTURE DE CETTE INTERSECTION EN VUE DE CORRIGER L'ANGLE D'APPROCHE AFIN D'AMELIORER LA VISIBILITE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 71129

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU DANS UNE COURBE PRONONCEE, EN PENTE, SUR
LE CHEMIN CABANA A BARNSTON CANTON.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS ETUDIE CETTE SECTION DE
CHEMIN AFIN DE VERIFIER LA VITESSE AUTORISEE, L'ACCOTTE-
MENT ET LE MANQUE DE SIGNALISATION.
QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS ENQUETE SUR LE DESSIN DES
CEINTURES DE SECURITE DANS LE DODGE CARAVAN 1991 AFIN DE
PRECISER COMMENT LE CONDUCTEUR A PU ETRE EJECTE MALGRE
L'USAGE DE LA CEINTURE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 71718

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 131, DIRECTION NORD, AU SUD DE ST-FELIX LORSQUE LE CONDUCTEUR EN PRENANT LA COURBE SON VEHICULE EMPIETE SUR L'ACCOTEMENT, SES ROUES, COTE DROIT EMBARQUENT DANS UNE RIGOLE PRODUITE PAR L'ECOULEMENT DE L'EAU SITUE SUR L'ACCOTEMENT EN GRAVIER, LE CHAUFFEUR TEN-TE DE RAMENER SON VEHICULE SUR LA CHAUSSEE, PERD LE CONTRO-LE ET ENTRE EN COLLISION AVEC UN AUTRE VEHICULE. LES QUA-TRE PASSAGERS DECEDENT DANS CET ACCIDENT (62333-A71720, 62334 A-71719, 62335 A-71717)

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS EVALUE CE TRACE DE ROUTE ET FASSE LES CORRECTIONS NECESSAIRES INCLUANT LE PAVAGE DE L'ACCOTEMENT DU COTE INTERNE DE CETTE COURBE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 73447

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU A L'INTERSECTION DE LA ROUTE 220 ET 249 A ST-ELIE D'ORFORD ALORS QUE L'UN DES CONDUCTEURS A OMIS DE FAIRE SON ARRET OBLIGATOIRE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS INSTALLE DES FEUX CLIGNO-TANTS A CETTE INTERSECTION SOIENT: ROUGE SUR LA ROUTE 249 ET JAUNE SUR LA ROUTE 220.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 73885

EVENEMENT

UN TRAVAILLEUR EST HEURTE MORTELLEMENT PAR UNE CAMIONNETTE ALORS QU'IL RAMASSAIT DES CONES DE SIGNALISATION DANS LA POINTE DE SORTIE DU BOUL. SIMARD SUR LA ROUTE 132 OUEST A ST-LAMBERT.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS PUISSE UTILISER DES FEUX PRIORITAIRES 'ROUGE ET BLEU' POUR SIGNALER DES SITUATIONS DANGEREUSES LORS DE CERTAINS TRAVAUX SUR LES ROUTES.
QUE DES REMORQUES D'AMORTISSEMENT D'IMPACT SOIENT UTILISEES POUR PROTEGER LES TRAVAILLEURS LORS D'IMPACTS EVENTUELS.
QUE LE MATERIEL DE SIGNALISATION SOIT RAMASSE PAR DES MOYENS MECANIQUES.
QUE DES PANNEAUX INDICATEURS CLIGNOTANTS DE REDUCTION DE VITESSE SOIENT INSTALLES SU LA ROUTE 132 A L'ENTREE DE LA COURBE QUI PRECEDE LE VIADUC DU BOUL. SIMARD.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 73977

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE QUI SURVIENT SUR LA ROUTE 55 LORSQUE LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE AUTOMOBILE PERD LE CONTROLE QUAND LES ROUES ARRIERES DU VEHICULE ONT RENCONTRE UNE TROP FORTE ACCUMULATION D'EAU DANS ORNIERES APRES LE VIADUC PLOYART SUR LA VOIE SUD ET VIENT FRAPPER UN AUTRE VEHICULE DANS LA VOIE NORD. (ENQUETES DE ANNE-MARIE DAVID SUR AUT. 55 53746 - A-71286, 56377 A-73979, 56382 - A73978).

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS REVOIT LE POINTAGE ATTRIBUE AUX ORNIERES SELON LA GRILLE DE POINTAGE.
QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS REVOIT LA GRILLE DE POINTAGE POUR TENIR COMPTE DU NOMBRE D'ACCIDENTS DU AU REVETEMENT DE LA ROUTE ET DES CAS OU LA SITUATION EST HORS NORME TEL UNE CHAUSSEE RENDUE DANGEREUSE DU SEUL FAIT DES ORNIERES.
QU'IL SIGNALE LE DANGER D'ORNIERAGE SUR LES ROUTES COMPORTANT CE PROBLEME CE, JUSQU'A CE QU'ON Y AIT REMEDIE.
QU'IL CONVienne D'UNE PROCEDURE UNIFORME POUR MESURER LES ORNIERES.
QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS DU DISTRICT DE DRUMMONDVILLE

RECOMMANDATION (SUITE)

PROCEDE DANS LES PLUS BREFS DELAIS A LA PLANTATION D'ARBRES
TOUT AU LONG DU TRONCON D'UN KILOMETRE QUI EST EXPOSE AU
VENT.

QU'IL INSTALLE UN PANNEAU AVISANT LES USAGERS PROVENANT
DU SUD QU'IL Y A DANGER DE CHAUSSEE GLISSANTE DANS LA PENTE
DESCENDANTE DU VIADUC PLOYART ET SUR LE KILOMETRE SUIVANT.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 71745

EVENEMENT

UNE PERSONNE SE NOIE DANS LA RIVIERE NOIRE A ST-JEAN DE MATHA LORSQUE S'ENGOUFFRE DANS L'EAU APRES QUE LA CHAINE SERVANT A SORTIR SA VOITURE PARTIELLEMENT IMMERGEE SE BRISE. ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 131 AU NORD DE LA RIVIERE NOIRE A ST-JEAN DE MATHA ALORS QUE LE CONDUCTEUR PERD LA MAITRISE DE SON VEHICULE, POURSUIT SA ROUTE DANS UNE DESCENTE POUR MISE A L'EAU DE BATEAUX ET S'IMMOBILISE, LE DEVANT DU VEHICULE DANS L'EAU. ACCOMPAGNE D'UN AMI, IL RETOURNE SUR LES LIEUX AFIN D'EXTRAIRE LA VOITURE DE L'EAU A L'AIDE D'UNE CHAINE RELIEE AUX DEUX VEHICULES. ALORS QU'IL EST VOLANT DE SON VEHICULE, LA CHAINE CASSE ET L'AUTO S'ENGOUFFRE DANS LA RIVIERE PROVOQUANT LA NOYADE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS PROLONGE LE GARDE-FOU SE SITUANT DU COTE EST DE LA ROUTE 131 AU NORD DE LA RIVIERE NOIRE AFIN QU'UNE VOITURE EN DERAPAGE A CET ENDROIT NE PUISSE PLUS AVOIR ACCES A CETTE DESCENTE DE MISE A L'EAU POUR EMBARCATIONS QUI EST PRESQUE PARALLELE AU CHEMIN ET MENE DIRECTEMENT A LA RIVIERE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 73979

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE QUI SURVIENT SUR LA ROUTE 55 A LA HAUTEUR DE L'ENTREE POUR LES VEHICULES PROVENANT DE L'AUTOROUTE 20 EST FAISANT 2 VICTIMES LORSQU'UN VEHICULE AUTOMOBILE EN EFFECTUANT UN DEPASSEMENT SE RETROUVE FACE A FACE A UN AUTRE VEHICULE VENANT EN SENS INVERSE. (ENQUETES DE ANNE-MARIE DAVID AUT. 55 AUTRES DOSSIERS 56382-A73978, 53746 A-71286, 56335 - A73977

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS REMPLACE LES PANNEAUX INDIQUANT 'AUTOROUTE 55' QUI SONT ACTUELLEMENT SUR L'AUTOROUTE 20, DIRECTION EST ET OUEST, PAR DES PANNEAUX INDIQUANT 'ROUTE 55' CAR LES PANNEAUX ACTUELS NE SONT PAS CONFORMES A LA REALITE ET INDUISENT LE CONDUCTEUR EN ERREUR.
QUE LA SAAQ INFORME LA POPULATION QUANT A LA SIGNIFICATION; DES COULEURS ET DES FORMES DES PANNEAUX DE SIGNALISATION, DES COULEURS DU MARQUAGE DES ROUTES PROVINCIALES ET DES NOUVEAUX PICTOGRAMMES.
QUE LES AUTORITES MUNICIPALES DE DRUMMONDVILLE NE FASSE FONCTIONNER QU'UN SEUL LAMPADAIRE SUR TROIS DANS LE PARC INDUSTRIEL DE LADITE VILLE.

RECOMMANDATION (SUITE)

QUE LA LIMITE DE VITESSE SUR LE TRONCON A UNE CHAUSSEE DE
LA 55 SOIT REDUITE A 90 KILOMETRES/HEURES, TEL QU'ON
L'EXIGE USUELLEMENT POUR TOUTE ROUTE AVEC CIRCULATION DANS
LES DEUX SENS QUI N'A PAS L'APPELLATION D'AUTOROUTE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 75998

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU A L'INTERSECTION DU RANG
ST-FRANCOIS ET CHEMIN ST-DOMINIQUE A ST-PIE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS INSTALLE UN ARRET OBLIGA-
TOIRE AUX QUATRE COINS DE L'INTERSECTION.
QUE LES FEUX (JAUNE ET ROUGE) DEJA INSTALLES SOIENT TOUS
MIS AU ROUGE.
QUE L'ON SOIT ASSIDU A COUPER LES HERBES LONGUES AU REBORD
DE CETTE INTERSECTION DE FACON A FAVORISER UNE MEILLEURE
VISIBILITE AUX AUTOMOBILISTES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 76442

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 116 DIRECTION OUEST, RENDU A LA HAUTEUR DE SAINT-HUBERT LA CONDUCTRICE D'UN VEHICULE AUTOMOBILE FAIT UN DEPASSEMENT, A ACCIDENTELLEMENT DEBORDE VERS LA GAUCHE SUR L'ACCOTEMENT ENNEIGEE, PERD LE CONTROLE DE SON VEHICULE, CELUI-CI EST PROJETE SUR LE TERRE-PLEIN, FAIT UN TONNEAU, EMBOUTI UN LAMPADAIDE ET S'IMMOBILISE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS REVOIE SANS DELAI L'ENVIRONNEMENT ROUTIER DE LA ROUTE 116 DANS SON TRONCON QUI SEPARA L'ECHANGEUR DE SAINT-HUBERT ET LE BOULEVARD TASCHEREAU.

QUE LES LAMPADAIRES SOIENT PROTEGES PAR DES GLISSIERES OU ENCORE, ILS DOIVENT SURPLOMBER LES GLISSIERES DE TYPE 'NEW JERSEY' LE CAS ECHEANT.

QUE LA VILLE DE SAINT-HUBERT S'IMPLIQUE AFIN D'EXIGER DES CORRECTIFS POUR RENDRE PLUS SECURITAIRE LE TRONCON DE LA ROUTE 116 QUI SEPARA L'ECHANGEUR DE SAINT-HUBERT DU BOULEVARD TASCHEREAU

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 81059

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU SUR LA 20 OUEST LORSQUE RENDU A LA HAUTEUR DU PONT DE LA RIVIERE CHAUDIERE, LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE AUTOMOBILE S'ENGAGE SUR LA VOIE DU CENTRE QUI EST GLACEE POUR EFFECTUER UN DEPASSEMENT, DERAPE ENTRE DEUX VEHICULES, MONTE SUR LE GARDE-FOU DU PONT, BASCULE DANS LE VIDE POUR FINALEMENT S'IMMOBILISER SUR LE TOIT A PRES DE 20 METRES PLUS BAS.

C
C

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS PORTE UNE ATTENTION SPECIALE A CET ENDROIT QUI REPRESENTE UN DANGER SERIEUX LORSQU'IL Y A AMONCELLEMENT DE NEIGE DURCIE QUI PEUT FAIRE OFFICE DE TREMPIN ET RENDRE LE GARDE-FOU INUTILE.

F

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 78991

EVENEMENT

UNE PERSONNE DECEDE PAR ASPHYXIE ET CARBONISATION LORS
D'UNE COLLISION SURVENUE A L'INTERSECTION DE LA ROUTE 116
ET L'AVENUE PIE X A ST-CHRISTOPHE D'ARTHABASKA. AU SITE
DE L'ACCIDENT, LA VOITURE DE LA VICTIME FUT PROJETEE DANS LE
FOSSE EN L'ABSENCE DE LISIERE DE PROTECTION QUE L'ON RETROU-
VE TOUTEFOIS DE L'AUTRE COTE DE LA ROUTE.

RECOMMANDATION

QUE L'ON PROCEDE A L'AJOUT D'UNE GLISSIERE DE PROTECTION SUR
LA ROUTE 116, COTE WARWICK.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 77531

EVENEMENT

UN CONDUCTEUR D'UNE SEMI-REMORQUE CROISE UN CAMION DE LIVRAISON ET FACE AU NUMERO 42 DE LA 5E AVENUE A L'ISLET, LA PARTIE AVANT DROITE DE LA SEMI-REMORQUE, HEURTE UN PIETON QUI MARCHE EN BORDURE DE LA VOIE.

C

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS REVISE LA DISTRIBUTION DES 2 VOIES CONSTITUANT LE PARCOURS DE CETTE ROUTE 285 QUI TRAVERSE LA MUNICIPALITE DE VILLE DE L'ISLET ET S'ASSURE DE LA PERMANENCE ET DE LA VISIBILITE DU TRACE SUR L'ASPHALTE.
QUE LA MUNICIPALITE INCITE LES CITOYENS (PIETONS), A NE CIRCULER QUE SUR LE TROTTOIR BORDANT L'UNE DES 2 VOIES, A NE PAS EMPRUNTER LA VOIE DANS LE SECTEUR OU IL N'Y A PAS D'ACCOTEMENT.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 77593

EVENEMENT

UN GARCON DE 8 ANS GLISSE EN BORDURE D'UNE ROUTE SECONDAIRE DU 6E RANG A SAINTE-LUCIE ET EST FRAPPE PAR UN VEHICULE. AUCUN PANNEAU DE SIGNALISATION INDIQUE LA VITESSE PERMISE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS INSTALLE UN PANNEAU INDICANT LA LIMITE MAXIMALE DE VITESSE PERMISE (70KM\HEURE) DANS LE RANG 6, DIRECTION OUEST. AUCUN PANNEAU INDICATIF PORTANT SUR LA VITESSE A PARTIR DE L'INTERSECTION DE LA ROUTE DES CHUTES ET DU RANG 6, IL POURRAIT ETRE PLACE SUR LA VOIE NORD, DIRECTION OUEST, A PROXIMITE D'UN PONT COUVERT QUI SE TROUVE A 3,95KM DE STE-LUCIE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 76919

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 167 NORD, NON ASPHALTE, LORS-
QU'UNE CONDUCTRICE D'UN VEHICULE AUTOMOBILE ROULE A GRANDE
VITESSE ET EN SORTANT D'UNE COURBE CONVEXE ELLE PERD LE
CONTROLE ET FAIT PLUSIEURS TONNEAUX DANS LE RAVIN. ELLE
NE PORTAIT PAS SA CEINTURE.

RECOMMANDATION

QUE L'ON ASPHALTE CE TRONCON DE LA ROUTE 167 NORD LE PLUS
RAPIDEMENT POSSIBLE.
QUE L'ON CONTINUE A PROMULGUER LE PORT DE LA CEINTURE
DE SECURITE.
QUE L'ON INCITE LES COMPAGNIES D'AUTOMOBILE A FABRIQUER
LES BALLONS GONFLABLES SUR LA MAJORITE DE LEURS MODELES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 78614

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU A L'INTERSECTION DE LA ROUTE CENTRALE ET
DU RANG-DUGUESLIN A STE-THERESE-DE-GASPE ALORS QUE LE
CONDUCTEUR D'UN DES VEHICULES OMET DE FAIRE SON ARRET
OBLIGATOIRE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS REEXAMINE, A LA LUMIERE
DES ACCIDENTS RECENTS, LA SIGNALISATION DE CETTE INTERSEC-
TION ET ETUDIE LE SECTEUR POUR HARMONISER LA SIGNALISATION,
S'IL Y A LIEU.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 75785

EVENEMENT

UN PERE DE FAMILLE EN REVENANT DU C.L.S.C. DE FORT COULONGE AVEC SON EPOUSE ET SES TROIS ENFANTS QUITTE LA ROUTE 148 POUR PRENDRE UNE ROUTE SECONDAIRE PAVEE MAIS TRES GLISSANTE, ARRIVE PRES DE WALTHAM, EN VOULANT NEGOCIER UNE COURBE IL APERCOIT AU DERNIER MOMENT UN AUTOBUS SCOLAIRE QUI REPART APRES AVOIR DEPOSE DES ENFANTS, TENTE DE FREINER, PERD LE CONTROLE DE SON VEHICULE ET HEURTE L'ARRIERE DE L'AUTOBUS SCOLAIRE. LA VICTIME ASSISE A L'ARRIERE SOUS LA FORCE DE L'IMPACT HEURTE LA PORTIERE ET S'EST FRAPPE VIVEMENT LE LOBE TEMPORAL.

RECOMMANDATION

QUE LA DIRECTION DU C.L.S.C. DE FORT COULONGE ETUDIE LA POSSIBILITE DE DECENTRALISER BEAUCOUP PLUS SES OPERATIONS POUR SE RAPPROCHER DE LA CLIENTELE PARTICULIEREMENT EN PERIODE HIVERNALE OU DANS CES REGIONS, DES MOUVEMENTS IMPORTANTS DE BENEFICIAIRES SONT TOUJOURS A RISQUE, COMPTE TENU DES SITUATIONS ROUTIERES.
QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS S'ASSURE QUE LA SECTION DE LA ROUTE ENTRE LA 148 ET DESSERVANT LE NORD-OUEST DU COMTE DE PONTIAC SOIT MIEUX ENTRETENUE L'HIVER.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 79751

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 148 ENTRE LE PONT CHAMPLAIN
ET LE CHEMIN RIVERMEAD ENTRE HULL ET AYLMER LORSQUE LE
VEHICULE OCCUPE PAR LA VICTIME DERAPA SUR UNE SURFACE ENNEI-
GEE ET FUT PERCUTE PAR UN VEHICULE CIRCULANT EN SENS INVERSE

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS PRENNE EN CONSIDERATION LES
RECOMMANDATIONS DU BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVI-
RONNEMENT QUI NE REpondraient PLUS AU BESOIN ACTUEL EN
REGARD DE LA SECURITE SUR CETTE VOIE ACHALANDEE.
QUE LE RAPPORT SOIT TRANSMIS AU MINISTRE DELEGUE AUX TRANS-
PORTS, TRES IMPLIQUE DANS LES REVENDICATIONS DES UTILISA-
TEURS DE CETTE ROUTE QUI DEMANDENT UN ROUTE A 4 VOIES.
QUE LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE AYLMER REACTIVE
LEURS PRESSIONS ET REVENDICATIONS QUANT A LA DECISION FINALE
QUE DOIT PRENDRE LE MINISTERE DES TRANSPORTS DANS CE DOSSIER

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 75530

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU SUR LE BOUL. CHAMPLAIN FAISANT 3 VICTIMES A 150 METRES A L'OUEST DU PILIER DU PONT PIERRE LAPORTE LORSQUE LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE AUTOMOBILE EMPRUNTE LA SORTIE DU BOUL. CHAMPLAIN ET PREND LA COURBE EN DIRECTION EST. IL A ALORS TRAVERSE LE TERRE-PLEIN ET A HEURTE UN AUTRE VEHICULE QUI SE DIRIGEAIT VERS L'OUEST SUR LA VOIE NORD DU BOUL. DEUX PASSAGERS ARRIERES DECEDENT DANS LE VEHICULE DU CONDUCTEUR ET UNE PASSAGERE DECEDENT 19 JOURS PLUS TARD DANS UN CENTRE HOSPITALIER DANS L'AUTRE VEHICULE (VOIR DOSSIER 56172 (A75531) 56964 (A75541)

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS PLACE DANS CETTE SECTION DU BOULEVARD DES BORDURES PLUS HAUTES POUR SEPARER LES VOIES NORD ET SUD DU BOULEVARD CHAMPLAIN ET POUR EMPECHER LES VOITURES DE TRAVERSER LE TERRE-PLEIN LORS DU DERAPAGE OU D'ACCROCHAGE DANS UNE VOIE.
QU'UNE ETUDE TOUT LE LONG DU BOUL. CHAMPLAIN POURRAIT ETRE FAITE AFIN DE DETECTER LES ENDROITS DANGEREUX OU DE TELLES BORDURES POURRAIENT POSEES AFIN D'EVITER LA RECIDIVE D'UN TEL EVENEMENT.

RECOMMANDATION (SUITE)

QUE LES RESPONSABLES DE LA CIRCULATION DES VILLES DE STE-FOY ET DE SILLERY, VILLES QUE LE BOUL. CHAMPLAIN TRAVERSE UNIFORMENT D'UN COMMUN ACCORD A 70KM\H LA VITESSE MAXIMALE PERMISE SUR CE BOULEVARD.

VOIR DOSSIER 56172 (A75531) 56964 (A75541)

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 74876

EVENEMENT

UN CARAMBOLAGE SURVENU SUR L'AUTOROUTE 40 A BATISCAN IMPLIQUANT 35 VEHICULES QUI A ETE CAUSE PAR UNE BOURRASQUE DE NEIGE RENDANT LA VISIBILITE NULLE A CET ENDROIT FAIT DEUX VICTIMES. TROIS FIRMES AMBULANCIERES ET UN MEDECIN ARRIVENT SUR LES LIEUX DE L'ACCIDENT, IL Y A EU UN MANQUE DE COORDINATION ET DE SUPERVISION DANS LA DIRECTION ET LA PRISE EN CHARGE DES OPERATIONS QUI AURAIT PU ENGENDRER CERTAINS RISQUES POUR LES AUTRES BLESSES.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS INSTALLE DES BALISES DE CHAQUE COTE DE LA ROUTE 40 A LA HAUTEUR DE LA RIVIERE BATISCAN, A L'EST ET A L'OUEST DE CELLE-CI SUR UNE DISTANCE DE 300 METRES PERMETTANT AUX USAGERS D'APERCEVOIR L'EMPLACEMENT DE LA CHAUSSE EN PERIODE DE BOURRASQUES DE NEIGE.
QUE LE CONSEIL REGIONAL DE LA SANTE ET DES SERVICES SO-

RECOMMANDATION (SUITE)

CIAUX PREVOIT UNE REGLEMENTATION ACCORDANT LA DIRECTION
DES OPERATIONS AMBULANCIERES SUR LES LIEUX D`UN ACCIDENT:

- 1) A L`ENTREPRISE D`AMBULANCES QUI EST DEJA DESIGNEE POUR
COUVRIR LE TERRITOIRE OU SURVIENT L`ACCIDENT, SI AUCUN
MEDECIN N`EST OU NE SE PRESENTE SUR LIEUX;
- 2) SI UN MEDECIN EST OU SE PRESENTE SUR LES LIEUX: A CE
MEDECIN, AVEC POUVOIR POUR CE DERNIER DE DELEGUER TELLE
RESPONSABILITE A L`ENTREPRISE AMBULANCIERE MENTIONNEE AU
PARAGRAPHE PRECEDENT.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 81852

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 158 A L'INTERSECTION DU
CHEMIN VAL-DES-LACS LORSQU'UN MOTOCYCLISTE ET SON PASSAGER
HEURTE LE COIN ARRIERE GAUCHE D'UN VEHICULE QUI CLIGNOTE
POUR TOURNER A GAUCHE, ILS SONT PROJETES DANS L'AUTRE VOIE
SE ET FRAPPES PAR UN AUTRE VEHICULE VENANT EN SENS INVERSE
(64496 A-81851)

RECOMMANDATION

QUE SOIT INSTALLE UN FEU CLIGNOTANT A L'INTERSECTION DE LA
ROUTE 158 ET CHEMIN VAL-DES-LACS A STE-SOPHIE.
QUE L'ON REVISE LES EMBRANCHEMENTS D'ENTREE ET DE SORTIE
SUR VAL-DES-LACS
QUE L'ON PROLONGE LA VOIE ACCESSOIRE (DITE DE DEPASSEMENT)
DE DROITE SUR UNE DISTANCE PLUS LONGUE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 82008

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU SUR LA ROUTE 138 DIRECTION EST
LORSQU'UN CONDUCTEUR VOULANT TOURNER A GAUCHE AU
SITE D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE LECLERC IMMOBILISE SON VEHI-
CULE SUR LA SEULE VOIE DE CIRCULATION ET AU MEME INSTANT UN
TRACTEUR TIRANT 2 SEMI-REMORQUES CIRCULE DIRECTION APERCOIT
CE CAMION IMMOBILISE DEVANT LUI ET POUR EVITER DE L'EMBOUR-
BER, LE CONDUCTEUR EFFECTUE UNE MANOEUVRE VERS SA GAU-
CHE, PROJETE SON TRACTEUR DANS LE FOSSE LAISSANT LES DEUX
SEMI- REMORQUES DANS LA DIRECTION OUEST ET QUELQUES SECONDES
PLUS TARD LE CAMION DE LA VICTIME QUI CIRCULE DIRECTION
OUEST S'ENGOUFFRE DANS LES DEUX SEMI-REMORQUES ET EST
EJECTE DE SON VEHICULE.

RECOMMANDATION

QUE DES PANNEAUX DE SIGNALISATION DE BROUILLARD A CLIGNO-
TANTS JAUNES SOIT INSTALLES AU NIVEAU DE LA ROUTE 138 AFIN
D'AVISER LES AUTOMOBILISTES QUI CIRCULENT, QUE DES ZONES
DE BROUILLARD DANS LES COTEAUX DE ST-TITE-DES-CAPS ET
DES CHENAUX PEUVENT EXISTER ET QUE LA VITESSE DOIT DONC
ETRE REDUITE LORSQUE LES FEUX CLIGNOTENT.
QUE L'ON INSTALLE UN PANNEAU DE SIGNALISATION DE BROUILLARD

RECOMMANDATION (SUITE)

EN DIRECTION `EST` A L`EXTREMITÉ DE LA VILLE DE BEAUPRE,
AU PIED DE LA CÔTE DE LA MICHE.
QUE L`ON INSTALLE EN DIRECTION OUEST, UN AUTRE PANNEAU A LA
SORTIE OUEST DE LA VILLE DE BAIE ST-PAUL AU PIED DE LA GRAN-
DE CÔTE.
QU`UNE ZONE DE REFUSE SOIT INSTAURÉE AFIN DE FACILITER LES
CAMIONS VOULANT TOURNER A GAUCHE DIRECTION EST, VERS LE
SITE D`ENFOUISSEMENT.
QU`UNE ZONE D`ACCELERATION SOIT EFFECTUÉE EN DIRECTION
OUEST POUR FACILITER LA SORTIE DES CAMIONS DU SITE SANITAI-
RE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 85911

EVENEMENT

UNE PERSONNE EST MORTELLEMENT FRAPPEE PAR UN VEHICULE ALORS QU'ELLE TRAVERSAIT LE BOUL. TASCHEREAU PRES DE L'INTERSECTION DE LA RUE REGENT. LE SITE DE CET ACCIDENT EST CONSIDERE COMME ETANT L'UN DES POINTS DANGEREUX DE CETTE VOIE PUBLIQUE OU TRAVERSENT DE NOMBREUX PIETONS ET OU LA CIRCULATION EN TOUT SENS EST TRES DENSE.

RECOMMANDATION

QUE LES AUTORITES MUNICIPALES ET PROVINCIALES CONSIDERENT UNE TRAVERSE SOUS-TERRAINE ET AERIENNE POUR PREVENIR DE TELS ACCIDENTS.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 81588

EVENEMENT

UN ACCIDENT SURVIENT DANS UNE COURBE DE LA ROUTE 201 A ST-CLET ALORS QUE LA VICTME PERD LE CONTROLE DE SON VEHICULE ET FRAPPE DE PLEIN FOUET CELUI CIRCULANT EN SENS INVERSE. AU SITE DE CET ACCIDENT, L'ACCOTEMENT DE GRAVIER EST A CERTAINS ENDROITS BEAUCOUP PLUS BAS QUE LA CHAUSSEE. UN ACCIDENT SURVIENT DANS UNE COURBE DE LA ROUTE 201 A ST-CLET ALORS QUE LA VICTIME PERD LE CONTROLE DE SON VEHICULE ET FRAPPE DE PLEIN FOUET CELUI CIRCULANT EN SENS INVERSE. AU SITE DE CET ACCIDENT, L'ACCOTEMENT DE GRAVIER EST A CERTAINS ENDROITS BEAUCOUP PLUS BAS QUE LA CHAUSSEE. TROIS PERSONNE DECEDENT DANS CET ACCIDENT. 64568 ET 64577

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS VOIT A CE QUE L'ACCOTEMENT DE GRAVIER, TOUT AU LONG DE LA COURBE, DIRECTION SUD, SOIT EGALE A LA SURFACE DE LA CHAUSSEE D'ASPHALTE (A81586-A81587)

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 85351

EVENEMENT

AFIN DE PERMETTRE AUX CULTIVATEURS DE CIRCULER DANS LEURS CHAMPS SITUES DE PART ET D'AUTRE DE L'AUTOROUTE JEAN-LESAGE A ST-VALLIER UN TUNNEL DE BETON A ETE AMENAGE SOUS CELLE-CI; UN CONDUCTEUR DE CAMION TRANSPORTANT DES VOYAGES DE TERRE EMPRUNTE CE TUNNEL, TOURNE A SA GAUCHE, EMPRUNTE EN DIRECTION EST LE CHEMIN QUI LONGE LA VOIE FERREE, TOURNE A SA DROITE ET ENTRE EN COLLISION AVEC UN TRAIN QUI ROULE EN DIRECTION EST, UNE EXPLOSION SE PRODUISIT.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DU TRANSPORT REVISE L'INFRASTRUCTURE DE LA ROUTE RELIANT LA SORTIE DU TUNNEL A LA ROUTE DES CULTIVATEURS.

QU'IL AMENAGE DANS UN BREF DELAI UNE RAMPE D'ACIER DU COTE SUD DU CHEMIN DE TERRE AFIN D'OBLIGER L'UTILISATEUR DE CETTE ROUTE DE SUIVRE UNE COURBE DE 90 AVANT DE FRANCHIR LE PASSAGE A NIVEAU.

QUE LE CANADIEN NATIONAL INSTALLE UNE PANCARTE DE CHAQUE COTE DE LA VOIE FERREE, INDIQUANT UN ARRET OBLIGATOIRE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 83612

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU SUR LA ROUTE 255 A ST-JOACHIN
EN DIR. NORD LORSQUE LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE AUTOMOBILE
EN ETAT D'EBRIETE PERD LE CONTROLE DE SON VEHICULE
POUR TOUCHER L'ACCOTEMENT DE DROITE, SE DIRIGE DU COTE
GAUCHE DE LA ROUTE 255 DANS UN FOSSE ET EST EJECTE DE
SON VEHICULE.

RECOMMANDATION

QU'UNE ETUDE SOIT FAITE PAR LE MINISTERE DES TRANSPORTS POUR
VOIR S'IL N'Y A PAS LIEU D'AMELIORER LA SECURITE SUR LA
ROUTE 255 ET VOIR A PROTEGER LES AUTOMOBILISTES DES FOSSES
DES CLOTURES.
QUE LE MINISTERE REVISE L'ASPHALTE ET QUE DES CORRECTIONS
SOIENT APPORTEES AUX NOMBREUSES ROULIERES LE LONG DE CETTE
ROUTE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 84304

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU A L'INTERSECTION DU BOUL.
NOTRE-DAME (ROUTE 365) ET RANG TERREBONNE A PONT-ROUGE
FAISANT UNE VICTIME.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS REVOIT LE DOSSIER DE
CETTE INTERSECTION AFIN QUE LES MODIFICATIONS NECESSAIRES
SOIENT APPORTEES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. DES TRANSPORTS

Numéro de l'avis: A 84934

EVENEMENT

UN ADOLESCENT CIRCULANT A MOBYLETTE EST MORTELLEMENT HEURTE
P
UN ADOLESCENT CIRCULANT A MOBYLETTE EST MORTELLEMENT HEUR-
TE PAR UN VEHICULE AUTOMOBILE AU CROISEMENT DE LA 12EME
AVENUE ET DE LA ROUTE 173 A PINTENDRE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS INSTALLE DES FEUX DE SIGNA-
LISATION FONCTIONNANT REGULIEREMENT DE 6:00 HRES A.M. A
24:00 HRES ET CLIGNOTANT DE 0:00 HRE A 6:00 HRES A.M.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 68469

EVENEMENT

UNE PERSONNE AGEE ENTRE DANS UN ETAT D'AGITATION DECEDE
D'UN INFARCTUS DU MYOCARDE.

RECOMMANDATION

QUE TOUS LES CENTRES D'ACCUEIL QUI N'ONT PAS D'APPAREILS
POUR FAIRE UN E.C.G. DOIVENT EN ETRE DOTES ET CET EXAMEN
DOIT FAIRE PARTI DE CETTE INVESTIGATION COURANTE D'UNE CRISE
D'AGITATION INEXPLIQUEE.

QUE CET APPAREIL SOIT RELIE A UN CENTRE HOSPITALIER PAR LI-
GNE TELEPHONIQUE, AFIN DE POUVOIR OBTENIR UN RAPPORT SANS
DELAJ INOPORTUN OU DE TRANSMETTRE LES TRACES PAR TELECO-
PIEUR A UN ETABLISSEMENT POUVANT EN ASSUMER L'INTERPRETATION

C
C

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 59902

EVENEMENT

INDENCIE FAISANT 7 VICTIMES SURVENUS AU CENTRE D'ACCUEIL
FATHER DOWD(A59904,A59906,A59905,A59903,A59911,A72822)

RECOMMANDATION

QUE TOUS LES RESPONSABLES OEUVRANT DANS LE CHAMP DES AFFAIRES SOCIALES EXERCENT LES PRESSIONS NECESSAIRES POUR QUE LES CENTRES D'ACCUEIL, FOYERS POUR PERSONNES AGEES, MALADES CHRONIQUE ETC SOIENT MUNIS DE GICLEURS AUTOMATIQUES DANS LE PLUS BREF DELAI POSSIBLE.
QUE TOUS LES DETECTEURS DE CHALEUR SOIENT REMPLACES PARTOUT PAR DES DETECTEURS DE FUMEE ET TEL SYSTEME DE DETECTION DOIT DANS CE GENRE DE BATIEMENT AU MOINS, ETRE RELIE DIRECTEMENT AU SERVICE DE PROTECTION INCENDIE DE LA MUNICIPALITE EN CAUSE ET ETRE MUNI D'UN DISPOSITIF QUI INTERROMPT IMMEDIATEMENT LE FONCTIONNEMENT DES UNITES DE VENTILATION.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 68469

EVENEMENT

UNE PERSONNE AGEE ENTRE DANS UN ETAT D'AGITATION DECEDE
D'UN INFARCTUS DU MYOCARDE.

RECOMMANDATION

QUE TOUS LES CENTRES D'ACCUEIL QUI N'ONT PAS D'APPAREILS
POUR FAIRE UN E.C.G. DOIVENT EN ETRE DOTES ET CET EXAMEN
DOIT FAIRE PARTI DE CETTE INVESTIGATION COURANTE D'UNE CRISE
D'AGITATION INEXPLIQUEE.

QUE CET APPAREIL SOIT RELIE A UN CENTRE HOSPITALIER PAR LI-
GNE TELEPHONIQUE, AFIN DE POUVOIR OBTENIR UN RAPPORT SANS
DELAJ INOCCORTUN OU DE TRANSMETTRE LES TRACES PAR TELECO-
PIEUR A UN ETABLISSEMENT POUVANT EN ASSUMER L'INTERPRETATION

C
C

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 70654

EVENEMENT

UN ENFANT AYANT DEJA EU UN PROBLEME DEPRESSIF ET AYANT DEJA
ETE VU PAR UN PEDO-PSYCHIATRIE SE SUICIDE PAR ARME A FEU.
14 JOURS AVANT SON DECES IL AVAIT TENTE DE SE SUICIDER ET
FUT REFERE EN PEDO-PSYCHIATRIE.

RECOMMANDATION

QUE CE DOSSIER SOIT ETUDIE PAR LE MINISTERE DE LA SANTE
ET DES SERVICES SOCIAUX DANS LE BUT D'EVALUER LA PERTINENCE
DE CREER UN RESEAU PANPROVINCIAL D'URGENCE SUICIDE (D'ABORD
POUR LES JEUNES) PEUT-ETRE VIA LE RESAU DES CLSC.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 60006

EVENEMENT

UNE PERSONNE ATTEINTE DE MALADIE MENTALE, VIVANT DANS LA MISERE SOCIALE, SANS SOINS ADEQUATS DECEDE D'UN ETAT DE CHOC SECONDAIRE A UN ULCUS PYLORIQUE HEMORRAGIQUE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX REEXAMINE LA POLITIQUE VISANT A DESINSTITUTIONNALISER CERTAINS PATIENTS POUR QU'ILS PUISSENT VIVRE DANS LA SOCIETE COMME TOUS LES AUTRES.

QU'UNE COPIE DU RAPPORT SOIT TRANSMISE A LA CORPORATION DES MEDECINS DU QUEBEC, A L'ASSOCIATION DES HOPITAUX ET DES CENTRES D'ACCUEIL PUBLICS ET PRIVES DU QUEBEC AFIN QU'ILS PUISSENT PRENDRE CONNAISSANCE ET JUGER DES CONSEQUENCES QUE PARFOIS UNE DESINSTITUTIONNALISATION PEUT AVOIR.

QUE LA MSSS VOIT A CE QUE LA SOEUR DE LA VICTIME NE PUISSE VIVRE SEULE OU AVEC UNE PERSONNE AUSSI HANDICAPEE QU'ELLE-ME ME

QU'UNE COPIE DU RAPPORT SOIT TRANSMISE AU SPCUM QUI JUGERA DE LA FERMETURE OU NON DE LEUR ENQUETE SELON LES ELEMENTS DE CE RAPPORT.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 69674

EVENEMENT

UN INCENDIE FAISANT 4 VICTIMES SURVIENT DANS UNE RESIDENCE
UNIFAMILIALE UTILISEE COMME FAMILLE D'ACCUEIL POUR DES
PERSONNES HANDICAPEES MENTALEMENT A GRAND-MERE

C
C

RECOMMANDATION

QUE LES VILLES ADOPTENT LA REGLEMENTATION NECESSAIRE ET
QU'ELLE SOIT MISE EN APPLICATION IMMEDIATEMENT DANS LES
ENDROITS OU SONT LOGEES DES PERSONNES DONT L'EVACUATION EST
RENDUE DIFFICILE PAR LEUR ETAT PHYSIQUE ET/OU MENTAL C'EST-
A-DIRE QUE LES DETECTEURS DE FUMEE DOIVENT ETRE RELIES AU
SYSTEME ELECTRIQUE DE LA MAISON.

QUE LA DIRECTIVE SOIT MODIFIEE IMMEDIATEMENT DE FACON A
CE QU'ELLE INDIQUE CLAIREMENT ET SANS AMBIGUITE QUE LES
DEUX PORTES DE SORTIE SOIENT RATTACHEES DIRECTEMENT AU DEMI-
SOUS-SOL ET QUE L'UNE DE CES 2 SORTIES DOIT COMMUNIQUER DI-
RECTEMENT AVEC L'EXTERIEUR.

QUE LE SERVICE DE PROTECTION INCENDIE SOIT AVISE PAR L'AU-
TORITE COMPETENTE DE L'EXISTENCE DE TOUS ET CHACUN DES
FOYERS D'ACCUEIL EXISTANTS A L'INTERIEUR DE SA JURIDICTION;

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 64212

EVENEMENT

UN ACCIDENT SURVIENT SUR LA ROUTE 125 EN DIRECTION DE RAWDON, LORSQUE LE VEHICULE DANS LEQUEL LE PASSAGER ARRIERE QUI N'EST PAS ATTACHE PREND PLACE ENTRE EN COLLISION AVEC UN VEHICULE VENANT EN SENS INVERSE. IL DECEDE D'UN ARRET CARDIAQUE EN SALLE D'URGENCE DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LANAUDIÈRE. IL Y A EU 4 AUTRES BLESSES DANS CET ACCIDENT DONT UN GRAVEMENT. IL Y A EU UN MANQUE DE COORDINATION ENTOURANT LA PRISE EN CHARGE, LE TRANSPORT EN AMBULANCE, LES DELAIS D'INTERVENTION AINSI QUE LES SOIN PRODIGUES EN SALLE D'URGENCE.

C
C
C
C
C
C
C

RECOMMANDATION

QUE LA SURETE DU QUEBEC FASSE CONNAITRE AUX AUTORITAES DU MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX SON APPROCHE

RECOMMANDATION (SUITE)

QUANT AU COMPORTEMENT DE SES POLICIERS ARRIVANT COMME PREMIERS REpondANTS SUR LA SCENE D'UN ACCIDENT, TENANT COMPTE DE LA PRESENCE DE PERSONNES BLESSEES ET DE LA COMMISSION SUSPECTE D'UN CRIME.

QUE LE MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX FASSE CONNAITRE AUX REGIES, POUR FIN DE DIFFUSION AUX SERVICES AMBULANCIERS, L'APPROCHE CI-HAUTE;

QUE LE MINISTERE CONSENTE LES ARGENTS NECESSAIRES POUR GARANTIR LA PRESENCE DE DEUX EQUIPES SUR HORAIRES 7/14 PENDANT LA PERIODE TOURISTIQUE DANS LA ZONE DE RAWDON ET EN D'AUTRES TEMPS SELON LE CAS.

QUE LE MINISTERE ACCORDE AU DIRECTEUR MEDICAL DES POUVOIRS COERCITIFS ASSORTIS DE SANCTIONS APPROPRIEES POUR GARANTIR DAVANTAGE LA QUALITE DES SERVICES DE SOINS PRE-HOSPITALIERS.

QUE LA SURETE DU QUEBEC FASSE CONNAITRE AUX AUTORITES DU MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX SON APPROCHE QUANT AU COMPORTEMENT DE SES POLICIERS ARRIVANT COMME PREMIERS REpondANTS SUR LA SCENE D'UN ACCIDENT, TENANT COMPTE DE LA PRESENCE DE PERSONNES BLESSEES ET DE LA COMMISSION SUSPECTE D'UN CRIME.

QUE LE MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX FASSE CONNAITRE AUX REGIES, POUR FIN DE DIFFUSION AUX SERVICES AMBULANCIERS, L'APPROCHE CI-HAUTE.

QUE LE MINISTERE CONSENTE LES ARGENTS NECESSAIRES POUR GARANTIR LA PRESENCE DE DEUX EQUIPES SUR HORAIRES 7/14 PENDANT LA PERIODE TOURISTIQUE DANS LA ZONE DE RAWDON ET EN D'AUTRES TEMPS SELON LE CAS.

QUE LE MINISTERE ACCORDE AU DIRECTEUR MEDICAL REGIONAL DES POUVOIRS COERCITIFS ASSORTIS DE SANCTIONS APPROPRIEES POUR GARANTIR DAVANTAGE LA QUALITE DES SERVICES DE SOINS PRE-HOSPITALIERS.

QUE LA REGIE REGIONALE LAURENTIDES-LANAUDIÈRE CONTRÔLE LA QUALITE DU TRAITEMENT DONNE A L'APPEL D'URGENCE DANS LES POSTES DE REPARTITION ET QU'ELLE INTERVIENT POUR QUE DES CORRECTIONS SOIENT APPORTEES LE CAS ECHEANT.

RECOMMANDATION (SUITE)

QUE LA REGIE FASSE CONNAITRE PAR ECRIT A TOUS LES PROPRIETAIRES AMBULANCIERS ET AUX AMBULANCIERS DE SA REGION SA DIRECTIVE CONCERNANT L`AFFECTION ET L`UTILISATION DES RESSOURCES LORS DE L`APPEL.

QUE LA REGIE INFORME TOUS LES PROPRIETAIRES AMBULANCIERS DE LA REGION DE LA DISPONIBILITE DU COURS DE M. MOUILLOT OU AUTRES AVANTAGES DU MEME TYPE, L`OPPORTUNITE DE RENCONTRES DE GROUPE N`ETANT PAS A NEGLIGER.

SOUS RESERVE DE LA DECISION DU MSSS, QUE LA REGIE ENTAME DES NEGOCIATIONS AVEC AMBULANCES RAWDON INC. AFIN D`INSTAURER UNE DISPONIBILITE SUR HORAIRES 7/14, DE FACON PERMANENTE ET EXCLUSIVE POUR LA SAISON TOURISTIQUE DANS LA ZONE DE RAWDON, ET EN D`AUTRES PERIODES JUGEES NECESSAIRES.

QUE LA CIE D`AMBULANCES RAWDON (1981) INC. INCITE SES AMBULANCIERS A COMPROMETTRE SUR L`HORAIRE NEGOCIE DE MANIERE A COMBLER COMPLETEMENT LA DISPONIBILITE DU SERVICE SANS AVOIR RECOURS A LA LISTE D`APPELS PAR ANCIENNETE.

QUE LA CIE EXIGE PLUS DE RIGUEUR DE SON PERSONNEL DANS L`ACCOMPLISSEMENT DES TACHES.

QUE LA CIE CONTROLE DE TEMPS A AUTRE LA QUALITE DES SERVICES DE REPARTITION PAR L`ECOUTE DU TRAITEMENT DONNE A L`APPEL.

QUE LA CIE SUIVE LES DIRECTIES DE LA REGIE SUR L`AFFECTION DE SES RESSOURCES LORS DE L`APPEL.

QUE LA CIE TIENNE DES REUNIONS PERIODIQUES AVEC TOUT SON PERSONNEL ET GENERALEMENT SUSCITER PLUS D`INTERET A GARANTIR DES SERVICES PRE-HOSPITALIERS DE QUALITE.

QUE LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LANAUDIÈRE FASSE CONNAITRE PAR ECRIT A TOUS LES PROPRIETAIRES AMBULANCIERS DE SA REGION LA PROCEDURE QUE DEVRAIENT ADOPTER LES AMBULANCIERS POUR AVISER L`HOPITAL DE LEUR ARRIVEE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 71669

EVENEMENT

UN JEUNE QUI EST A SON DEUXIEME PLACEMENT AU CENTRE L'ETAPE DE VAL D'OR ET QUI EST CONNU AYANT UN CARACTERE IMPULSIF ET UNE FAIBLE TOLERANCE A LA FRUSTRATION SE SUICIDE PAR PENDAISON.

RECOMMANDATION

QUE LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX LIES A L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA SANTE ET LES SERVICES SOCIAUX, LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LA LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS FASSENT LEUR POSSIBLE POUR:

- A) LES FACILITES DE DISPENSATION DES SERVICES SOIENT LOCALISES LE PLUS PRES POSSIBLE DU MILIEU DE VIE DE CES JEUNES ET GEREES PAR DES RESSOURCES DE LEUR MILIEU;
- B) L'ON ABOLISSE LE SYSTEME DE DEROGATION QUI PERMET A DIFFERENTES CATEGORIAIES DE JEUNES AYANT DES PROBLEMES TRES DIFERENTS D'ETRE REGROUPES PARCE QUE LE NOMBRE NE JUSTIFIE PAS LE COUT;
- C) LES SERVICES AUX AUTOCHTONES DE LA REGION 10 DISPENSES PAR L'ETAPE SOIENT PRIS EN CHARGE PAR LA REGION ELLE-MEME.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 79732

EVENEMENT

UNE PERSONNE PRESENTANT DES PROBLEMES PSYCHIATRIQUES ET AYANT FAIT 3 TENTATIVES DE SUICIDE EN QUELQUES MOIS, SE SUICIDE PAR ELECTROCUTION SUR LE TERRAIN DE L'HOPITAL.

RECOMMANDATION

QUE L'HOPITAL CITE DE LA SANTE DE LAVAL PRENNE LES MOYENS POUR QUE L'ACCES AU TRANSFORMATEUR SOIT BEAUCOUP PLUS SECURE.
QUE HYDRO-QUEBEC, MEME S'IL N'EST PAS PROPRIETAIRE DU TERRAIN ET DU TRANSFORMATEUR, ETABLISSE DES NORMES DE SECURITE UNIFORMES ET TRES SEVERES AFIN QUE L'ACCES AUX TRANSFORMATEURS SOIT IMPOSSIBLE, OU DU MOINS QUASI IMPOSSIBLE.
QUE L'HOPITAL AIT TOUJOURS QUELQU'UN DE COMPETENT POUR POUVOIR TRAVAILLER SUR LE PANNEAU ELECTRIQUE QUELQUE SOIT LE TRAVAIL QU'IL Y AURA A FAIRE.
QUE L'HOPITAL LORS DES SORTIES DES PATIENTS PSYCHIATRIQUES DE TOUJOURS LES FAIRE ACCOMPAGNER POUR S'ASSURER QU'ILS ENTRENT TOUS ET POUR S'ASSURER QU'UN ACCIDENT DE CE GENRE NE SE REPRODUISE PLUS.
QUE LE DIRECTEUR DES SERVICES PROFESSIONNELS DE L'HOPITAL EN PRENNE CONNAISSANCE ET PAR LA SUITE LE SOUMETTE AUX

RECOMMANDATION (SUITE)

PERSONNES CONCERNEES DANS LE DEPARTEMENT DE PSYCHIATRIE.
QUE LA VILLE DE LAVAL COMMUNIQUE CE RAPPORT A LEUR PROGRAM-
ME D'AIDE AUX EMPLOYES.
QUE LE MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX ET
L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE PENSENT SERIEUSEMENT A CREER UNE
LOI OBLIGEANT TOUT INDIVIDU QUI COMMET UNE TENTATIVE DE
SUICIDE SERIEUSE, DE SUBIR UNE CURE FERMEE MINIMALE DE
DEUX SEMAINES AFIN DE POUVOIR EVALUER LES RISQUES ET DE
POUVOIR ASSURER LE MEILLEUR SUIVI POSSIBLE POUR PREVENIR
LE SUICIDE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 71943

EVENEMENT

UNE PERSONNE AGEE EPROUVE DES DIFFICULTES RESPIRATOIRES, LE PERSONNEL TENTE DE LA REANIMER ET FIT APPEL AUX AMBULANCIERS DE URGENCE-SANTE QUI DECIDERENT QU'AUCUNE MANOEUVRE NE PEUVENT ETRE TENTEE DE LEUR PART ET DEMANDENT LA PRESENCE D'UN MEDECIN QUI CONSTATE LE DECES.

RECOMMANDATION

QUE LE SERVICE D'INSPECTION DES CENTRES D'ACCUEIL DU MSSS VERIFIE LA PERTINENCE D'INTERVENTION DU PERSONNEL DU CENTRE D'ACCUEIL LORSQU'IL DOIT FAIRE FACE A UN ARRET RESPIRATOIRE.

QUE LE DIRECTEUR GENERAL D'URGENCE SANTE DRESSE UNE LISTE DE CRITERES CLINIQUES OBJECTIFS A L'INTENTION DES TECHNICIENS AMBULANCIERS, LEUR PERMETTANT DE DECIDER QUAND ET SI UNE INTERVENTION DE REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRE DOIT ETRE ENTREPRISE OU SUSPENDUE, EN L'ABSENCE D'UN MEDECIN.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 76060

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU SUR LA ROUTE 55, LORSQUE LA VICTIME DE PENCHE POUR RAMMASER QUELQUE CHOS DANS LE FOND DE SON VEHICULE, FAIT UNE FAUSSE MANOEURE ET DEVIE DANS L'AUTRE VOIE CE QUI OCCASIONNE LA COLLISION FRONTALE AVEC LE VEHICULE VENANT EN SENS INVERSE. UNE AMBULANCE AFFECTEE AU TRANSFERT D'UN MALADE DE DRUMMONDVILLE VERS SHERBROOKE ARRIVENT SUR LIEUX, UN AMBULANCIER NOTE L'ABSENCE DE RESPIRATION ET DE POULS, IL N'ENTEND AUCUN BRUIT RESPIRATOIRE OU CARDIAQUE A L'AUSCULTATION ET IL S'OCCUPE DE LA PASSAGERE DU MEME VEHICULE. LA VICTIME N'A JAMAIS ETE EVALUEE PAR AUCUN DES NOMBREUX AMBULANCIERS PRESENTS SUR LES LIEUX ET ELLE EST DEMEUREE COINCEE PLUS D'UNE HEURE AVANT D'ETRE DEGAGEE. LE SYSTEME DE COMMUNICATION RADIO DE L'AMBULANCE VENANT DE DRUMMONDVILLE NE LEUR A PAS PERMIS, DES LIEUX DE L'ACCIDENT, DE COMMUNIQUER NI AVEC DRUMMONDVILLE, NI AVEC SHERBROOKE.

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX, VOIT A CE QUE DORENAVANT, TOUT INTERVENANT PREHOSPITALIER QUI EVALUE UN OU DES BLESSES OU MALADES, INDEPENDAMMENT QU'IL

RECOMMANDATION (SUITE)

LE(S) TRANSPORTE OU NON, AIT A COMPLETER UN DOCUMENT (FICHE)
OU RAPPORT) POUR CHACUN D'EUX TEMOIGNANT DE L'EVALUATION
ET DES INTERVENTIONS PRATIQUEES.
QUE LES CONSEILS REGIONAUX DE LA SANTE ET DES SERVICES
SOCIAUX DES REGIONS 04 ET 05 ET AUX COMPAGNIES D'AMBULANCE
CONCERNEES VERIFIENT LA NATURE DES PROBLEMES DE COMMUNICA-
TION RADIO ENTRE DRUMMONDVILLE ET SHERBROOKE ET VOIENT A CE
QUE LES CORRECTIFS APPROPRIES SOIENT APPORTES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 75376

EVENEMENT

UN PIETON SE FAIT MORTELLEMENT HEURTE PAR UN VEHICULE AUTOMOBILE. A L'ARRIVEE DES POLICIERS ET PAR LA SUITE DES AMBULANCIERS, AUCUNE MANOEUVRES DE REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRES DE FUT DEBUTE.

RECOMMANDATION

QUE LE SERVICE DE SECURITE DE LA VILLE DE BOUCHERVILLE AVISE SES POLICIERS DE DEBUTER DES MANOEUVRES DE REANIMATION AVANT L'ARRIVEE DES AMBULANCIERS A MOINS QU'IL Y AIT DECAPITATION, PUTREFACTION AVANCEE OU CALCINATION.

QUE LE MSSS FASSE UN RAPPEL A TOUS LES AMBULANCIERS DU QUEBEC CONCERNANT LEUR RESPONSABILITE DE DEBUTER DES MANOEUVRES DE REANIMATION DANS TOUS LES CAS D'ARRET CARDIO-RESPIRATOIRE SURVENANT EN PRE-HOSPITALIER QUI NE CORRESPOND PAS AUX 3 CONDITIONS CI-HAUT MENTIONNEES.

QUE L'INSTITUT DE POLICE INTEGRE AU PLAN DE COURS DE TECHNIQUE POLICIERE LE COURS DE BCLS (BASIC CARDIAC LIFE SUPPORT) RECONNU PAR LA FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUEBEC AINSI QUE LA RECERTIFICATION ANUELLE OBLIGATOIRE POUR TOUS LES ETUDIANTS EN TECHNIQUE POLICIERE.

QUE LE MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE FORME TOUS LES

RECOMMANDATION (SUITE)

POLICIERS DU QUEBEC EN REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRE RE-
CONNU PAR LA FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUEBEC AVEC
RECERTIFICATION ANNUELLE OBLIGATOIRE.

QUE LE SERVICE DE SECURITE PUBLIQUE DE BOUCHERVILLE FORME
SES POLICIERS EN REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRE ET QUE
SES POLICIERS PORTENT SUR EUX UN 'POQUET MASK' QUI LEUR
PERMETTRA DE FAIRE DE LA VENTILATION SANS CONTACT DIRECT
AVEC LA BOUCHE DU BENEFICIAIRE.

QUE LA COMPAGNIE D'AMBULANCES DEMERS REVOIT CE DOSSIER ET
QU'UN PROTOCOLE CLAIR ET NET SOIT ETABLI AFIN QU'IL N'Y AIT
PLUS DE QUIPROQUOS LORS DE PAREILLES SITUATIONS.

QU'UNE COPIE DE CE RAPPORT SOIT TRANSMIS AU RETAQ AFIN
QU'UN PROTOCOLE SOIT ETABLI AFIN QU'UNE LIGNE DE CONDUITE
STANDARDISEE SOIT CLAIREMENT EXPLIQUEE A TOUS LES TECHNI-
CIENS AMBULANCIERS.

QUE LE MSSS SENSIBILISE LA POPULATION GENERALE A L'IMPOR-
TANCE D'AVOIR UNE FORMATION EN REANIMATION CARDIO-RESPIRA-
TOIRE.

QUE LE MINISTERE DE L'EDUCATION INTEGRE UN COURS EN REANI-
MATION CARDIO-RESPIRATOIRE SUIVI D'UNE CERTIFICATION ANNU-
ELLE OBLIGATOIRE POUR TOUS LES ETUDIANTS DE SECONDAIRE I.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MIN. SANTE ET SERVICES SOCIAUX

Numéro de l'avis: A 83846

EVENEMENT

UNE FILLETTE DE 22 MOIS PRESENTE UN ARRET CARDIO-RESPIRATOIRE LORS D'UNE INDUCTION ANESTHESIQUE POUR UNE CHIRURGIE DENTAIRE EXTRA-HOSPITALIERE.

RECOMMANDATION

QU'UNE INSPECTION PROFESSIONNELLE SOIT MENEES PAR LE COMITE D'INSPECTION PROFESSIONNELLE DES DENTISTES DU QUEBEC CHEZ LES DENTISTES PRATIQUANT LA CHIRURGIE DENTAIRE SOUS ANESTHESIE GENERALE AFIN DE MIEUX CERNER ET ENCADRER CE GENRE DE PRATIQUE.

QUE L'ORDRE DES DENTISTES DU QUEBEC FIXE LES INDICATIONS ABSOLUES ET RELATIVES D'UNE CHIRURGIE DENTAIRE SOUS ANESTHESIE GENERALE ET QUE CES BALISES SOIENT COMMUNIQUEES A TOUS LES DENTISTES.

QUE LORSQU'IL S'AGIT D'UNE INDICATION RELATIVE, UNE CONSULTATION AUPRES D'UN AUTRE SPECIALISTE EN DENTISTERIE PEDIATRIQUE SOIT RECOMMANDEE.

QUE CHAQUE DENTISTE EXPLIQUE LE RISQUE DE L'ANESTHESIE GENERALE PAR RAPPORT AU RISQUE DE LAISSER EVOLUER LA PATHOLOGIE DENTAIRE ET S'ASSURE DU CONSENTEMENT ECLAIRE DU MALADE OU DE SES PARENTS.

RECOMMANDATION (SUITE)

QU'IL Y AIT PREALABLEMENT CONSULTATION AUPRES DU MEDECIN DE FAMILLE OU DU PEDIATRE AFIN DE CONNAITRE LES ANTECEDENTS PERSONNELS ET LES CONDITIONS PHYSIQUES POUVANT CONTRE-INDIQUER L'ANESTHESIE GENERALE EN MILIEU EXTRA-HOSPITALIER. QUE LES ANESTHESISTES SOIENT ENCOURAGES A MAINTENIR LEUR COMPETENCE EN 'ACLS' (ADVANCED CARDIAC LIFE SUPPORT) OU EN 'PALS' (PEDIATRIC ADVANCED LIFE SUPPORT) AFIN DE CONSERVER DES REFLEXES ADEQUATS INDISPENSABLES DANS CES SITUATIONS D'URGENCE.

QUE L'ASSOCIATION DES ANESTHESISTES DU QUEBEC FOURNISSE A TOUS SES MEMBRES, UNE MISE A JOUR PERIODIQUE DES NOUVEAUX STANDARDS EN REANIMATION.

QUE L'ON FAVORISE L'UTILISATION DE L'ALARME DU SATUROMETRE DE PULSATIONS PENDANT LA PHASE D'INDUCTION.

QUE LE SATUROMETRE DE PULSATIONS SOIT DOTE D'UN DETECTEUR DE FORMAT ADAPTE A L'UTILISATION PEDIATRIQUE.

QUE LES MONITEURS PHYSIOLOGIQUES SOIENT TOUJOURS PLACES DANS LE CHAMP DE VISION DE L'ANESTHESISTE.

QU'UNE LIGNE INTRAVEINEUSE SOIT INSTALLEE DE PREFERENCE AVANT L'INDUCTION AU MASQUE.

QUE LE COMITE D'INSPECTION PROFESSIONNELLE DE LA CORPORATION PROFESSIONNELLE DES MEDECINS DU QUEBEC SOIT SAISI DE CE DOSSIER ET S'ASSURE DU RESPECT DES PRINCIPES ENONCES DANS LE 'GUIDE D'EXERCICE DE L'ANESTHESIE'.

QU'UN PROTOCOLE D'ALERTE AU 911 SOIT DEVELOPPE A LA CLINIQUE D'ANESTHESIE ET QU'UNE PERSONNE DESIGNEE SOIT RESPONSABLE D'ETABLIR CETTE COMMUNICATION.

QU'UN TABLEAU AIDE-MEMOIRE DES PRINCIPAUX ALGORYTHMES DE REANIMATION AVEC LES DOSES EN FONCTION DU POIDS SOIT AFFICHE BIEN EN VUE A LA CLINIQUE D'ANESTHESIE ET DANS TOUTES LES CLINIQUES.

QUE TOUTES CLINIQUES OU INSTITUTIONS S'ASSURENT DU MAINTIEN DE LA COMPETENCE DE SES INHALOTHERAPEUTES EN REANIMATION CARDIO-RESPIRATOIRE. TOUS LES INHALOTHERAPEUTES DEVRAIENT ETRE RECERTIFIES ANNUELLEMENT AU COURS DE REANIMATION

RECOMMANDATION (SUITE)

CARDIO-RESPIRATOIRE.

QUE LES INHALOTHERAPEUTES EN TANT QUE PROFESSIONNELS DE LA SANTE, AIENT L'OBLIGATION DE REMPLIR UN COMPTE RENDU DES ACTES QU'ILS ONT POSES ET JOIGNENT CELUI-CI AU DOSSIER MEDICAL DU PATIENT

QUE TOUTES LES MACHINES D'ANESTHESIE ACTUELLEMENT EN SERVICE AU QUEBEC, SOIENT CONFORMES AU NORMES FIXEES PAR LA CSA, RUBRIQUE Z 168,3M84-M91.

QUE DES MESURES PREVENTIVES EFFICACES CONTRE LA CARIE DENTAIRE SOIENT RENDUES ACCESSIBLES.

QUE LA POPULATION SOIT SENSIBILISEE AU SYNDROME DU BIBERON, AFIN DE CONDAMNER CETTE PRATIQUE LOURDE DE CONSEQUENCES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE

Numéro de l'avis: A 46888

EVENEMENT

ENQUETE CONCERNANT QUATRE DECES SURVENUS SUR LA ROUTE 138
METTANT EN CAUSE DES VEHICULES POIDS LOURDS

RECOMMANDATION

QUE LES INDUSTRIES AUCLAIR INC. POURSUIVENT ET FINALISENT
DANS LES MEILLEURS DELAIS LE RAPPEL DE TOUS LES TRAINS
ROUTIERS DE TYPE B ULTRA-LEGER QU'ELLES ONT FABRIQUES ET
MIS EN MARCHÉ PARTOUT AU QUEBEC ET EN ONTARIO, LEDIT RAPPEL
AYANT POUR BUT DE CORRIGER LES FAIBLESSES CONSTATEES AU
NIVEAU DE LA SELLETTE D'ATTELAGE DE LA PREMIERE A LA DEUXIE-
ME REMORQUE. CE RAPPEL DOIT ETRE SUPERVISE ET CONTROLE PAR
TRANSPORTS CANADA.

QUE LA SAAQ FASSE ADOPTER DANS LES MEILLEURS DELAIS UN ARTI-
CLE DE LOI EQUIVALENT A L'ARTICLE 98 DU PROJET DE LOI 108
DE 1990.

QUE LA SAAQ METTE SUR PIED ET RENDE OBLIGATOIRE UN COURS
DESTINES AUX CONDUCTEURS DE VEHICULES LOURDS AFIN QUE CES
DERNIERS AIENT UNE MISE A JOUR DES CONNAISSANCES EN CONDUITE
DE VEHICULE LOURD. CE COURS OBLIGATOIRE DOIT ETRE SUIVI PE-
RIODIQUEMENT ET NECESSAIRE POUR RENOUELER UN PERMIS DE
CONDUCTEUR DE VEHICULE LOURD.

RECOMMANDATION (SUITE)

QUE LA SAAQ CREE UNE CLASSE PARTICULIERE DE PERMIS DE CONDUIRE POUR TOUT CONDUCTEUR D'UN VEHICULE LOURD TEL QUE DEFINI PAR LES NORMES DE VERIFICATION MECANIQUE ET VOULANT CONDUIRE UN VEHICULE LOURS SUR LA ROUTE 138 A L'EST DE SAINTE-ANNE DE BEAUPRE, SUR LA ROUTE 362, SUR LES ROUTES 381, 385, 389, ROUTE 170 ET 172. COMME CONDITION D'OBTENTION DE CETTE CLASSE DE PERMIS DE CONDUIRE, LES ELEMENTS SUIVANTS, SONT ESSENTIELS:

- UN MINIMUM DE CINQ ANS D'EXPERIENCE EN CONDUITE DE VEHICULES LOURDS;
- AVOIR AGI COMME ASSISTANT CONDUCTEUR AU COURS DE 10 VOYAGES MINIMUM SUR LES SUSDITES ROUTES EN COMPAGNIE D'UN CONDUCTEUR CERTIFIE;
- AVOIR SUIVI UN COURS DE CONDUITE DE VEHICULES LOURDS ET SUIVRE AU MOINS A TOUS LES CINQ ANS UN COURS DE MISE A JOUR DES DONNEES DE CONDUITE DE VEHICULES LOURDS.

ET QU'ELLE CREE CETTE CLASSE CONFORMEMENT AUX SPECIFICATIONS CI-DESSUS ET METTRE SUR PIED ET DE FACON DISPONIBLE LES COURS DE PERFECTIONNEMENT (MISE A JOUR) OBLIGATOIRES.

QUE LA SAAQ ADOPTE DANS LES PLUS BREFS DELAIS UN REGISTRE UNIFORMISE D'ENTRETIEN PREVENTIF POUR CHAQUE UNITE MOBILE CIRCULANT SUR LES ROUTES DU QUEBEC ET QU'IL SOIT OBLIGATOIRE D'Y INSCRIRE TOUTES LES DONNEES PERTINENTES QUANT A LA QUALITE DU VEHICULE, QUANT AUX REPARATIONS FAITES, QUANT AU TRAJET, DISTANCE, POIDS CHARGES, ETC. ET QUANT AU CONDUCTEUR. CE REGISTRE D'ENTRETIEN PREVENTIF DOIT NECESSAIREMENT ETRE A BORD DE CHACUN DES VEHICULES AUXQUELS IL EST ATTACHE ET ETRE PRESENTE A TOUT MOMENT OU A TOUT LIEU A QUELQUE POLICIER OU INSPECTEUR ROUTIER QUI EN FAIT LA DEMANDE. CETTE LOI DOIT ETRE MODIFIEE POUR FAIRE EN SORTE QUE LE DEFAUT DE PRESENTER LE REGISTRE LORS D'UNE INTERCEPTION ENTRAINE L'IMMOBILISATION DU VEHICULE TANT ET AUSSI LONGTEMPS QUE CELUI QUI A FAIT L'INTERCEPTION N'A PU VOIR LES REGISTRES, LE TOUT AUX FRAIS DU PROPRIETAIRE. LE REGISTRE D'ENTRETIEN PREVENTIF DU CAMION DOIT EGALEMENT CORPOR-

RECOMMANDATION (SUITE)

TER LA RONDE DE SECURITE EFFECTUEE PAR LE CONDUCTEUR AVEC LES DIFFERENTES ANNOTATIONS TELLES QUE REQUISES PAR LE REGLEMENT.

QUE LA SAAQ VERIFIE LES CONNAISSANCES DES MECANICIENS QU'ELLE FORME POUR SES MANDATAIRES A L'AIDE DE TEST D'EVALUATION THEORIQUE ET PRATIQUE.

QUE LE REGLEMENT SUR LA VERIFICATION MECANIQUE POUR FAIRE EN SORTE QUE LE MECANICIEN EFFECTUANT LA VERIFICATION MECANIQUE D'UN VEHICULE AUTOMOBILE PUISSE S'ASSURER DE VOIR TOUTES LES COMPOSANTES DU VEHICULES A INSPECTER SOIR MODIFIE.

QUE L'ARTICLE 41.1 DUDIT REGLEMENT SOIT MODIFIE POUR PREVOIR QUE LE DISPOSITIF D'ATTELAGE SOIT SOLIDEMENT FIXE AU VEHICULE ET ETRE EXEMPT DE CASSURE, FELURE OU BOULON MANQUANT ET, POUR FINS DE VERIFICATION, IL DOIT ETRE NETTOYE A LA VAPEUR ET ENTIEREMENT DEGRAISSE.

QUE L'ARTICLE 43 DUDIT REGLEMENT SOIT MODIFIE POUR AJOUTER QU'AUCUNE SOUDURE NE DOIT ETRE EFFECTUE SUR DE L'ACIER A HAUTE RESISTANCE SANS QUE CELA NE SOIT FAIT PAR UN MECANICIEN ET/OU UN SOUDEUR QUALIFIE POUR FAIRE DE LA SOUDURE SUR CE GENRE DE METAL, LEQUEL EXIGE UNE MANIPULATION PARTICULIERE.

QUE L'ARTICLE 44 DU MEME REGLEMENT QUI SPECIFIE QU'ON DOIT PROCEDER A DES ESSAIS ROUTIERS POUR LE SYSTEME DE FREINAGE SOIT CLARIFIE CAR IL EST INAPPLIQUE DANS LA REGION MONTREALAISE COMPTE TENU DE DIRECTIVES QUI ONT ETE TREANSMISES AUX MANDATAIRES PAR LES RESPONSABLES DE LA SAAQ.

QU'UNE DIRECTIVE ... (LA SUITE DES RECOMMANDATIONS SE RETROUVENT DANS LE RAPPORT D'ENQUETE A PARTIR DE LA PAGE 86 (NUM. 10) JUSQU'A LA PAGE 92.)

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE

Numéro de l'avis: A 45195

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU SUR LA ROUTE 321 EN DIRECTION DE PAPINEAUVILLE, LORSQUE LA VICTIME S'ENGAGE DANS UNE GRANDE COURBE ET FUT FRAPPEE PAR UN AUTRE AUTOMOBILISTE VENANT EN SENS INVESE. AU MOMENT DE L'ACCIDENT, IL FAISAIT NOIR, LA CHAUSSEE ETAIT MOUILLEE ET LA NEIGE A DEBUTE.

RECOMMANDATION

QUE LE PERMIS DE CONDUIRE DU CONDUCTEUR IMPLIQUE DANS CET ACCIDENT LUI SOIT RETIRE ET QU'IL SOIT REMPLACE PAR UN PERMIS DE CONDUIRE ENTRE LE LEVER ET LE COUCHER DU SOLEIL.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE

Numéro de l'avis: A 71286

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE QUI SURVIENT A LA JONCTION DE LA ROUTE 116 ET DE LA SORTIE 88 ROUTE 55, LORSQUE LE CONDUCTEUR D'UNE SEMI-REMORQUE ET D'UN TRACTEUR CROYANT AVOIR AJUSTE LES FREINS DE SON VEHICULE, ROULE DANS LA PENTE ASCENDANTE QUI PRECEDE LA SORTIE 88 SE RANGE SUR L'ACCOTEMENT, DEVALE LA PENTE A TOUTE VITESSE ET TENTANT D'ALLONGER SA COURBE VERS LA DROITE EN SE RETENANT LE PLUS POSSIBLE A GAUCHE DE LA CHAUSSEE, LA SEMI-REMORQUE SE RENVERSE EN ENTRAINANT LE TRACTEUR ET ATTERISSENT SUR LE CAPOT (ENQUETES DE ANNE-MARIE DAVID - DOSSIERS 56335 - A73977, 56377 - A73979, 56382 A-73978

C

RECOMMANDATION

QUE LA REGLEMENTATION PROVINCIALE POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONDUCTEUR CLASSE 1, SOIT MODIFIEE POUR INCLURE UNE FORMATION THEORIQUE ET PRATIQUE OBLIGATOIRE.
QUE L'ON S'INSPIRE DE CE QUI SE DONNE COMME FORMATION A L'ECOLE DU ROUTIER PROFESSIONNEL DU QUEBEC ET AU MINISTERE DE L'EDUCATION POUR ELABORER LE CONTENU DE CETTE FORMATION OBLIGATOIRE.

RECOMMANDATION (SUITE)

QUE L'ASSOCIATION SECTORIELLE DU TRANSPORT ET ENTREPOSAGE QUI REGROUPE DE NOMBREUX EMPLOYEURS ET SYNDICATS TRAVAILLANT DANS LE DOMAINE DU TRANSPORT, DE SENSIBILISER SES MEMBRES QUANT A LA NECESSITE D'UNE FORMATION D'APPOINT POUR LES CONDUCTEURS ACTUELS DE CLASSE 1 N'AYANT AUCUNE FORMATION.

QU'A DEFAUT D'UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DU NOMBRE DE PREPOSES AUX ETABLISSEMENTS ACCREDITES;

-DE VISITE PAR LESDITS PREPOSES CHEZ TOUS LES MANDATAIRES AUTO-VERIFICATEURS AU MOINS DEUX FOIS L'AN CE, SANS AVERTISSEMENT ET EN PROCEDANT A CHAQUE FOIS A LA VERIFICATION DE PLUSIEURS VEHICULES;

-D'APPAREILS POUR VERIFIER L'EFFICACITE DE FREINAGE CHEZ LESDITS MANDATAIRES AUTO-VERIFICATEURS;

QUE L'ON ABOLISSE LE SYSTEME DES MANDATAIRES AUTO-VERIFICATEURS.

QUE L'ON MODIFIE LE REGLEMENT SUR LA VERIFICATION MECANIQUE ET LE CODE DE LA SECURITE ROUTIERE POUR CONFIER LA VERIFICATION MECANIQUE UNIQUEMENT AUX MECANICIENS DE FORMATION.

QUE LA SAAQ S'ASSURE QU'IL Y AIT UN NOMBRE SUFFISANT D'INSPECTEURS EN VERIFICATION MECANIQUE POUR LA VERIFICATION MECANIQUE SUR ROUTE ET AUX PESEES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE

Numéro de l'avis: A 70602

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU A L'INTERSECTION DE LA RUE ST-JOSEPH ET DU CHEMIN DE LA MONTAGNE LORSQUE LA CONDUCTRICE ET LA PASSAGERE FURENT HEURTEES PAR UN AUTRE VEHICULE DONT LE CONDUCTEUR A UN PERMIS REVOQUE, ROULE A VIVE ALLURE, EST EN ETAT D'EBRIETE. DES BOUTS DE CIGARETTES AVEC RESINE DE CANNABIS FURENT TROUVES DANS LE CENDRIER.

RECOMMANDATION

QU'UNE ETUDE SOIT FAIRE POUR EVALUER LA PERTINENCE D'UNE ROUTE DE CEINTURE QUI CONTOURNERAIT LE VILLAGE.
QU'UNE EVALUATION DES PENALITES POUR CONDUITE AVEC PERMIS DE CONDUIRE REVOQUE SOIT FAITE.
QUE LORS D'UN TRAUMATISME DE LA ROUTE AVEC DECES NON SEULEMENT LE DOSAGE DE L'ALCOOLEMIE SOIT FAIT DE FACON SYSTEMATIQUE MAIS AUSSI CELUI DES DROGUES.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE

Numéro de l'avis: A 70620

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU DANS LA COURBE DE LA GRANDE-LIGNE A ST-ANATHASE LORSQU'UN JEUNE MINEUR QUI SORT D'UN BAR EN ETAT D'EBRIETE, SANS PERMIS DE CONDUIRE, AVEC TROIS AUTRES JEUNES PASSAGERS ENTRENT EN COLLISION AVEC UN AUTRE VEHICULE. TOUS LES QUATRE DECEDENT DANS CET ACCIDENT(A70646,A70618,A70619)

RECOMMANDATION

QU'UN CONTROLE PLUS STRICT ET PLUS SEVERE SOIT FAIT POUR QUE LES DEBITS DE BOISSON NE SERVENT PAS DE BOISSONS ALCOOLISES A DES JEUNES DE MOINS DE 18 ANS.
QUE LES DEUX COURBES DE LA GRANDE-LIGNE A SAINT-ATHANASE SOIENT CORRIGEEES.
QUE LE PROLONGEMENT DE L'ANCIENNE ROUTE AVANT ET APRES LA COURBE SOIT MODIFIE A CAUSE DE LA PERSPECTIVE.
QUE LORS DE LA REFECTION D'UNE ROUTE, L'ACCOTEMENT SOIT LARGE ET ASPHALTE.
QU'UN MEILLEUR CONTROLE SOIT FAIT DE LA CONDITION MECANIQUE DES VEHICULES AUTOMOBILES AGES.
QUE DES CAMPAGNES DE PUBLICITE CONCERNANT LA SECURITE ROUTIERE, L'ALCOOL ET AUTRES DROGUES S'ADRESSENT SPECIFIQUEMENT AUX JEUNES.

RECOMMANDATION (SUITE)

QU'IL Y AIT UNE SENSIBILISATION DANS LES MILIEUX SCOLAIRES
SUR LES EFFETS DE LA CONSOMMATION D'ALCOOL PAR LES ADOLES-
CENTS ET SUR ELLES CONSEQUENCES Y ETANT RATTACHEES.
QUE TOUT DEBIT DE BOISSON SOIT OBLIE D'OFFRIR A LA CLIENTE-
LE ET CE DE FACON GRATUITE UN IVRESSOMETRE AFIN QUE LES
CONDUCTEURS ET LES PASSAGERS SOIENT AVISES DE L'ALCOOLEMIE
DU CONDUCTEUR

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE

Numéro de l'avis: A 76761

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE SURVENU SUR LA ROUTE 204 EN DIRECTION OUEST VERS SAINT-GEORGES DE BEUCE LORSQU'UN CAMION REMORQUE FRAPPA UN SCOOTER QU'IL N'A PAS VU, LA VICTIME PASSE SOUS LE CAMION-REMORQUE ET UN AUTRE VEHICULE QUI SUIVAIT LE CAMION N'A PAS VU LA VICTIME PASSA EGALEMENT SUR LUI.

RECOMMANDATION

QUE TOUTES CONSIDERATIONS SOIENT DONNEES A LIMITER L'UTILISATION DU CYCLOMOTEUR SUR DES VOIES OU LA LIMITE DE VITESSE (AFFICHEE) NE DEPASSE PAS 50KM/H ET LORSQU'UNE LISIERE EST IDENTIFIEE POUR LES CYCLISTES, ILS DEVRAIENT ETRE CONDUITS DANS LES LIMITES DE CETTE LISIERE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE

Numéro de l'avis: A 73979

EVENEMENT

ACCIDENT DE LA ROUTE QUI SURVIENT SUR LA ROUTE 55 A LA HAUTEUR DE L'ENTREE POUR LES VEHICULES PROVENANT DE L'AUTOROUTE 20 EST FAISANT 2 VICTIMES LORSQU'UN VEHICULE AUTOMOBILE EN EFFECTUANT UN DEPASSEMENT SE RETROUVE FACE A FACE A UN AUTRE VEHICULE VENANT EN SENS INVERSE. (ENQUETES DE ANNE-MARIE DAVID AUT. 55 AUTRES DOSSIERS 56382-A73978, 53746 A-71286, 56335 - A73977

RECOMMANDATION

QUE LE MINISTERE DES TRANSPORTS REMPLACE LES PANNEAUX INDIQUANT `AUTOROUTE 55` QUI SONT ACTUELLEMENT SUR L'AUTOROUTE 20, DIRECTION EST ET OUEST, PAR DES PANNEAUX INDIQUANT `ROUTE 55` CAR LES PANNEAUX ACTUELS NE SONT PAS CONFORMES A LA REALITE ET INDUISENT LE CONDUCTEUR EN ERREUR.
QUE LA SAAQ INFORME LA POPULATION QUANT A LA SIGNIFICATION; DES COULEURS ET DES FORMES DES PANNEAUX DE SIGNALISATION, DES COULEURS DU MARQUAGE DES ROUTES PROVINCIALES ET DES NOUVEAUX PICTOGRAMMES.
QUE LES AUTORITES MUNICIPALES DE DRUMMONDVILLE NE FASSE FONCTIONNER QU'UN SEUL LAMPADAIRE SUR TROIS DANS LE PARC INDUSTRIEL DE LADITE VILLE.

RECOMMANDATION (SUITE)

QUE LA LIMITE DE VITESSE SUR LE TRONCON A UNE CHAUSSEE DE
LA 55 SOIT REDUITE A 90 KILOMETRES/HEURES, TEL QU'ON
L'EXIGE USUELLEMENT POUR TOUTE ROUTE AVEC CIRCULATION DANS
LES DEUX SENS QUI N'A PAS L'APPELLATION D'AUTOROUTE.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE

Numéro de l'avis: A 84923

EVENEMENT

UN ACCIDENT DE LA ROUTE SURVIENT LORSQUE LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE AUTOMOBILE PARLE AVEC SON TELEPHONE CELLULAIRE, IL PERD LE CONTROLE DE SON VEHICULE APRES QU'UNE ROUE DE LA FAUCHEUSE REMORQUEE TOUCHE L'ACCOTEMENT DE LA CHAUSSEE ET SE RETROUVE DANS LE FOSSE.

RECOMMANDATION

QUE LA SAAQ SE PENCHE SUR L'USAGE D'UN TELEPHONE CELLULAIRE AU VOLANT D'UN VEHICULE EN MARCHE ET SI POSSIBLE LEGIFERE, ETANT DONNE LE NOMBRE CROISSANT D'UTILISATEURS DE CE TYPE D'APPAREIL.

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: REGIE DES PERMIS D'ALCOOL DU QUEBEC

Numéro de l'avis: A 70620

EVENEMENT

ACCIDENT SURVENU DANS LA COURBE DE LA GRANDE-LIGNE A ST-ANATHASE LORSQU'UN JEUNE MINEUR QUI SORT D'UN BAR EN ETAT D'EBRIETE, SANS PERMIS DE CONDUIRE, AVEC TROIS AUTRES JEUNES PASSAGERS ENTRENT EN COLLISION AVEC UN AUTRE VEHICULE. TOUS LES QUATRE DECEDENT DANS CET ACCIDENT(A70646,A70618,A70619)

RECOMMANDATION

QU'UN CONTROLE PLUS STRICT ET PLUS SEVERE SOIT FAIT POUR QUE LES DEBITS DE BOISSON NE SERVENT PAS DE BOISSONS ALCOOLISES A DES JEUNES DE MOINS DE 18 ANS.
QUE LES DEUX COURBES DE LA GRANDE-LIGNE A SAINT-ATHANASE SOIENT CORRIGÉES.
QUE LE PROLONGEMENT DE L'ANCIENNE ROUTE AVANT ET APRES LA COURBE SOIT MODIFIÉ A CAUSE DE LA PERSPECTIVE.
QUE LORS DE LA REFECTION D'UNE ROUTE, L'ACCOTEMENTS OIT LARGE ET ASPHALTE.
QU'UN MEILLEUR CONTROLE SOIT FAIT DE LA CONDITION MECANIQUE DES VEHICULES AUTOMOBILES AGES.
QUE DES CAMPAGNES DE PUBLICITE CONCERNANT LA SECURITE ROUTIERE, L'ALCOOL ET AUTRES DROGUES S'ADRESSENT SPECIFIQUEMENT AUX JEUNES.

RECOMMANDATION (SUITE)

QU'IL Y AIT UNE SENSIBILISATION DANS LES MILIEUX SCOLAIRES
SUR LES EFFETS DE LA CONSOMMATION D'ALCOOL PAR LES ADOLES-
CENTS ET SUR ELLES CONSEQUENCES Y ETANT RATTACHEES.
QUE TOUT DEBIT DE BOISSON SOIT OBLIE D'OFFRIR A LA CLIENTE-
LE ET CE DE FACON GRATUITE UN IVRESSOMETRE AFIN QUE LES
CONDUCTEURS ET LES PASSAGERS SOIENT AVISES DE L'ALCOOLEMIE
DU CONDUCTEUR

BUREAU DU CORONER

LISTE DES RECOMMANDATIONS POUR 1992-1993

Organisme: MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE

Numéro de l'avis: A 59595

EVENEMENT

UN HOMME DE RACE NOIRE DECEDE DES BLESSURES SUBIES LORS
D'UNE OPERATION POLICIERE DU SERVICE DE LA COMMUNAUTE URBAIN
DE MONTREAL

RECOMMANDATION

REVISION DE TOUT LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE POLICE
PAR UN ORGANISME INDEPENDANT:

A) QUE LE MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE NOMME UNE OU DES
PERSONNES AUX FINS DE PROCEDER A UNE REVISION APPROFONDIE,
INDEPENDANTE ET GLOBALE DE L'ORGANISATION, DES METHODES,
DES STANDARDS, DES PRATIQUES ET DES PROCEDURES DU SERVICE
DE POLICE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL;

B) QUE LA OU LES PERSONNES NOMMEE(S) NE FASSE (NT) PAS
PARTIE DU SERVICE DE POLICE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE
MONTREAL ET QUE LA COMPETENCE, L'INDEPENDANCE ET L'INTEGRITE
DE CETTE OU CES PERSONNES SOIENT AU DESSUS DE TOUT SOUPCON

C) QUE LA OU LES PERSONNES NOMMEE(S) NE FASSE(NT) PARTIE
D'AUCUN CORPS POLICIER, TEL QUE LA SURETE DU QUEBEC OU LA
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA, ENTREtenant DES RELATIONS SUR
UNE BASE REGULIERE AVEC LE SERVICE DE LA POLICE DE LA
COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL;

RECOMMANDATION (SUITE)

D) QUE LA OU LES PERSONNES NOMMEE(S) AIT (AIENT) TOUT LES POUVOIRS NECESSAIRES POUR ASSURER UNE REVISION EFFICACE. PLUS PARTICULIEREMENT, ELLE(S) DEVRA (DEVRONT) AVOIR PLEINS POUVOIRS POUR LUI (LEUR) PERMETTRE D'AVOIR ACCES A TOUS LES DOSSIERS ET DOCUMENTS DU SERVICE DE POLICE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL ET D'EXIGER DU SERVICE LES RENSEIGNEMENTS ET EXPLICATIONS NECESSAIRES;

E) QUE LA OU LES PERSONNES NOMMEE(S) DEVRA (DEVRONT) AVOIR LES MOYENS ET LES RESSOURCES POUR ENGAGER LE PERSONNEL ET LES EXPERTS NECESSAIRES A UNE TELLE REVISION;

F) QUE LE RAPPORT RESULTANT DE CETTE REVISION FORMULE DES MESURES CONCRETES POUR ASSURER LES CHANGEMENTS QUI S'IMPOSENT AU SEIN DU SERVICE DE POLICE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL;

G) QUE CE RAPPORT SOIT RENDU PUBLIC;

H) QUE LE TOUT PROCEDE DE FACON URGENTE;
RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTE NOIRE:

A) QUE LE MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE DECLARE DE FACON NON-EQUIVOQUE SA VOLONTE D'AGIR A L'EGARD DE TOUT COMPORTEMENT RACISTE AU SEIN DU SERVICE DE POLICE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL;

B) QU'UN GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL SOIT NOMME AFIN D'ELABORER UN PROGRAMME D'ACTION CONCRET POUR CONTRER LE RACISME AU SEIN DU SERVICE DE POLICE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL;

C) QUE CE GROUPE DE TRAVAIL COMPRENNE DES REPRESENTANTS DES DIFFERENTS COMMUNAUTES NOIRES;

D) QUE CE GROUPE DE TRAVAIL COMPRENNE DES REPRESENTANTS DU SERVICE DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE MONTREAL;

E) QUE LES MEMBRES DE CE GROUPE DE TRAVAIL SOIENT DES PERSONNES JOUISSANT DE LA CONFIANCE ET DU RESPECT DE L'ENSEMBLE DES CITOYENS;

F) QUE CE GROUPE DE TRAVAIL SOIT PRESIDE PAR UNE PERSONNE DONT LA COMPETENCE, L'INDEPENDANCE ET L'INTEGRITE SONT SANS REPROCHE;

RECOMMANDATION (SUITE)

- G) QUE CE GROUPE DE TRAVAIL AIT A SA DISPOSITION TOUS LES MOYENS ET RESSOURCES NECESSAIRES POUR REMPLIR UN TET MANDAT;
- H) QUE LE RAPPORT DE CE GROUPE DE TRAVAIL SOIT RENDU PUBLIC;
- I) QUE LE TOUT PROCEDE DE FACON URGENTE;

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

2. NOMBRE DE DÉTENUS QUI, LE 6 MARS 1993,
ÉTAIENT EN DEHORS DES CENTRES DE DÉTENTION

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Étude des crédits 1993 – 1994

Réponses aux renseignements particuliers requis par l'Opposition officielle

Programme 03 – 01: Services correctionnels

QUESTION: Nombre de détenus qui, le 6 mars 1993, étaient en dehors des centres de détention alors qu'ils devaient normalement y être en raison de la nature de leur sentence.

RÉPONSE:

Durée de la peine	Fraction de sentence	Présents		Absences temporaires					Total	
				Ressources communautaires		Autres programmes		Sous – total		
		nombre	%	nombre	%	nombre	%			
6 mois et plus	– 1/6	870	99%	5	1%	7	1%	12	882	23%
	1/6 – 1/3	418	54%	113	14%	250	32%	363	781	20%
	+ 1/3	477	74%	18	3%	151	23%	169	646	17%
	Sous – total	1765		136		408		544		
Moins de 6 mois	– 1/6	314	90%	1	0%	33	9%	34	348	9%
	1/6 – 1/3	176	36%	9	2%	299	62%	308	484	13%
	+ 1/3	163	23%	16	2%	541	75%	557	720	19%
	Sous – total	653		26		873		899		
Total		2418	63%	162	4%	1281	33%	1443	3861	100%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

3. BILAN 1992-1993 DU PROGRAMME DE TRAVAIL AUPRÈS DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Étude des crédits 1993-1994

Réponses aux renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

Programme 03 - 01: Services correctionnels

Question: Bilan 1992-1993 du programme de travail auprès d'organismes communautaires qui tient lieu de remplacement des sentences de fin de semaine.

Réponse:

<u>Organisme</u>	<u>Localité</u>	<u>Achalandage</u> <u>(# jours)</u>	<u>Nombre de</u> <u>personnes</u>	<u>Montant</u> <u>(dollars)</u>
Accueil Harvey Bibeau Inc.	Amos	191	18	3 069
Arc en soi Inc.	Rivière-du-Loup	301	22	4 037
Centre régional Opti-Jeunesse	Saint-Prime	535	27	8 598
Maison du Compagnon	Ville-Marie	93	2	1 495
Maison Radisson	Trois-Rivières	588	40	9 949
Agence Sociale spécialisée de l'Outaouais	Gatineau	715	49	11 490
F.V.A.T. Sept-Iles Inc.	Sept-Iles	600	20	9 642
Maison du Soleil Levant	Rouyn-Noranda	288	15	4 628
La Piaule	Val-d'Or	274	15	4 403
La Maison d'hébergement la Bouffée d'air du KRTB	Rivière-du-Loup	14	2	225
Unité Point de départ	Joliette	<u>896</u>	<u>77</u>	<u>14 379</u>
		4 495	287	71 915

Le réseau des organismes communautaires représente 47 places annuelles de fin de semaine.

Note: Données en date du 28 février 1993

Réf: C:\WP51\GRENIER\TABLEAUX\MO

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

4. BILAN DE L'APPLICATION DES MESURES ALTERNATIVES À L'EMPRISONNEMENT

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
Étude des crédits 1993-1994

Réponses aux renseignements particuliers requis
par l'Opposition officielle

Programme : Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants (PR. 03, ÉL. 01) Services correctionnels

Question : Bilan de l'application des mesures alternatives à l'emprisonnement (travaux compensatoires)

STATISTIQUES :

ANNÉES	CAS TRAITÉS
1988-1989	9 595
1989-1990	11 724
1990-1991	15 783
1991-1992	18 129
1992-1993	21 000*
1993-1994	23 189**

- Les données pour 1992-1993 sont estimées car celles de mars 1993 ne sont pas complètes.
- Les données pour 1993-1994 sont estimées.

Les statistiques relatives au Programme de travaux compensatoires dénotent un recours significativement accru à ce programme, notamment au cours des dernières années. Ainsi en 1988-1989, 9 595 dossiers ont été traités; en 1991-1992, 18 129 dossiers ont été traités, soit une augmentation de 89 %.

Pour 1992-1993, la projection estimée, si la tendance actuelle se maintient, situe le nombre de dossiers traités à 21 000, soit une augmentation de 119 % par rapport à 1988-1989 et une augmentation estimée à 16 % par rapport à l'année 1991-1992.

Pour 1993-1994, la projection estimée situe le nombre de dossiers traités à 23 189, soit une augmentation estimée à 10,5 % par rapport à 1992-1993.

Divers facteurs peuvent expliquer la hausse importante de la référence au P.T.C., notamment :

- 1- une meilleure connaissance du P.T.C. auprès des différents percepteurs, tant municipaux que provinciaux;
- 2- l'augmentation du nombre de personnes démunies, reliée au contexte économique actuel;
- 3- la révision à la hausse de la grille tarifaire des amendes et des frais à payer (Code de sécurité routière, etc.), entraîne aussi une nouvelle clientèle qui se voit incapable financièrement d'acquitter son amende;
- 4- l'entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1990 du Code de procédure pénale, lequel a amené un accroissement de la référence, notamment de la part des percepteurs municipaux.

Le taux de succès du P.T.C. est en constante progression, notamment depuis les trois dernières années. Il a été de 69 % en 1990-1991 et de 76 % en 1991-1992.

On entend généralement par succès, une personne qui a donné suite à son engagement d'accomplir ses heures tel qu'entendu avec le percepteur ou qui a payé le solde de son amende.

Il est à noter qu'une personne qui ne donne pas suite à son engagement d'accomplir ses heures tel qu'entendu avec le percepteur verra un mandat d'arrestation émis contre elle; cette personne sera alors susceptible d'être incarcérée.

Le Programme de travaux compensatoires tirait son fondement légal de la Loi sur les poursuites sommaires adoptée en 1983, laquelle a été remplacée le 1^{er} octobre 1990 par le Code de procédure pénale.

Les objectifs poursuivis dans le cadre du P.T.C. sont :

- de contribuer au recouvrement des amendes imposées et de contribuer à l'humanisation de leur recouvrement,
 - . en rendant possible au travailleur compensatoire d'acquitter en tout temps la totalité ou le solde de son amende;
- d'éviter l'incarcération automatique aux gens démunis incapables d'acquitter leur amende,
 - . en rendant possible aux clients démunis l'adhésion au P.T.C.;

- de contribuer à responsabiliser la clientèle,
 - en leur permettant d'acquitter leur dette par un travail non rémunéré;
- de susciter la participation de la communauté à l'administration de la justice,
 - par l'intermédiaire d'organismes d'accueil (O.A.) qui permettent aux personnes référées au P.T.C. d'effectuer des heures de travaux non rémunérées déterminées, selon une qualité acceptable.

Le programme de travaux compensatoires a de nombreux impacts, tant au niveau du système judiciaire et correctionnel que de la communauté. Ainsi au cours de l'année 1990-1991, il a permis :

- d'éviter 155 000 jours d'incarcération, ce qui correspond à l'occupation de 424 cellules pendant 12 mois;
- d'économiser au delà de 11 000 000,00 \$ en coûts d'incarcération;
- d'accomplir près de 400 000 heures de travail non rémunérées, ce qui a représenté un actif de 3 150 000,00 \$ d'investissement pour la communauté.

La gestion du programme de travaux communautaires a représenté, en 1990-1991, des coûts d'opération se situant aux environs de 1 500 000,00 \$. Il a cependant permis à plus de 4 000 organismes communautaires de bénéficier de près de 400 000 heures de travail non-rémunérées.

Pour l'année 1991-1992, l'augmentation du nombre de dossiers par rapport à l'année 1990-1991, à savoir 15 % (18 129 par rapport à 15 783), nous permet de croire que les impacts du Programme de travaux compensatoires, tant au niveau du système judiciaire et correctionnel que de la communauté, ont été encore plus grands. Les coûts d'opération se sont situés aux environs de 1 715 000,00 \$ et le programme a permis à plus de 5 000 organismes d'accueil de bénéficier d'au delà de 600 000 heures de travail non-rémunérées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

5. STATISTIQUES SUR L'EMBAUCHE À LA SÛRETÉ DU QUÉBEC ET DANS LES CORPS POLICIERS MUNICIPAUX

SURETÉ DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS POUR L'EXERCICE 1993-1994

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DEMANDÉS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

STATISTIQUES SUR L'EMBAUCHE EN 1992

RÉPARTITION DES RECRUES EMBAUCHÉES EN FONCTION DE LEUR SCOLARITÉ,

SEXE ET APPARTENANCE A UNE COMMUNAUTÉ CULTURELLE (1992)

	NIVEAU DE SCOLARITÉ										SEXE				COMMUNAUTÉ CULTURELLE			
NOMBRE DE RECRUES	DEC TECHNIQUES POLICIERES		UNIVERSITAIRE		DEC PROFESSIONNEL		DEC GÉNÉRAL		SEC. V		HOMME		FEMME		AUTOCHTONE		COMMUNAUTÉ CULTURELLE	
	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
304	117	38.5	13	4.2	18	6	51	16.8	105	34.5	281	92.4	23	7.6	8	2.6	7	2.3

PROCESSUS DE SÉLECTION

DES CANDIDATS POLICIERS A LA SURETÉ DU QUÉBEC

Les candidats appelés à joindre les rangs de la Sûreté du Québec sont sélectionnés à partir de normes établies par le législateur et en fonction de critères précis déterminés par l'organisation.

En ce qui concerne les conditions d'admissibilité, il faut être de citoyenneté canadienne, être âgé d'au moins 18 ans et ne pas avoir atteint l'âge de 35 ans au moment de la demande d'emploi (depuis septembre 1992 le Règlement sur les normes d'embauche a été modifié à savoir que le seul critère concernant l'âge est le suivant: être âgé d'au moins 18 ans), répondre aux normes minimales concernant la vision, être de bonnes moeurs et n'avoir jamais été déclaré coupable d'une infraction au Code criminel.

Pour ce qui est de la scolarité, nous donnons la priorité aux demandes provenant d'étudiants titulaires d'un diplôme d'études collégiales en techniques policières. Par ailleurs, nous exigeons des personnes qui n'ont pas fréquenté le cégep en techniques policières (nous les appelons les "conventionnels") de détenir soit un diplôme universitaire, soit un diplôme collégial professionnel ou un diplôme collégial général avec deux années d'expérience sur le marché du travail.

A l'heure actuelle, la loi de police stipule que les candidats policiers doivent être minimalement titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires (Secondaire V). Ces candidats sont admissibles également au processus de sélection.

Concernant les différentes étapes du processus de sélection, les candidats doivent franchir plusieurs étapes. Tout d'abord, ceux qui rencontrent les critères d'admissibilité sont convoqués à un examen écrit où nous pouvons évaluer leurs aptitudes intellectuelles au niveau du raisonnement, du jugement, de la prise de décision, du sens de l'observation et de l'organisation ainsi que des connaissances mathématiques. En fonction du profil recherché chez un patrouilleur, ils sont aussi soumis à un test de personnalité où nous évaluons huit caractéristiques principales de la vie d'un agent patrouilleur au travail. Par exemple, sa prédisposition à travailler en équipe et son degré de tolérance au stress. Ce test n'est toutefois pas éliminatoire en soi.

Par la suite, ils se présentent à un examen médical incluant un examen de la vue. L'état de santé pourra être un critère de rejet de la candidature.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DEMANDÉS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
STATISTIQUES SUR L'EMBAUCHE EN 1992

Nous évaluons aussi la condition physique des postulants. Un parcours avec obstacles, communément appelé le T.A.P. (test d'aptitudes physiques), permet de vérifier la résistance cardiovasculaire, l'endurance, la vigilance, etc. Chaque épreuve a été conçue en fonction du travail policier. En cas d'échec, il y a possibilité de reprise.

Un test de conduite recréant tant les conditions normales que celles d'urgence nous révèle les aptitudes du candidat. Encore là, advenant un échec, une reprise est possible. Cette étape peut se situer avant ou après l'entrevue car, pendant la saison hivernale, il n'y a pas de test de conduite.

La prochaine étape est sans aucun doute celle que les aspirants policiers craignent le plus: l'entrevue. Nous pouvons vérifier alors les éléments suivants: les sens de la clientèle et des responsabilités, la motivation, l'esprit d'initiative, la maîtrise de soi, la confiance en soi et l'expression orale. Il n'y a pas de possibilité de reprise à cette étape du processus de sélection, sinon après une reprise complète du processus.

Finalement, une enquête sur le profil de comportement des candidats au cours des cinq dernières années et une enquête informatisée complètent leur dossier. Chaque candidature est évaluée globalement et nous faisons des recommandations quant à la formation éventuelle au cégep et à l'Institut de police du Québec. C'est ce que nous appelons la "synthèse du dossier".

Depuis septembre 1992, l'examen médical et le test de conduite automobile sont faits après l'entrevue.

Cependant, considérant les gens priorisés par le Programme d'accès à l'égalité en emploi (femmes, communautés culturelles et autochtones) et le fait que la Sûreté du Québec souhaite une plus grande scolarisation de ses membres, tous les candidats admissibles ne sont pas convoqués au processus de sélection.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOM DU PROGRAMME : 04-01 SÉCURITÉ ET PRÉVENTION

Question 5 : Statistiques sur l'embauche dans les corps policiers municipaux en 1992

- Nombre et provenance des candidats : Embauche 1992 - policiers permanents *

	Corps municipaux	SPCUM
Diplôme d'études collégiales en techniques policières (DEC)	204	111
Diplôme universitaire	5	16
Autre DEC	9	36
11 ^e année ou l'équivalent	8	6
<u>TOTAL</u>	<u>226</u>	<u>169</u>

* Données disponibles pour 158 corps policiers sur 165

- Normes de sélection des candidats :

Pour ce qui est des normes de sélection des candidats, il existe un règlement qui agit comme base minimale dans le recrutement des policiers au Québec. Il s'agit du Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux dont on retrouve une copie en annexe. Au-delà de ce règlement, chaque corps de police peut définir ses propres critères d'embauche sans que le Ministère en soit spécifiquement informé. La Direction des affaires policières n'est pas en mesure de produire l'ensemble des normes de sélection élaborées par chacun des corps de police du Québec parce qu'elles ne sont pas répertoriées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOM DU PROGRAMME : 04-01 SÉCURITÉ ET PRÉVENTION

Question 5 : Statistiques sur l'embauche dans les corps policiers municipaux en 1992

La Direction des affaires policières n'est pas en mesure de fournir le nombre d'engagements effectués au cours de l'exercice 1992-1993 dans tous les corps de police municipaux selon la répartition hommes/femmes. Cependant, à titre indicatif, voici la répartition de l'effectif dans les principaux corps de police municipaux.

Nombre d'engagements - Hommes/Femmes

MUNICIPALITÉ	NOMBRE TOTAL DE POLICIERS	HOMMES EMBAUCHÉS	FEMMES EMBAUCHÉES	TOTAL PERSONNES EMBAUCHÉES
SPCUM	4 435	120	49	169
LAVAL	420	30	8	38
QUÉBEC	339	12	3	15
LONGUEUIL	197	1	2	3
SAINTE-FOY	149	6	5	11
GATINEAU	149	1	0	1
SHERBROOKE	142	3	0	3
HULL	130	2	0	2
TOTAL	5 961¹	175 (72,3%)	67 (27,7%)	242 (100,0%)

¹ Le nombre total de policiers des corps de police concernés représente 66,3% (= 5 961 / 8 994 X 100) de l'ensemble des policiers des corps de police municipaux au Québec, excluant la SQ.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

NOM DU PROGRAMME : 04-01 SÉCURITÉ ET PRÉVENTION

Question 5 : Statistiques sur l'embauche dans les corps policiers municipaux en 1992

- Nombre d'engagements - communautés culturelles

La Direction des affaires policières n'est pas en mesure de fournir le nombre d'engagements de policiers appartenant à des minorités visibles ou des communautés ethno-culturelles, puisque ces informations ne sont pas transmises au Ministère par les corps de police municipaux. Par contre, le tableau ci-après présente le nombre de policiers appartenant à des communautés culturelles par corps de police.

Villes	Policiers
Brossard	3
Charlesbourg	1
Gatineau-Métro	1
Greenfield Park	3
Haut-Saint-Charles	2
Hudson	1
Hull	1
Laval	21
Saint-Bruno-de-Montarville	1
Sainte-Thérèse	2
Saint-Eustache	4
Saint-Lambert	1
Terrebonne	1
Service de police de la Communauté urbaine de Montréal	<u>274</u>
	316



c. P-13, r.14

Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient :

a) « Commission » : la Commission de police du Québec ;

b) « agents de la Sûreté du Québec » : les titulaires des fonctions mentionnées au paragraphe 5 du premier alinéa de l'article 43 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) ;

c) « agents des corps de police municipaux » : les personnes qui, lors de leur entrée en fonction dans un corps de police municipal, y sont admises en qualité d'agents, constants, ou à une fonction d'un niveau équivalent ;

d) « cadet » : un cadet de la Sûreté ou un cadet municipal ;

e) « Sûreté » : le corps de police constitué en vertu de l'article 38 de la Loi de police, sous le nom, de Sûreté du Québec ;

f) « corps de police municipal » : tout corps de police établi par une ou plusieurs corporations municipales ou par le conseil d'une communauté urbaine ou régionale.

2. Une personne doit, pour devenir agent ou cadet de la Sûreté ou d'un corps de police municipal :

a) être de citoyenneté canadienne ;

b) être de bonnes mœurs selon les conclusions d'une enquête qui doit être faite en utilisant la formule prescrite à cette fin par la Commission, en particulier quant aux antécédents familiaux, sociaux, financiers et judiciaires du candidat ;

c) n'avoir jamais été déclarée coupable ni s'être avouée coupable d'une infraction au Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34) sur une poursuite intentée au moyen d'un acte d'accusation, ni s'être avouée coupable à la suite d'une dénonciation pour une infraction au Code criminel qui, selon la dénonciation, devait être poursuivie au moyen d'un acte d'accusation ;

d) parler, lire et écrire le français ou l'anglais et posséder une connaissance d'usage de l'autre langue ;

e) détenir un certificat d'études complètes avec succès au niveau de la 1^{re} année ou l'équivalent reconnu par le ministère de l'Éducation ;

f) dans le cas d'un agent, avoir un permis de chauffeur de véhicule-automobile ;

g) fournir un relevé de ses empreintes digitales qui doit être transmis par la municipalité, le corps de police municipal ou la Sûreté, selon le cas, au Commissaire de la Gendarmerie canadienne, pour fins de vérifications et de conservation ;

h) dans le cas d'un agent, être âgé d'au moins 18 ans et 6 mois et ne pas avoir atteint 35 ans ;

i) dans le cas d'un cadet être âgé d'au moins 17 ans et ne pas avoir atteint 18 ans et 6 mois ;

j) subir avec succès les épreuves d'aptitudes et les examens de qualification prescrits par la Commission ou, à défaut, par le corps de police municipal, la municipalité ou la Sûreté, selon le cas.

3. De plus, elle doit avoir subi avec succès un examen médical conforme aux modalités et aux exigences suivantes :

a) désignation du médecin examinateur : l'examen médical du candidat doit être fait devant un médecin désigné par la Sûreté ou dans le cas d'un policier municipal, par la municipalité ;

b) délai : le candidat doit subir avec succès l'examen médical prévu au présent règlement dans les 6 mois précédant son entrée dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal.

Dans le cas du candidat qui a subi un tel examen médical devant un médecin désigné par une institution de formation policière dans les 6 mois précédant son entrée à la Sûreté ou dans un corps de police municipal, la Sûreté ou la municipalité concernée n'est pas tenue de faire subir à ce candidat un nouvel examen médical ;

c) évaluation : le médecin examinateur doit évaluer l'état physique et psychique du candidat et adopter à cet égard l'une des conclusions suivantes :

i. apte à être policier ;

ii. apte à être policier sous réserve de correction d'un problème médical que le médecin examinateur doit préciser ; s'il s'écoule plus de 6 mois entre la première évaluation et la correction du problème médical noté par le médecin examinateur, le candidat doit subir à nouveau un examen complet ;

iii. inapte à être policier ;

d) critères : le candidat doit être exempt de toute maladie organique, de toute séquelle d'accident et de toute déficience physique ou mentale qui pourrait constituer une entrave à l'exécution du travail policier, en tenant compte notamment des normes suivantes :

i. les yeux et la vision : l'acuité visuelle ne doit pas être moindre que 6/12 pour le meilleur oeil et de 6/30 pour l'autre, sans correction.

Dans tous les cas, il doit être possible de corriger la vue à l'aide de lentilles correctrices pour obtenir une acuité visuelle de 6/6 pour un oeil et de 6/9 pour l'autre.

Les lentilles correctrices doivent être avec monture, faites d'un matériel organique ou minéral à haute résistance aux impacts et traitées par un processus chimique ou thermique ;

ii. champs visuels : les champs visuels périphériques doivent être d'au moins 140° de chaque oeil examiné séparément et être libres de tout scotome ;

iii. relief : le candidat doit pouvoir percevoir le relief ;

iv. perception des couleurs : tout candidat doit être évalué au moyen des plaques Ishihara ou pseudo-isochromatiques de l' *American Optical*. Un léger déficit peut être toléré mais doit être évalué selon la méthode suivante. L'examen de la perception des couleurs doit être fait au moyen des plaques isochromatiques de Hardy-Rand-Rittler. Si le candidat répond correctement à la vue des plaques 1 à 6, il est accepté. S'il fait une ou plusieurs erreurs dans la série 1 à 6, l'examen est poursuivi avec les plaques 7 à 20 : il doit pouvoir lire correctement les plaques 12 à 20. Cependant, des erreurs peuvent être tolérées dans la série 7 à 11 ;

e) audition : une audiométrie du candidat (conduction aérienne) doit être faite dans des conditions normalisées (ACNOR z-107.4-1975 ou ANSI s-3.1-1960 (R-1971)). Un candidat sera jugé inapte lorsqu'il y a :

i. perte auditive moyenne à 1 000, 2 000, 3 000 Hertz supérieure à 25 décibels ;

ii. perte auditive à 500, 1 000, 2 000 et 3 000 Hertz supérieure à 35 décibels ;

iii. perte auditive à 4 000 Hertz supérieure à 45 décibels ;

f) système cardio-vasculaire : la tension artérielle du candidat mesurée au repos, en position assise, ne doit pas être supérieure aux valeurs suivantes :

i. diastolique : 90 mm Hg ou moins ;

ii. systolique : entre 100 et 145 mm Hg ;

g) taille et poids :

i. le candidat de sexe masculin doit avoir une taille minimale de 1,70 mètre pieds nus et un poids minimal de 60 kilogrammes ;

ii. le candidat de sexe féminin doit avoir une taille minimale de 1,60 mètre pieds nus et un poids minimal de 48 kilogrammes ;

iii. le poids et la taille doivent correspondre aux critères suivants :

TAILLE (centimètre)	HOMME		FEMME*	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
160	—	—	50	64,5
161	—	—	51	65
162	—	—	51,5	66
163	—	—	52	66,5
164	—	—	53	67
165	—	—	53,5	68
166	—	—	54	68,5
167	—	—	55	69,5
168	—	—	55,5	70
169	—	—	56,5	71
170	60	75,5	57	71,5
171	61	76	57,5	72,5
172	61,5	76,5	58,5	73
173	62	77,5	59	74
174	63	78	60	75
175	63,5	79	60,5	76
176	64	79,5	61,5	77
177	65	80,5	62	77,5
178	65,5	81,5	62,5	78,5
179	66	82,5	63,5	79,5
180	67	83	64	80,5
181	67,5	84	64,5	81,5
182	68,5	85	65,5	82,5
183	69	86	—	—
184	70	86,5	—	—
185	70,5	87,5	—	—

TAILLE (centimètre)	HOMME		FEMME*	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum

186	71	88,5	—	—
187	72	89,5	—	—
188	72,5	90	—	—
189	73,5	91	—	—
190	74	92	—	—
191	74,5	93	—	—
192	75,5	94	—	—

* Pour les femmes de moins de 25 ans, soustraire 0,5 kilogramme pour chaque année d'âge. Dans tous les cas, le poids ne devra pas être inférieur à 48 kilogrammes.

A) la taille du candidat doit être mesurée pieds nus au centimètre le plus proche ;

B) le poids du candidat doit être mesuré au demi (0,5) kilogramme le plus près sans chaussures ni vêtements. Une tolérance de 5% est permise s'il agit de candidat présentant une hypertrophie musculaire ;

h) système musculo-squelettique : toute anomalie empêchant à quelque degré que ce soit la marche, la course, la mobilisation du tronc, des membres supérieurs ou du cou, est considérée comme une cause d'inaptitude à être policier ;

i. à l'égard des mains, l'ablation d'une phalange du pouce ou de l'index, l'amputation de plus de 3 phalanges des 18 phalanges des autres 6 doigts ;

ii. à l'égard des pieds, l'amputation du premier (gros) orteil ou de 2 orteils sur un même pied ;

f) examens de laboratoire : le candidat doit subir les analyses suivantes :

- i. glycémie 2 heures post prandial ;
- ii. analyse d'urine ;
- iii. cholestérol ;
- iv. hémogramme.

Une radiographie pulmonaire (36 X 43 centimètres) et un électrocardiogramme doivent être faits et interprétés.

4. De plus, comme condition d'admission d'un nouvel agent dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal, la Sûreté ou le corps de police municipal ou la municipalité, selon le cas, doit, dans un délai de 15 jours de son embauchage, inscrire ce nouvel agent à l'Institut de police du

Québec ou à une école approuvée par le gouvernement, selon l'article 94 de la Loi de police où il devra suivre le cours de formation policière aussitôt qu'il pourra y être admis, et le compléter avec succès.

5. De plus, comme condition d'admission d'un nouveau cadet dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal, la Sûreté ou le corps de police municipal, ou la municipalité, selon le cas, doit, dans un délai de 15 jours de son embauchage, inscrire ce nouveau cadet à l'Institut de police du Québec ou à une école approuvée par le gouvernement, selon l'article 94 de la Loi de police, où il devra suivre les cours particuliers dispensés à l'intention des cadets aussitôt qu'il pourra y être admis, et les compléter avec succès.

6. Le paragraphe h de l'article 2 et l'article 3 ne s'appliquent pas à une personne exerçant ou ayant cessé d'exercer depuis moins de 2 ans une fonction policière dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal que la Sûreté ou une municipalité désire embaucher.

De plus, l'article 4 ne s'applique pas à une personne visée au premier alinéa qui a déjà complété avec succès le cours de formation policière prévu à cet article.

A.C. 461-71, (1971) 103 G.O., 1845
A.C. 1642-79, (1979) 111 G.O.II, 4625
Décision du 22.09.80, (1980) 112 G.O.II, 6671

ATTENDU QUE le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux (R.R.Q., 1981, c. P-13, r. 14) a été édicté par le gouvernement et modifié par le décret 1659-86 du 5 novembre 1986;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier de nouveau le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le projet de règlement modifiant le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 8 juillet 1992, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Sécurité publique:

Que le Règlement modifiant le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux, dont le texte est annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
BENOÎT MORIN

Décret 1475-92, 30 septembre 1992

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

Normes d'embauche des agents et cadets

— Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 4° et 5° de l'article 3 et des paragraphes 3° et 4° de l'article 6.1 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13), le gouvernement peut, par règlement, déterminer des normes pour l'embauche des membres de la Sûreté du Québec, des membres des autres corps de police et des constables spéciaux ainsi que les normes applicables à l'examen médical que doit subir une telle personne;

Règlement modifiant le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13, a. 3, par. 4° et 5°, a. 6.1, par. 3° et 4°)

1. Le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux (R.R.Q., 1981, c. P-13, r. 14) modifié par le décret 1659-86 du 5 novembre 1986 est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe h de l'article 2 par le suivant:

« h) être âgé d'au moins 18 ans; ».

2. L'article 3 est modifié par l'abrogation du sous-paragraphe i du paragraphe h.

3. L'article 6 est modifié par le remplacement du premier alinéa par ce qui suit:

« 6. L'article 3 ne s'applique pas à une personne exerçant ou ayant cessé d'exercer depuis moins de 2 ans une fonction policière dans la Sûreté ou dans un corps de police municipal que la Sûreté ou une municipalité désire embaucher. ».

4. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

17234

Avis d'approbation

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 19 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) que le Règlement modifiant le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux, adopté par la Commission de police du Québec et publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 9 juillet 1986, a été approuvé, avec modifications, sur la recommandation du Solliciteur général, monsieur Gérard Latulippe, le 5 novembre 1986, par le décret 1659-86 apparaissant ci-dessous avec le texte du règlement tel qu'il a été approuvé.

Ce règlement entre en vigueur le jour de la publication à la *Gazette officielle du Québec* du présent avis.

Le Solliciteur général,
GÉRARD LATULIPPE

Gouvernement du Québec

Décret 1659-86, 5 novembre 1986

Loi de police
(L.R.Q., c. P-13)

Normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux

— Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux

ATTENDU qu'en vertu du paragraphe a de l'article 18 de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13), la Commission de police du Québec peut, par règlement, déterminer les qualités requises pour devenir un cadet ou membre de la Sûreté du Québec ou cadet ou policier municipal;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux (R.R.Q., 1981, c. P-13, r. 14);

ATTENDU QUE la Commission a adopté un Règlement modifiant le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux;

ATTENDU QUE, conformément au deuxième alinéa de l'article 19 de la Loi de police, ce règlement a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 9 juillet 1986 avec avis qu'il serait soumis au gouvernement pour approbation au moins trente (30) jours après cette date;

ATTENDU qu'en vertu du second alinéa de l'article 31 de la Loi sur les règlements (1986, c. 22) les articles 1 à 19, 25, 28 et 29 ne s'appliquent pas aux projets de règlement transmis avant le 1^{er} septembre 1986 pour publication à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement avec modifications tel qu'il apparaît en annexe au présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du Solliciteur général:

Que le règlement ci-annexé soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif par intérim,
BENOÎT MORIN

Règlement modifiant le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux

Loi de Police
(L.R.Q., c. P-13, a. 3, par. d et a. 18, par. a)

1. Le Règlement sur les normes d'embauche des agents et cadets de la Sûreté du Québec et des corps de police municipaux (R.R.Q., 1981, c. P-13, r. 14) est modifié à l'article 2:

1° par le remplacement du paragraphe f par le suivant:

« f) Être titulaire d'un permis de conduire comportant au moins la classe 42 mentionné au paragraphe 8° de l'article 2 du Règlement sur les permis, adopté par le décret no 3474-81 du 16 décembre 1981 (Suppl., p. 237); »;

2° par le remplacement du paragraphe j par le suivant:

« j) réussir, dans les 6 mois précédant son entrée à la Sûreté ou dans un corps de police municipal, avec un résultat global égal ou supérieur à un score-T de 47, les 8 épreuves du test d'habiletés physiques contenues dans le rapport du mois d'octobre 1985 intitulé « Élaboration des normes physiques d'admission aux corps d'agents de la paix » et préparé par le Laboratoire de Recherche en Performance Motrice Humaine du Département d'éducation physique de l'Université Laval, conformément aux normes et conditions qui y sont décrites. ».

2. L'article 3 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe g).

3. Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication à la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a reçu l'approbation du gouvernement.

8492

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

6. RÉPARTITION DES EFFECTIFS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

AU 31 MARS 1993

SURETÉ DU QUÉBEC

ÉTUDE DES CRÉDITS POUR L'EXERCICE 1993-1994

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DEMANDÉS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

RÉPARTITION AU 31 MARS 1993,

SUR LE TERRITOIRE DES EFFECTIFS PAR DISTRICT ET PAR POSTE

AVEC LES UNITÉS DE PATROUILLE QUI EN DÉPENDENT, AVEC STATISTIQUES

POUR LE JOUR ET POUR LA NUIT

1) RÉPARTITION DES EFFECTIFS POLICIERS ET CIVILS PAR DISTRICT (17 mars 1993)				
	POLICIERS	CIVILS		
01 Bas St-Laurent - Gaspésie	282	46		
02 Saguenay - Lac St-Jean	175	32		
03 Québec	862	150		
04 Trois-Rivières	301	48		
05 Estrie	267	41		
06 Montréal	1 456	226		
07 Outaouais	282	44		
08 Abitibi-Témiscamingue et Nouveau-Québec	249	39		
09 Côte-Nord	144	28		
TOTAL DISTRICTS	4 018	654		

2) RÉPARTITION PAR DISTRICT DES UNITÉS DE PATROUILLE AVEC STATISTIQUES POUR LE JOUR ET POUR LA NUIT (31 décembre 1992)				
	PATROUILLEURS	UNITÉS DE PATROUILLE		
		JOUR	SOIR	NUIT
01 Bas St-Laurent - Gaspésie	163	35	13	12
02 Saguenay - Lac St-Jean	87	19	6	6
03 Québec	362	75	30	28
04 Trois-Rivières	175	35	14	13
05 Estrie	148	29	12	11
06 Montréal	726	143	67	65
07 Outaouais	150	30	13	13
3 Abitibi-Témiscamingue et Nouveau-Québec	136	30	9	7
09 Côte-Nord	68	18	5	3
TOTAL	2 015	414	169	158

(Détail par poste fourni en annexe)

REPARTITION DES MEMBRES AFFECTÉS A LA PATROUILLE PAR DISTRICT
AVEC LES UNITÉS DE PATROUILLE POUR LE JOUR, LE SOIR ET LA NUIT

REGROUPEMENT DES POSTES PAR DISTRICTS	POSTES AUTORISÉS PATROUILLEURS		NOMBRE DE VÉHICULES DE PATROUILLE					
			JOUR		SOIR		NUIT	
DISTRICT BAS ST-LAURENT GASPÉSIE	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92
<u>Section Chandler</u>								
Cap-aux-Meules	10	10	2	2	1	1	1	1
Gaspé	25	25	5	5	2	2	2	2
Grande-Vallee	5	5	3	3	0	0	0	0
New-Carlisle	15	15	3	3	1	1	1	1
New-Richmond	15	15	3	3	1	1	1	1
Pabos	20	20	4	4	2	2	2	2
 <u>Section Rimouski</u>								
Angu	15	15	3	3	1	1	1	1
Matane	8	8	2	2	1	1	0	0
Matapédia	10	10	2	2	1	1	1	1
Rimouski	25	25	5	5	2	2	2	2
Sainte-Anne-des-Monts	15	15	3	3	1	1	1	1
 TOTAL	163	163	35	35	13	13	12	12

REGROUPEMENT DES POSTES
PAR DISTRICTS

POSTES AUTORISÉS
PATROUILLEURS

NOMBRE DE VÉHICULES DE PATROUILLE
JOUR SOIR NUIT

DISTRICT DU SAGUENAY LAC ST-JEAN

	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92
Alma	25	25	5	5	2	2	2	2	2	2
Chibougamau	12	12	2	2	1	1	1	1	1	1
Chicoutimi	15	15	3	3	1	1	1	1	1	1
Dolbeau	15	15	3	3	1	1	1	1	1	1
Roberval	15	15	3	3	1	1	1	1	1	1
St-Ambroise	5	5	3	3	0	0	0	0	0	0
TOTAL.	87	87	19	19	6	6	6	6	6	6

REGROUPEMENT DES POSTES
PAR DISTRICTS

POSTES AUTORISÉS
PATROUILLEURS

NOMBRE DE VÉHICULES DE PATROUILLE
JOUR SOIR NUIT

DISTRICT DE QUÉBEC

04-92

12-92

04-92

12-92

04-92

12-92

04-92

12-92

Section Québec-Nord

Lac St-Paul

15

15

3

3

1

1

1

1

La Malbaie

15

15

3

3

1

1

1

1

L'Etape

10

10

2

2

1

1

1

1

Portneuf

15

15

3

3

1

1

1

1

Québec-Métro

55

55

11

11

5

5

5

5

Ste-Anne-de-Beaupré

20

20

4

4

2

2

2

2

St-Raymond

15

15

3

3

1

1

1

1

Section Québec-sud

Laurier-Station

20

20

4

4

2

2

2

2

Montmagny

15

15

3

3

1

1

1

1

St-Camille

10

10

2

2

1

1

1

1

St-Georges-de-Beauce

20

20

4

4

2

2

2

2

St-Joseph-de-Beauce

15

15

3

3

1

1

1

1

St-Malachie

8

8

2

2

1

1

0

0

St-Prosper

10

10

2

2

1

1

1

1

St-Romuald

25

25

5

5

2

2

2

2

Thetford-Mines

15

15

3

3

1

1

1

1

Section Rivière-du-Loup

Notre-Dame-du-Lac

20

20

4

4

2

2

2

2

Rivière-du-Loup

15

15

3

3

1

1

1

1

St-Jean-Port-Joli

15

15

3

3

1

1

1

1

St-Pamphile

5

5

3

3

0

0

0

0

St-Pascal

15

15

3

3

1

1

1

1

Trois-Pistoles

10

9

2

2

1

1

0

0

TOTAL

363

362

75

75

30

30

28

28

REGROUPEMENT DES POSTES
PAR DISTRICTS

POSTES AUTORISÉS
PATROUILLEURS

NOMBRE DE VÉHICULES DE PATROUILLE
JOUR SOIR NUIT

DISTRICT DE TROIS-RIVIERES

04-92 12-92 04-92 12-92 04-92 12-92 04-92 12-92

Arthabaska	25	25	5	5	2	2	2	2
Becancour	15	15	3	3	1	1	1	1
Cap-de-la-Madeleine	25	25	5	5	2	2	2	2
Drummondville	25	25	5	5	2	2	2	2
La Tuque	10	10	2	2	1	1	0	0
Louiseville	15	15	3	3	1	1	1	1
Nicole	20	20	4	4	2	2	2	2
Ste-Anne-de-la-Pérade	15	15	3	3	1	1	1	1
Stovington	25	25	5	5	2	2	2	2
TOTAL	175	175	35	35	14	14	13	13

DISTRICT DE L'ESTRIE

Coaticook	15	15	3	3	1	1	1	1
Cookshire	10	10	2	2	1	1	0	0
Cowansville	23	23	4	4	2	2	2	2
Granby	30	30	6	6	3	3	3	3
Lac-Mégantic	15	15	3	3	1	1	1	1
Richmond	15	15	3	3	1	1	1	1
Sherbrooke	25	25	5	5	2	2	2	2
Weedon	15	15	3	3	1	1	1	1
TOTAL	148	148	29	29	12	12	11	11

REGROUPEMENT DES POSTES
PAR DISTRICTS

POSTES AUTORISÉS
PATROUILLEURS

NOMBRE DE VÉHICULES DE PATROUILLE
JOUR SOIR NUIT

DISTRICT DE MONTRÉAL

Section Joliette

Berthierville

Joliette

Lachenaie

Rawdon

St-Donat

St-Gabriel-de-Brandon

St-Michel-des-Saints

Section Montreal

Candiac

Lachute

Montreal-Metro

St-Agathe

St-Lustache

St-Jérôme

Ste-Julie

Vaudreuil

Cartier-Charlaim

SECTION ST-JEAN

Huntingdon

Lacolle

Marieville

St-Hyacinthe

St-Jean

St-Martine

Tracy

Valleyfield

TOTAL

04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92
20	20	4	4	2	2	2	2	2	2
25	25	7	7	3	3	3	3	3	3
35	35	7	7	3	3	3	3	3	3
30	30	6	6	3	3	3	3	3	3
9	9	2	2	1	1	0	0	0	0
15	15	3	3	1	1	1	1	1	1
8	8	2	2	1	1	0	0	0	0
75	75	15	15	7	7	7	7	7	7
20	20	4	4	2	2	2	2	2	2
80	80	16	16	8	8	8	8	8	8
30	30	6	6	3	3	3	3	3	3
50	50	10	10	5	5	5	5	5	5
55	55	11	11	5	5	5	5	5	5
35	35	7	7	3	3	3	3	3	3
25	25	5	5	2	2	2	2	2	2
35	35	7	7	3	3	3	3	3	3
15	15	2	2	1	1	1	1	1	1
15	15	2	2	1	1	1	1	1	1
20	20	4	4	2	2	2	2	2	2
30	30	6	6	3	3	3	3	3	3
25	24	5	4	2	2	2	2	2	2
15	15	3	3	1	1	1	1	1	1
20	20	4	4	2	2	2	2	2	2
30	30	6	6	3	3	3	3	3	3
727	726	144	143	67	67	65	65	65	65

REGROUPEMENT DES POSTES
PAR DISTRICTS

POSTES AUTORISÉS
PATROUILLEURS

NOMBRE DE VÉHICULES DE PATROUILLE
JOUR SOIR NUIT

DISTRICT DE L'OUTAOUAIS

	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92
Buckingham	15	15	3	3	1	1	1	1
Campbell's Bay	20	20	4	4	2	2	2	2
Hull-Matrose	25	25	5	5	2	2	2	2
Labelle	20	20	4	4	2	2	2	2
Low	15	15	3	3	1	1	1	1
Maniwaki	20	20	4	4	2	2	2	2
Mont-Laurier	15	15	3	3	1	1	1	1
Papineauville	20	20	4	4	2	2	2	2
TOTAL	150	150	30	30	13	13	13	13

DISTRICT DE L'ARITIBI-TÉMISCAMINGUE
ET DU NOUVEAU-QUÉBEC

Amos	15	15	3	3	1	1	1	1
Laforge	4	4	2	2	0	0	0	0
La Sarre	15	15	3	3	1	1	1	1
Malartic	15	15	3	3	1	1	1	1
Matagami	10	10	2	2	1	1	0	0
Radisson	4	4	2	2	0	0	0	0
Rouyn-Noranda	15	15	3	3	1	1	1	1
Senneterre	15	15	3	3	1	1	1	1
Témiscaming	10	10	2	2	1	1	0	0
Val-D'Or	15	15	3	3	1	1	1	1
Ville-Marie	18	18	4	4	1	1	1	1
TOTAL	136	136	30	30	9	9	7	7

REGROUPEMENT DES POSTES
PAR DISTRICTS

POSTES AUTORISÉS
PATROUILLEURS

NOMBRE DE VÉHICULES DE PATROUILLE
JOUR SOIR NUIT

DISTRICT DE LA CÔTE-NORD

	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92	04-92	12-92
Baie-Comeau	15	15	3	3	1	1	1	1
Baie-Trinité	5	5	3	3	0	0	0	0
Fermont	2	2	1	1	0	0	0	0
Forestville	15	15	3	3	1	1	1	1
Havre St-Pierre	10	10	2	2	1	1	1	1
Lourdes-de-Blanc-Sablon	3	3	1	1	0	0	0	0
Sept-Îles	8	8	2	2	1	1	0	0
Tadoussac	8	8	2	2	1	1	0	0
Schefferville		2		1		0		0
TOTAL	66	68	17	18	5	5	3	3
	----	----	----	----	----	----	----	----
TOTAL SURETÉ DU QUÉBEC	2015	2015	414	414	169	169	158	158
	=====	=====	====	====	====	====	====	====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

7. NOMBRE DE PLAINTES ADRESSÉES AU COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

Demandes de renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

NOM DU PROGRAMME: 05 - Surveillance de la déontologie policière
Commissaire à la déontologie policière

QUESTION: Nombre de plaintes adressées en 1992-1993 au Commissaire à la déontologie policière et nombre de cas traités avec mention du type de décision ainsi que le nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une conciliation ou d'un règlement.

Type de décisions prises à l'examen des plaintes

Nombre de plaintes

Tenir une enquête
Tenter de concilier les parties concernées
Refuser avec motifs d'enquêter
Demander des renseignements additionnels aux plaignants
Désistements
Retenir pour étude

558
136
274
36
3
25

TOTAL

1 032

Nous avons offert la conciliation dans 136 dossiers reçus entre le 1^{er} avril 1992 et le 31 mars 1993.

Durant la même période, les parties ont signé 102 règlements. Ce nombre ne doit pas être pris en rapport avec celui de 136 puisque certains règlements concernent des dossiers antérieurs au 1^{er} avril 1992. D'autres règlements viendront sûrement pour des dossiers ouverts durant la dernière année financière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

8. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR LE COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

Demandes de renseignements particuliers requis par l'Opposition officielle

NOM DU PROGRAMME: 05-02 - COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION: Nombres de dossiers traités en 1992-1993 par le Comité de déontologie policière et résultat final avec décision rendue.		
<u>Provenance</u>	<u>Dossiers reçus</u> <u>du 92-04-01 au 93-03-26</u>	<u>Décisions rendues</u> <u>au 93-03-26</u>
Citations	141	149: 91 non-dérogatoires 28 dérogatoires 30 désistements
Révisions	85	86: 70 rejetées 10 acceptées 6 désistements
Enquêtes publiques	2	22: 5 non-fondées 12 fondées 5 désistements
	<hr/> 228	<hr/> 257

COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - DOSSIERS DÉROGATOIRES EN 1992-1993

Dossiers de citation dérogatoires : 28 =	sanctions rendues	21
	en attente de sanction	7

Ventilation des sanctions imposées : 21 =	avertissement	4
	réprimande	2
	suspension (1 à 10 jours)	14
	rétrogradation	0
	destitution	1

16 avril 1993

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

9. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA RÉGIE DES PERMIS D'ALCOOL DU QUÉBEC

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

SUJET: Nombre de plaintes déposées à la Régie des permis d'alcool du Québec en indiquant
la nature de la plainte et la municipalité où est situé l'établissement visé par la plainte.

MUNICIPALITÉ	NATURE	NOMBRE
ALMA	Rabais accordé par le détenteur	1
	Publicité sur des consommations gratuites	1
	Affichage de prix réduits	1
BEAUPORT	Publicité conjointe entre un fabricant et un détenteur	1
	Rabais accordé par le détenteur	2
BOISBRIAND	Rabais accordé par le détenteur	1
BOIS-DES-FILIONS	Inventaire d'épicerie non conforme	1
	Rabais accordé par le détenteur	1
BOUCHERVILLE	Vente à des mineurs	1
BROSSARD	Drogue	1
CHAMBLY	Bruit	1
CHATEAUGUAY	Rabais accordé par le détenteur	4
CHICOUTIMI	Drogues et bagarres	1
CLOVA	Vente sans repas	1
DES RUISSEAUX	Bruit	3
DORVAL	Transvidage	1
DRUMMONDVILLE	Rabais accordé par le détenteur	1
GRENVILLE	Rabais accordé par le détenteur	1
HULL	Rabais accordé par le détenteur	3
IBERVILLE	Vente de vin domestique	1
LA BAIE	Bruits excessifs	1
LA POCATIERE	2 pour 1 - bière achetée au dépanneur	1
LA PRAIRIE	Rabais accordé par le détenteur	1
L'ASSOMPTION	Rabais accordé par le détenteur	1
LAVAL	Mineurs	1
	Drogue	1
	Rabais accordé par le détenteur	5

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

SUJET: Nombre de plaintes déposées à la Régie des permis d'alcool du Québec en indiquant
la nature de la plainte et la municipalité où est situé l'établissement visé par la plainte.

MUNICIPALITÉ	NATURE	NOMBRE
LAVAL	Publicité aux mineurs	1
LE GARDEUR	Rabais sur la bière	1
LEMOYNE	Vente sans repas	1
LONGUEUIL	Mineurs	1
	Publicité aux mineurs	1
	Publicité conjointe entre un fabricant et un détenteur	
	Faire publicité pour un seul fabricant	
MONTREAL	Rabais accordé par le détenteur	16
	Rabais sur la bière	2
	Publicité sur des consommations gratuites	4
	Publicité aux mineurs	1
	Servir une personne en état d'ébriété	1
	Drogue	4
	Vente à des mineurs	4
	Bruit	6
	Transvidage	2
	Inventaire d'épicerie non conforme	1
	Vente hors heures légales	2
	Spectacles sans autorisation	1
MONTREAL-NORD	Vente non autorisée	1
PASPÉBIAC	Enquêtes - ventes à des mineurs	2
PINCOURT	Capacité dépassée	1
	Heures d'ouverture	1
PLESSISVILLE	Employé mineur	1
QUEBEC	Rabais accordé par le détenteur	2
	Plusieurs tables de billard - devrait être un centre sportif	1
	Danse sans autorisation	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

SUJET: Nombre de plaintes déposées à la Régie des permis d'alcool du Québec en indiquant
la nature de la plainte et la municipalité où est situé l'établissement visé par la plainte.

MUNICIPALITÉ	NATURE	NOMBRE
QUÉBEC	Bruits excessifs	1
ROUYN-NORANDA	Rabais accordé par le détenteur	1
	Consommation non responsable	1
STE-ANNE-DE-SABREVOIS	Vente non autorisée	1
ST-EUSTACHE	Mineurs	2
ST-GABRIEL	Bruit	1
ST-GÉDÉON	Rabais accordé par le détenteur	1
ST-HILAIRE DE DORSET	Vente sans permis	1
ST-HYACINTHE	Publicité conjointe entre un fabricant et un détenteur	1
ST-ISIDORE	Rabais sur la bière	1
ST-JÉROME	Rabais accordé par le détenteur	2
	Rabais sur la bière	2
	Publicité aux mineurs	1
	Consommation non responsable	
	Publicité sur des consommations gratuites	
STE-JUSTINE	Rabais accordé par le détenteur	1
ST-LÉONARD	Achat non autorisé	1
ST-NAZAIRE	Heures de fermetures	1
ST-NICOLAS	Rabais accordé par le détenteur	1
ST-PASCAL DE KAMOURASKA	Vente sans permis	1
ST-SIMÉON	Bruits excessifs	1
STE-THÉRESE	Bruit	1
	Rabais accordé par le détenteur	1
ST-VALÉRIEN DE MILTON	Publicité sur des consommations gratuites	1
ST-ZACHARIE	Bruits excessifs	1
SHAWINIGAN	Publicité conjointe entre un fabricant et un détenteur	3
	Faire de la publicité pour un seul fabricant	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

SUJET: Nombre de plaintes déposées à la Régie des permis d'alcool du Québec en indiquant
la nature de la plainte et la municipalité où est situé l'établissement visé par la plainte.

MUNICIPALITÉ	NATURE	NOMBRE
SHAWINIGAN	Publicité sur des consommations gratuites	
	Rabais accordé par le détenteur	2
SHERBROOKE	Vente sans repas	1
	Inventaire non conforme	1
	Publicité conjointe entre un fabricant et un détenteur	1
SOREL	Fausse représentation	1
	Rabais accordé par le détenteur	1
THETFORD MINES	Rabais accordé par le détenteur	1
	Consommation non responsable	1
	Rabais sur le prix de vente	1
VALLEYFIELD	Consommation dans épicerie	1
	Rabais accordé par le détenteur	1
VAL MORIN	Inventaire non conforme	1
VARENNES	Rabais sur la bière	1
TOTAL:		141

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

10. CONTRATS AYANT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE PAR RAPPORT
AU MONTANT INITIAL

ETUDE DES CREDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DETAILLEE DES CONTRATS DE SERVICES AYANT FAIT L'OBJET D'UN
VERSEMENT SUPPLEMENTAIRE DEPUIS AVRIL 1992

Garde des détenus et réinsertion
 sociale des délinquants
 Services correctionnels

NOM DU CONTRACTANT	MONTANT INITIAL \$	VERSEMENT SUPPLEMENTAIRE \$	RAISONS DU DEPASSEMENT
Les entreprises SER-MI inc. (Joliette) (Traiteur)	217 593,00	35 000,00	Augmentation du nombre de repas estimé Réel: 64 000 Estimé: 55 200 Ecart: 8 800 <hr/> Taux: 3,94 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS DE SERVICES AYANT FAIT L'OBJET D'UN
VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS AVRIL 1992

NOM DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Services correctionnels

NOM DU CONTRACTANT		MONTANT INITIAL \$	VERSEMENT SUPP. \$	RAISONS DU DÉPASSEMENT
A. <u>Hébergement communautaire</u>				
A.1 Centres résidentiels communautaires (C.R.C.):				
-	CRC de Roberval	377 205 \$	65 000 \$	Augmentation d'achalandage
-	Expansion femmes de Québec	281 930 \$	40 070 \$	
-	CRC L'Espadrille	112 640 \$	13 360 \$	
-	Maison Painchaud	282 100 \$	62 900 \$	
-	Maisons de transition de Montréal	592 090 \$	40 910 \$	
-	Pavillon Robert Deschenes	494 215 \$	18 785 \$	
-	Société Elizabeth Fry	496 765 \$	43 235 \$	
-	Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	414 790 \$	32 210 \$	
-	CRC d'Amos	509 250 \$	47 750 \$	
-	Maison Saint-Léonard (Waseskun)	90 610 \$	113 258 \$	
-	Maison Charlemagne	446 395 \$	605 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS DE SERVICES AYANT FAIT L'OBJET D'UN
VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS AVRIL 1992

NOM DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Services correctionnels

NOM DU CONTRACTANT		MONTANT INITIAL	VERSEMENT SUPP. \$	RAISONS DU DÉPASSEMENT
A.	<u>Hébergement communautaire</u> (suite)			
A.2	Centres d'hébergement communautaires (C.H.C.)			
-	Unité Domrémy de Chicoutimi	189 350 \$	8 650 \$	Augmentation d'achalandage
-	Auberge Sous-mon-toit	37 300 \$	3 000 \$	
-	Réhabilitation Beauce	313 425 \$	6 575 \$	
A.3	Foyers d'accueil			
-	Gisèle St-Hilaire	8 115 \$	8 000 \$	Augmentation d'achalandage
-	Jacqueline Lambert Will	4 360 \$	3 640 \$	
-	Lise Dorval	16 225 \$	3 000 \$	
-	Marguerite Michel	16 200 \$	800 \$	
-	Aurèle Michaud	17 675 \$	2 000 \$	
-	Our House Inc.	995 \$	4 863 \$	
-	Maison d'hébergement Roland Gauvreau	8 837 \$	2 663 \$	
-	Paul-Aimé Vallée	9 684 \$	12 316 \$	
-	Francine Bigaouette	16 225 \$	17 000 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS DE SERVICES AYANT FAIT L'OBJET D'UN
VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS AVRIL 1992

NOM DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Services correctionnels

NOM DU CONTRACTANT	MONTANT INITIAL	VERSEMENT SUPP. \$	RAISONS DU DÉPASSEMENT
A. <u>Hébergement communautaire</u> (suite)			
A.4 Coordination des foyers d'accueil - Expansion-femmes de Québec	37 500 \$	6 000 \$	Augmentation d'achalandage
B. <u>Sentences intermittentes</u>			
- Maison du Compagnon	1 000 \$	1 000 \$	Augmentation d'achalandage
- Fraternité et Victoire aux alcooliques	7 521 \$	3 500 \$	
- Agence Sociale spécialisée del'Outaouais	6 686 \$	5 000 \$	
- Maison du Soleil Levant	2 507 \$	3 493 \$	
- La Piaule de Val-d'Or	3 343 \$	1 560 \$	
C. <u>Ateliers de réinsertion par le travail (A.R.T.)</u>			
- Réhabilitation Beauce	67 800 \$	3 000 \$	Augmentation d'achalandage
- Les Établissements du Gentilhomme	283 700 \$	13 800 \$	
- Maison Radisson	69 400 \$	14 000 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS DE SERVICES AYANT FAIT L'OBJET D'UN
VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS AVRIL 1992

NOM DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Services correctionnels

NOM DU CONTRACTANT		MONTANT INITIAL	VERSEMENT SUPP. \$	RAISONS DU DÉPASSEMENT
D.	<u>Santé mentale</u>			
D.1	Organismes			
-	Institut Philippe Pinel	1 475 000 \$	100 000 \$	Augmentation d'achalandage
		688 100 \$	109 900 \$	
D.2	Hébergement - santé mentale			
-	Foyer Yolande Nadon	9 380 \$	6 520 \$	Augmentation d'achalandage
D.3	Hébergement - Toxicomanie			
-	La Boussole	29 550 \$	8 450 \$	Augmentation d'achalandage
D.4	Psychiatres et omnipraticiens			
-	Yves Poulin	15 000 \$	3 000 \$	Augmentation d'achalandage
-	Francesco Pinero	21 000 \$	22 000 \$	
-	Marc-André Laliberté	10 000 \$	9 000 \$	
-	Denise Morrisson	9 000 \$	4 500 \$	
-	Richard Laliberté	29 500 \$	20 000 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS DE SERVICES AYANT FAIT L'OBJET D'UN
VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS AVRIL 1992

NOM DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: GARDE DES DÉTENUS ET RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS (Pr.03, ÉI.01) SERV.CORR.

NOM DU CONTRACTANT:	MONTANT INITIAL \$	VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE	RAISONS DU DÉPASSEMENT
UNITÉ DOMRÉMY MONT-JOLI INC	46 810 \$	10 300 \$	Hausse globale de 43% de l'achalandage autorisée pour 92-93, laquelle se répartit différemment d'un organisme à l'autre selon l'évolution de la demande dans chaque région (Programme des travaux compensatoires)
CENTRE DE BÉNÉVOLAT DU LAC INC.	33 930 \$	9 905 \$	" " " " " " "
ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE, SECTION SAGUENAY	77 080 \$	17 995 \$	" " " " " " "
ORGANISATION ANTI-PAUVRETÉ QUÉBEC INC.	173 470 \$	83 355 \$	" " " " " " "
ORGANISATION ANTI-PAUVRETÉ MAURICIE INC.	118 220 \$	92 640 \$	" " " " " " "
SERVICE D'AIDE AUX PRISONNIERS DE SHERBROOKE INC.	82 825 \$	43 595 \$	" " " " " " "
YMCA DE MONTRÉAL	207 195 \$	72 425 \$	" " " " " " "
SERVICE D'ACTION COMMUNAUTAIRE OUTAOUAIS INC.	139 170 \$	44 045 \$	" " " " " " "
CENTRE RESSOURCES JEUNESSE	89 285 \$	33 680 \$	" " " " " " "
CENTRE DE BÉNÉVOLAT DE MANICOUAGAN	28 535 \$	19 415 \$	" " " " " " "
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE SEPT-ÎLES INC.	33 910 \$	13 400 \$	" " " " " " "
CENTRE DE BÉNÉVOLAT DE LAVAL INC.	205 110 \$	47 140 \$	" " " " " " "
CENTRE DE BÉNÉVOLAT DE LA RIVE-SUD INC.	185 875 \$	78 980 \$	" " " " " " "

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CREDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS DE SERVICES AYANT FAIT L'OBJET D'UN
VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS AVRIL 1992

NOM DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: SECURITE ET PREVENTION

NOM DU CONTRACTANT	MONTANT INITIAL \$	VERSEMENT SUPPLEMENTAIRE	RAISONS DU DEPASSEMENT
Sécurité B.S.L. etée	2 750,00 \$	825,00 \$	Augmentation de la demande pour les salles d'audience des palais de justice de Carleton, Gaspé et Havre-Aubert.
Séuricor inc.	57 830,40 \$	3 147,50 \$	Augmentation de la demande pour les salles d'audience du Palais de justice de Thetford-Mines.
Cagéro inc.	35 287,70 \$	2 082,00 \$	Augmentation de la demande pour les salles d'audience du Palais de justice de Campbell's Bay.
Séuribec inc.	5 285,00 \$	2 251,42 \$	Augmentation de la demande pour les salles d'audience du Palais de justice du Lac Mégantic.
Séuricor inc.	48 454,65 \$	345,32 \$	Augmentation de la demande pour les salles d'audience du Palais de justice de Montmagny.
Sécurité BSL	48 143,45 \$	1 319,66 \$	Augmentation de la demande pour les salles d'audience du Palais de justice de Rimouski.
Groupe Admar inc.	50 173,43 \$	1 571,56 \$	Augmentation de la demande pour les salles d'audience du Palais de justice de Baie-Comeau.
Monsieur André Normandeau	1 500,00 \$	250,00 \$	Modification du rapport présenté initialement suivant les demandes des membres de la Table ronde sur la prévention de la criminalité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS DE SERVICES AYANT FAIT L'OBJET
D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS AVRIL 1992
(000 \$)

NOM DU PROGRAMME: 06 SURETÉ DU QUÉBEC

NOM DU CONTRACTANT	MONTANT INITIAL \$	VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE	RAISONS DU DÉPASSEMENT
<i>Les Entreprises Nautilus Inc. (contrat d'un an, débutant le 23 octobre 1991 avec renouvellement pour deux années subséquentes)</i>	103,1 \$	45,1 \$	<i>Augmentation du nombre d'effectifs à l'unité d'urgence permanente de Montréal. Le CT 182399 autorise une augmentation du contrat avec cette firme pour l'entraînement des membres de cette unité.</i>
<i>Université Laval (contrat du 18 juillet 1991 au 31 décembre 1993)</i>	100,0 \$	68,0 \$	<i>Augmentation du nombre de tests d'aptitudes physiques approuvé par le CT 181628.</i>
<i>Conceptcom Enrg.</i>	52,5 \$	6,3 \$	<i>Surplus de corrections d'auteurs.</i>
<i>L'Industrielle - Services Techniques Inc.</i>	1,0 \$	0,05 \$	<i>Augmentation du tarif d'entretien.</i>
<i>Computer Associates International Inc.</i>	15,4 \$	0,4 \$	<i>Augmentation du tarif d'entretien.</i>
<i>Agence de Sécurité Unique (contrat d'un an, débutant le 1er septembre 1989 avec renouvellement pour deux années subséquentes se terminant le 31 août 1992)</i>	1 723,6 \$	551,9 \$	<i>Prolongation de contrat d'une durée de huit mois autorisé par le CT 181824. (du 1er septembre 1992 au 30 avril 1993)</i>

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUES
ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS DE SERVICES AYANT FAIT L'OBJET D'UN
VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE DEPUIS AVRIL 1992**

NOM DE L'ÉLÉMENT DE PROGRAMME: 08 - Sécurité civile

NOM DU CONTRACTANT

	MONTANT INITIAL	VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE	RAISONS DU DÉPASSEMENT
Genest, Poitras experts en sinistres	26 846 \$	3 603 \$	Expertises additionnelles concernant des dommages importants réclamés par douze (12) sinistrés de l'Ile Enchanteresse située sur le territoire de la municipalité à Ste-Brigitte-de-Laval.
Consultation Tremblay inc.	224 000 \$	16 000 \$	Effectuer l'analyse de dix (10) dossiers supplémentaires d'entreprises ayant présenté une demande de révision dans le cadre du programme d'assistance financière relatif à la crise amérindienne et produire un rapport concernant les mécanismes de traitement des dossiers en première instance (Décret 1595-90 du 90-11-14).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 1993-1994

11. NOMBRE D'ÉTUDIANTS ADMIS À L'INSTITUT DE POLICE DU QUÉBEC
QUI N'ONT PAS COMPLÉTÉ
AVEC SUCCÈS LEURS ÉTUDES

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 1993-1994
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Sujet: Pour chacune des années 1991 et 1992, le nombre d'étudiants admis à l'Institut de police du Québec qui n'ont pas complété avec succès leurs études en indiquant:
a) le nombre d'échecs par rapport au nombre total d'étudiants diplômés
b) les principaux motifs d'échecs.

Programme: 04.2 - Institut de police du Québec

a) Le nombre d'échecs par rapport au nombre total d'étudiants diplômés					
Promotion	<u>170^e</u> 91-02-25 au 01-05-24	<u>171^e</u> 91-08-12 au 91-11-06	<u>172^e</u> 91-11-25 au 92-03-13	<u>173^e</u> 92-03-16 au 92-06-11	<u>174^e</u> 92-08-17 au 92-11-19
Étudiants diplômés	228	168	162	219	248
Nombre d'échec	1	12	3	5	32 ¹
b) Les principaux motifs d'échec					
Promotion/cours	<u>170^e</u>	<u>171^e</u>	<u>172^e</u>	<u>173^e</u>	<u>174^e</u>
Activité du patrouilleur					1
Intervention en situation de crise II		2			1
Conditionnement physique	1	1	3	4	6
Tech. interv. physique		4		1	1
Tir		1			1
Conduite de véhicule d'urgence					5
Enquête-accident		4			
Techniques de patrouille					18
	<u>1</u>	<u>12</u>	<u>3</u>	<u>5</u>	<u>32¹</u>

(1) 29 stagiaires n'ont pas encore eu le temps de se présenter en reprise